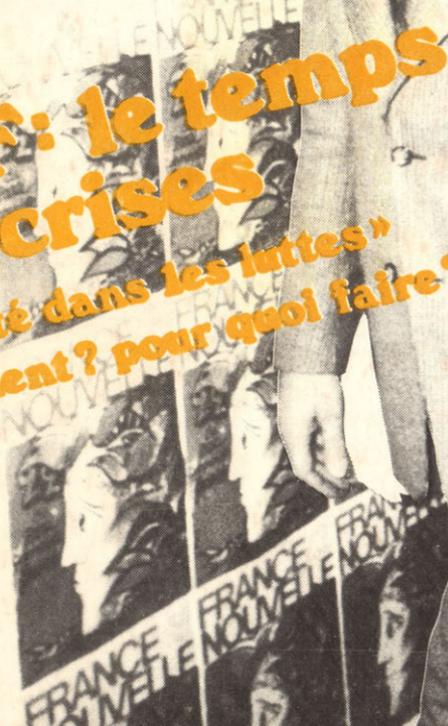


# CRITIQUE COMMUNISTE

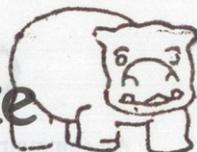
HEBDOMAIRE

**PCF: le temps  
des crises**

**«L'unité dans les luttes»  
comment? pour quoi faire?**



# Critique communiste



Revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire

## éditorial

Guerre froide, pour une nouvelle donne de la coexistence pacifique, par <i>Charles Michaloux</i> . . . . .	3
Le PCF à l'heure de Kaboul, par <i>Denis Berger</i> . . . . .	11
Le PCF : le temps des crises, par <i>Antoine Artous</i> et <i>Francis Sitel</i> . . . . .	23
Le PCF et les intellectuels : après le Conseil national, la normalisation ?, par <i>Jean-Michel Masson</i> et <i>Jean Sohn</i> . . . . .	41
« L'unité dans les luttes », comment ? pour quoi faire ? (Débat entre <i>G. Labica</i> , membre du PCF, <i>S. Farandjis</i> , membre du PS, <i>J. Habel</i> et <i>H. Weber</i> , membres de la LCR) . . . . .	51
Le PCI « au milieu du gué », par <i>Anna Libera</i> . . . . .	69

## dossier

### L'enseignement

1. Où va la FEN ?, par <i>Michel Bouvet</i> . . . . .	91
2. Portée de la réforme de la formation des maîtres des écoles normales, par <i>Michel Merlin</i> . . . . .	109
3. Lettre de la LCR à l'OCI sur l'intervention enseignante . . . . .	121

Le Comité directeur de la rédaction :

Michel Lequenne,  
Francis Sitel et Henri Weber.

Critique communiste : n°31, mars 1980, 16 F.

Critique communiste, 10, impasse Guéméné, 75004 Paris, tél : 271 02 82. Composition : Eurocomposition à Sèvres. Impression : Rotographie à Montreuil. Diffusion : Galilée - CDE/SODIS. 1<sup>er</sup> trimestre 1980. Commission paritaire : n° 56 551.



# Critique communiste

Au sommaire des numéros parus :

1.	Politique des blocs et révolution permanente – CERES – Sur le centrisme – L'althussérisme. . . . .	8 F
2.	Trotsky et la vie quotidienne – Idéologie et psychanalyse – Interview d'Ariane Mnouchkine – Rétro et antirétro. . . . .	8 F
3.	Le bonapartisme à notre époque – Armée – MFA – La classe ouvrière soviétique . . . . .	8 F
4.	Le féminisme . . . . . (épuisé)	
5.	Les partis communistes et le stalinisme . . . . .	10 F
6.	Ligue et léninisme – Débats sur le PCF – Perversion, amour et révolution – La crise de l'armée française . . . . .	10 F
7.	Écologie, pollution – Histoire du « lambertisme » . . . . .	10 F
8–9.	Stratégie révolutionnaire en Europe . . . . .	15 F
10.	Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie . . . . .	10 F
11–12.	Militantisme et vie quotidienne . . . . .	15 F
13.	Les municipales – PSU – 1936 et 1978. . . . .	10 F
14–15.	Les révolutionnaires et l'Union de la gauche . . . . .	10 F
16.	Les communistes, la transition socialiste et l'État. . . . .	10 F
17.	Contrôle ouvrier – Nationalisation – Arme nucléaire – Intelligentsia et prolétariat – Che Guevara . . . . .	10 F
18–19.	L'URSS – La bureaucratie – L'Eurocommunisme – Goulag, Gluksman et démocratie – La Yougoslavie . . . . .	18 F
20–21.	Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier . . . . .	20 F
22.	Le PCF, la gauche et la crise . . . . .	15 F
23.	Mai 68 – 1958-1968 – La bande à Baader – Énergie nucléaire et transition au socialisme . . . . .	20 F
24.	Nouveaux mouvements sociaux – Relations entre sexes – A propos de « la Civilisation surréaliste » . . . . .	12 F
25.	L'actualité de Léon Trotsky, par J. Elleinstein, E. Mandel, P. Broué, P. Frank et Y. Craipeau . . . . .	20 F
26.	L'année 1978: un tournant ? – De l'emprise des directions « traîtres » – Grève générale, front unique, dualité de pouvoir – Voyage à l'intérieur de l'OCI. . . . .	15 F
27.	Les contradictions du réformisme ouvrier (à propos du XXIII <sup>e</sup> Congrès du PCF) – Le « socialisme réellement existant » – La Chine aujourd'hui . . . . .	20 F
28.	Numéro spécial culture : Nouveau théâtre – Lukacs – Art et lutte de classe – Le PCF et la culture . . . . .	25 F
29.	Nicaragua – Informatique – Croissance économique et lutte de classe, par E. Mandel. . . . .	15 F
30.	XI <sup>e</sup> Congrès mondial de la IV <sup>e</sup> – Rudolf Bahro – Le recentrage du PCF – SME et Parlement européen . . . . .	15 F

CHARLES  
MICHALOUX

## Guerre froide, pour une nouvelle donne de la coexistence pacifique

Pas un jour ne passe sans que la propagande du gouvernement et de la classe qu'il sert n'enfonce son clou, à la radio, à la télévision et dans la presse : Tout va mal dans le monde; les guerres locales se multiplient et, avec le désordre provoqué par une crise économique universelle qui n'épargne personne, se rapproche dangereusement la menace d'une nouvelle guerre mondiale. Giscard l'a dit clairement en présentant ses vœux : « Le danger de guerre existe ». Dans ce monde à la dérive, ballotté par la faim, la misère, le chaos, le pétrole et le Goulag, la France reste une terre de liberté et de relatif bien-être à laquelle cette situation impose des sacrifices qu'il faut savoir accepter pour préserver l'essentiel, à savoir la paix et la stabilité. Selon Giscard et Barre, voilà qui donnerait tout son sens à l'action du gouvernement, guidée par les directives du président.

Derrière ce rideau de fumée dispensé par les grands moyens d'information pour leur faire accepter l'austérité, les travailleurs peuvent cependant distinguer les motifs d'inquiétude qui unissent aujourd'hui les gouvernements des États-Unis, d'Europe et du Japon.

### L'impérialisme et sa propagande de guerre froide

De l'Iran à l'Indochine, en passant par le Nicaragua, l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'impérialisme américain, sous l'œil inquiet

de ses partenaires européens et japonais, continue d'essayer des défaites face auxquelles il doit pour le moment se contenter de réagir en haussant le ton et en employant des mesures de rétorsion économiques ou financières, faute de pouvoir encore lancer ses *marines*. C'est qu'il craint de réveiller le mouvement d'opposition à la guerre qui contribua à le forcer à se retirer d'Indochine en 1975 dans la précipitation de son plus grand désastre politique et militaire.

Momentanément paralysé par cette crainte des retombées d'une nouvelle aventure sur la colère des peuples qui en seraient les victimes comme sur la protestation des travailleurs américains qui refuseraient de l'accepter, l'administration Carter a dès lors pour préoccupation essentielle de créer de nouveau les conditions propices à lui laisser jouer son rôle actif de gendarme contre-révolutionnaire.

Soutenus dans cette entreprise par tout ce que l'industrie et la banque comptent de politiciens, Carter, ses ministres et ses généraux font feu de tout bois pour donner l'image d'un « monde libre » entouré de périls et dernier refuge des libertés piétinées ailleurs par le fanatisme totalitaire.

Profitant du renversement de la dictature sanguinaire de Pol Pot par l'armée vietnamienne entrée au Cambodge, Washington a orchestré une campagne sans précédent visant à faire porter la responsabilité de la famine qui ravage la population cambodgienne, non au blocus et aux crimes dont s'est rendu coupable l'impérialisme américain à la suite du colonialisme français en Indochine, mais au régime de Hanoï, et avec lui à tous ceux qui se réclament du socialisme, même sans l'identifier aux déformations bureaucratiques que lui ont imprimé les dirigeants du PCV.

A l'occasion des négociations sur le désarmement, le gouvernement américain et ses alliés ont tiré toutes les ficelles de la presse à leur solde pour faire accroire que l'arsenal soviétique représentait une menace directe pour l'Occident, au point d'en avoir surpassé les réserves d'armes stratégiques. Alors que le potentiel militaire du Pentagone dépasse plus que jamais, en quantité et en perfectionnement meurtrier, tout ce que les États ouvriers bureaucratisés ont mis sur pied pour leur défense, l'état-major américain a pu encore établir de nouvelles bases de missiles en Europe, dans les États membres de l'OTAN, aux seules fins de faire pression sur l'économie non capitaliste de l'Union soviétique et d'entretenir un chantage permanent face à toute éventuelle modification de la carte politique de l'Europe capitaliste qu'il abrite sous son aile atomique. De la sorte, il satisfait aussi aux desiderata des trusts militaro-industriels dont la relance de la course aux armements vient grossir les énormes profits.

Mais la propagande impérialiste et les initiatives des États bourgeois

qu'elle couvre ne se contentent pas d'exploiter toutes les failles que leur offre la politique répressive des bureaucraties formées à l'école stalinienne, au pouvoir à l'Est de l'Europe, en Chine et en Indochine. Elles accompagnent aussi de pures et simples provocations fomentées par l'impérialisme à l'encontre de mouvements révolutionnaires qui remettent en cause sa domination dans les régions du globe décisives pour lui.

## Révolution et contre-révolution de l'Iran à l'Afghanistan

Ainsi, le déferlement de colère des masses iraniennes contre la tyrannie du shah, par sa force et son extension, a pris les impérialistes par surprise. Ceux-ci n'eurent pourtant de cesse, depuis la chute de leur protégé, de trouver un alibi pour leur retour en force dans leur ancienne chasse gardée pétrolière. Il faut tout le cynisme des patrons de la CIA pour oser présenter leur volonté actuelle de préparer une intervention (directe ou indirecte) en Iran comme une défense des droits de la personne humaine prétendument menacés dans l'ambassade d'une puissance qui n'a jamais hésité à fomenter les coups d'État les plus sanglants pour sauvegarder les intérêts de ses trusts multinationaux ou à donner asile aux bourreaux des peuples qu'ils avaient pillés.

L'hospitalité offerte au boucher de Téhéran avait bel et bien pour fonction de susciter une réaction de la part du régime de Khomeiny, dont le gouvernement américain espérait qu'elle lui fournirait le prétexte d'une intervention militaire. Kennedy n'avait pas agi autrement pour relancer la guerre d'Indochine en montant la provocation de ses destroyers dans la baie du Tonkin.

Pourtant, si ce but a été incomplètement atteint par l'alignement d'une partie de l'opinion des États-Unis derrière Carter, l'ampleur du soulèvement anti-impérialiste des peuples d'Iran — que la presse occidentale dépeint volontiers comme une croisade religieuse d'un autre âge — tient toujours les mercenaires impérialistes à distance.

L'entrée de l'Armée rouge en Afghanistan est venue à point pour alimenter la frénésie de la campagne pro-impérialiste orchestrée depuis la Maison-Blanche et les capitales européennes. Elle leur permet surtout de faire écran à toutes leurs manigances contre-révolutionnaires dans le Proche, le Moyen et l'Extrême-Orient, plaque tournante du nouveau dispositif diplomatique et militaire que l'impérialisme — américain en premier lieu — tente de mettre en place pour contrecarrer l'effervescence politique et sociale de cette

région du monde qu'il a percée de ses puits de pétrole et couverte de ses oléoducs.

Pourtant, la réaction afghane, et ceux qui, à Washington, Abu Dhabi et Islamabad, ont armé les bandes des potentats locaux soulevés contre les quelques mesures antiféodales promulguées par le régime de Kaboul issu du coup d'État d'avril 1978, ont été refoulés par l'intervention des chars soviétiques. Que la bureaucratie du Kremlin ait décidé de cette expédition sans se soucier de ses effets sur les sentiments nationaux des diverses populations d'Afghanistan et de la région, que celle-ci donne un argument à toutes les hypocrisies impérialistes sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'elle jette le discrédit sur le socialisme frauduleusement assimilé par la propagande bourgeoise aux méthodes bureaucratiques, militaires et policières, des épigones de Staline, qu'elle sème, enfin, la confusion dans les rangs du mouvement ouvrier international dont bien des militants sincères voient leur protestation contre le cynisme des acolytes de Brejnev noyée dans le chœur indécent des vrais diplomates de la canonnière, tout cela n'enlève rien aux faits bruts.

L'URSS a envoyé ses troupes en Afghanistan pour sauver un régime déchiré par ses luttes de clans et menacé par la rébellion des féodaux brandissant le drapeau de l'Islam contre l'abolition de leurs privilèges ancestraux. Comme toute la politique de la bureaucratie soviétique, matérialisée dans son soutien acritique aux gouvernements petits-bourgeois successifs qui, de Taraki à Karmal en passant par Amin, se sont disputé ses faveurs à coups de revolver, l'intervention militaire en Afghanistan a autant à voir avec l'extension de la révolution prolétarienne que le Goulag avec la démocratie des conseils ouvriers d'Octobre 1917. Mais cette intervention elle-même, qu'il faut condamner comme partie prenante de ces méthodes stalinienne étrangères au prolétariat révolutionnaire, a créé une situation nouvelle en Afghanistan. Sur le terrain se déroule maintenant un véritable affrontement; le retrait de l'Armée rouge signifierait dans l'immédiat la victoire des forces réactionnaires soutenues par l'impérialisme, et cette dernière ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur l'arrogance du Pentagone et sur le rapport des forces international entre la bourgeoisie et le prolétariat, dont le face à face USA-URSS n'est qu'un reflet déformé.

Les tanks soviétiques ne pourront cependant éternellement se substituer au combat des masses afghanes pour l'approfondissement de leur révolution. La défense et l'extension de leurs conquêtes contre la réaction féodale et impérialiste ne peut être assurée que par leur mobilisation indépendante. En retour, celle-ci ne peut s'appuyer que sur une amélioration significative de leur sort afin de les arracher à la domination des caciques, entre autres par la réforme

agraire, l'alphabétisation de masse et la nationalisation des secteurs clés de l'économie. Si l'occupation soviétique ne débouchait pas sur une telle transformation radicale de la situation et des rapports sociaux, alors elle ne pourrait que favoriser l'enrôlement de la population dans les rangs des féodaux s'abritant pour la circonstance derrière l'étendard nationaliste. Les menées de l'impérialisme dans la région s'en trouveraient grandement facilitées, y compris dans leur visée permanente contre l'État ouvrier soviétique soumis à des mesures de rétorsion économique, diplomatiques, voire militaires de plus en plus contraignantes.

C'est déjà cette perspective qui guide l'administration américaine lorsqu'elle sursoit aux livraisons de céréales achetées par l'Union soviétique, lorsqu'elle décide de boycotter les Jeux Olympiques de Moscou ou, surtout, lorsque Carter appelle au « renforcement de la puissance militaire de l'Amérique, de ses alliés et de ses amis » pour relancer la course aux armements et installer de nouvelles bases US, notamment dans le golfe Persique.

Dans ce contexte, la Maison-Blanche modifie quelque peu ses plans initiaux vis-à-vis de l'Iran. Elle redouble de vitesse pour armer de pied en cap l'armée pakistanaise du dictateur Zia Ul-Haq, qui est ainsi promu au rang de tête de pont américaine dans la région, au service de toute la réaction internationale. Reléguant pour un temps le projet d'expédition punitive qu'il continue de caresser contre la révolution iranienne en plein essor, Washington mise désormais sur une asphyxie économique et un isolement diplomatique qui forcerait la République islamique des Ayatollahs à exploser sous le poids de ses contradictions, face à la poussée anti-impérialiste et révolutionnaire des masses qu'elle s'avère de plus en plus inapte à canaliser efficacement. En même temps le gouvernement des États-Unis cherche à se faire écouter par la droite du clergé chiite, en flattant sa virulence anticommuniste.

## **La nouvelle mouture de la coexistence pacifique**

Au fond, cette renaissance d'un climat de guerre froide, de « tension internationale » et de « danger de Troisième Guerre mondiale » plonge ses racines dans deux phénomènes concomitants.

D'un côté, les bourgeoisies impérialistes, menées par la classe capitaliste américaine, quelles que soient leurs réticences motivées par la défense de leurs intérêts particuliers, doivent faire face à une modification des rapports de forces internationaux qu'avait seule-

ment inauguré de manière éclatante la victoire indochinoise de 1975. Elles cherchent par tous les moyens à créer les conditions qui leur permettraient de mettre un cran d'arrêt à la détérioration de leur emprise sur l'évolution d'événements qu'elles interprètent, avec raison, comme les prodromes de changements plus radicaux affectant l'état d'esprit de tous les exploités et opprimés, y compris dans leurs propres citadelles, et ce à la veille d'une nouvelle vague de récession économique que tous les fondés de pouvoir du capital s'accordent à prédire imminente et plus grave encore que la précédente.

En fait, cette campagne de guerre froide constitue pour les impérialistes une préparation politique, économique, sociale et militaire pour les batailles qu'ils s'apprentent à livrer afin de faire payer aux travailleurs et aux peuples les frais de la crise de leur système. Tel est le contenu réel de la « nouvelle doctrine » de Carter. L'impérialisme français y a d'ailleurs déjà apporté sa quote-part, au cours de l'année 79, en lâchant ses paras sur la Mauritanie, le Zaïre et la Centrafrique. En outre, elle a pour fonction immédiate de détourner l'attention de l'attaque bien réelle contre les travailleurs vers l'agression supposée venant de l'Est.

De leur côté, les bureaucraties au pouvoir dans les pays d'où le capital a été exproprié, et en premier lieu les maîtres du Kremlin, tentent de compenser leur discrédit et leur impopularité locale par des points marqués au niveau international contre leur partenaire impérialiste dans la politique de coexistence pacifique. Elles s'en sentent d'autant plus capables que ce dernier est empêtré dans ses problèmes de direction politique et dans ses difficultés économiques. Elles se servent également de cette tension internationale pour serrer la vis aux oppositions internes dénoncées comme agents de l'étranger.

Dans ces conditions, le maintien du statu quo mondial entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne est désormais négocié à chaud, au travers d'escarmouches ou de véritables affrontements, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Toutefois, la lutte des classes ne se réduit pas à cette partie de bras-de-fer diplomatique et militaire. Celle-ci n'est que l'ombre portée sur les politiques de Washington et Moscou, ainsi que de leurs alliés respectifs, par la confrontation qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Les larmes de crocodile versées aujourd'hui sur les enfants cambodgiens par les déverseurs de napalm d'hier ne peuvent pas assourdir le cliquetis des armes aux frontières indochinoises que le Pentagone — sous l'uniforme thaïlandais ou « khmer libre » — surveille dans l'espoir de les traverser un jour prochain, sous le regard bienveillant de Pékin, afin de prendre sa revanche sur ceux

qui lui ont fait mordre la poussière de Saïgon, Vientiane et Pnom-Penh.

De la même manière, les discours ronflants sur la stabilité des Caraïbes ne peuvent masquer l'inquiétude de Paris, Londres et Washington devant la détermination du peuple nicaraguayen à aller de l'avant, sous la conduite du Front sandiniste de libération nationale, dans la voie qu'il s'est tracée par le renversement révolutionnaire de Somoza et devant l'inspiration qu'il a donnée aux peuples d'Amérique centrale et des Antilles, voire de toute l'Amérique latine. La situation pré-insurrectionnelle qui règne au Salvador n'est que la dernière en date, une nouvelle confirmation.

Le regain de prestige que l'URSS de Brejnev trouve auprès des mouvements nationalistes de libération, par contraste avec le discrédit dont se couvre la Chine de Deng Xiaoping, qui sert de plus en plus de béquille aux dictatures vermoulues d'Asie, ne peut aussi faire oublier que le profit qu'elle tire des reculs de l'impérialisme ou les avantages qu'elle marque contre lui sur l'échiquier mondial restent toujours déterminés par le respect des règles du jeu fixées à Yalta pour le partage de leurs zones d'influence mutuelles.

Ce qui l'illustre le mieux est sans doute son hostilité à ce que de nouveaux mouvements de masses révolutionnaires s'orientent vers la construction des États ouvriers en Amérique centrale et du Sud, à quelques encablures des frontières des États-Unis, et susceptibles d'alléger la dépendance de Cuba à l'égard du Kremlin. Le démontrent, plus encore que l'absence de toute aide soviétique à la révolution nicaraguayenne, les zigzags de la politique stalinienne au Salvador où, après un appui sans réserves au régime militaire téléguidé de Washington l'an dernier, le récent tournant vers l'illégalité et le front unique du PC salvadorien avec les organisations révolutionnaires se fait sur un programme d'union nationale avec... les partis qui ont été jusqu'ici du côté de la répression.

La politique de gestion de la crise et de l'austérité, pratiquée sous diverses formes par les partis communistes dirigeant le mouvement ouvrier des États du Sud de l'Europe, témoigne également que ces appareils sont résolus à ne rien faire qui puisse déboucher sur une crise sociale et politique à l'issue victorieuse pour la classe ouvrière de leur pays et aux répercussions considérables pour l'équilibre social et politique de l'Europe et du monde.

Ensemble et chacune pour leur compte, les directions social-démocrates et staliniennes des partis et des syndicats ouvriers déploient toute l'ingéniosité de leurs manœuvres de division des travailleurs et toute la passivité de leur stratégie de collaboration de classes pour ne pas sortir de l'immobilisme. Il représente le plus solide rempart des régimes en place contre la levée de mécontent-

tement ouvrier et populaire qui répond de plus en plus aux mesures d'austérité de la bourgeoisie prises à la faveur de la crise rampante depuis 1974-75 et à la veille de son aggravation brutale dans les années quatre-vingt.

Charles Michaloux

DENIS  
BERGER

## Le PCF à l'heure de Kaboul

Tour à tour patriote indigné, homme d'État en puissance, homme de parti résolu et aussi homme du peuple fier de ses racines : quel registre, quel abattage ce Marchais ! Un seul regret : cette combativité à crever tous les écrans du monde sert surtout à farder la vérité sur des événements qui modèlent l'avenir des peuples. N'était ce détail, nous serions prêts à nous délecter de ce spectacle, consolés de la mort du Programme commun grâce à la naissance d'un nouveau programme – de variété celui-ci.

Ne nous y trompons pas cependant : le secrétaire général du PCF est sérieux, même lorsqu'il semble jouer la comédie de la colère. Qui plus est, il est efficace. A l'âge de la télévision, le contenu et la forme du discours comptent moins que *la présence*, à tous les sens du terme, devant les caméras. Dire et répéter avec véhémence des arguments péremptoires oblige vos adversaires à répliquer sur le même ton, ce qui justifiera de votre part une protestation, laquelle... Ainsi la réalité est-elle petit à petit enserrée dans un lacs de mots qui peu à peu l'étrangle.

N'est-ce pas ce qui est advenu à propos de l'Afghanistan ? Depuis Moscou, Georges Marchais attaque, fulmine, insulte. A gauche comme à droite, journalistes et commentateurs s'indignent, dénoncent et crient. Du coup, les analyses sérieuses cèdent la place aux anathèmes : « nouvelle glaciation stalinienne » ; « retour délibéré au ghetto » ; « trahison de l'eurocommunisme », etc. Qui souhaite

comprendre les motifs du tournant politique du PCF reste sur sa faim.

En effet, derrière ces condamnations sans appel, on peut trouver, au-delà de remarques souvent pertinentes, une seule idée-force : le Parti communiste français, après la longue parenthèse de l'Union de la gauche, recouvre sa véritable « nature » qui est d'être inféodé à Moscou. Un point, c'est tout.

Explication séduisante par sa rigueur formelle et qui n'a, en fait, qu'un seul inconvénient : elle ne correspond pas aux faits.

## Un choix déchirant

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nier l'alignement du PCF sur la politique internationale de l'Union soviétique. Les dirigeants du parti eux-mêmes ont à cœur d'en témoigner en soulignant à l'envi le rôle que joue l'URSS dans la défense de la paix, la lutte contre l'impérialisme et le soutien aux révolutions (dont la « révolution afghane » est un exemple).

Mais le débat ne se situe pas à ce niveau. Cette prise de position de la direction française ne lui a visiblement pas été imposée, comme le fut, en 1939, l'approbation du pacte germano-soviétique et de ses conséquences. Marchais, Gremetz ou Leroy se présentent comme des partenaires qui ont négocié point par point un texte d'accord avec les Soviétiques. Ils insistent sur la continuité de leur orientation depuis le XXII<sup>e</sup> Congrès. Ils se réfèrent fréquemment à la conférence de Jean Kanapa qui, il y a quelques années, avait fait grand bruit parce qu'elle critiquait vertement le PCUS. Et quand Sakharov est relégué à Gorki, c'est par voie d'éditorial que *l'Humanité* proteste. Tout cela est-il destiné seulement à rassurer les militants ?

On ne peut se borner à cette explication, bien qu'elle renferme une part de vérité. Elle ne permet pas de rendre compte du changement d'attitude des dirigeants du PCF. Pourquoi, en 1976, mettre l'accent sur ce qui oppose à Moscou et, en 1980, souligner d'abord les convergences ? Et pourquoi le ralliement n'est-il pas total ? Pourquoi continuer à affirmer des zones de désaccord important ? Se référer aux pressions multiples qu'exercent en permanence les responsables du Kremlin sur le « mouvement communiste mondial » ne saurait suffire. L'URSS pénètre un parti comme le PCF par de nombreux canaux (financiers notamment, tels que la Banque des pays du Nord ou les entreprises contrôlées par Doumenc); bien des membres de l'appareil se font les relais conscients de son influence. Mais pourquoi ces influences, qui ne sont jamais estompées, pèsent-elles plus lourd à certaines périodes qu'à d'autres ?

Pour éviter de tourner en rond, il est préférable de s'en tenir aux termes d'une analyse *politique*. Le Parti communiste français est dirigé par un appareil bureaucratique qui est un des produits directs de la victoire du stalinisme en URSS. Mais il est aussi une organisation de masse, enracinée dans le mouvement ouvrier. Et ses leaders, s'ils entendent maintenir leurs positions, doivent tenir compte, dans l'élaboration de leur politique, de l'évolution de la situation dans leur pays, dans la zone du monde où ils agissent. Au cours des dix dernières années, l'Union soviétique a mené imperturbablement la politique de grande puissance qui est la sienne depuis des décennies; les pressions qu'elle a pu exercer sur le PCF pour le soumettre aux intérêts de sa diplomatie n'ont donc guère varié en intensité. La cause profonde des variations de Marchais et de ses camarades doivent être cherchées ailleurs, dans l'évolution des rapports de force en France et en Europe.

Nous ne sommes pas obligés de croire sur parole le moindre des détails que nous confie *l'Humanité* sur la fermeté du ton employé par la délégation française à Moscou. Mais il faut bien admettre que le bureau politique a *délibérément choisi* de soutenir les initiatives internationales de Brejnev. Et c'est le pourquoi de cette attitude qu'il faut élucider.

## Derrière l'eurocommunisme, la France...

Mais alors, qu'en est-il de l'eurocommunisme ? Face au problème afghan, le PCF suit une orientation diamétralement opposée à celle de ses homologues italiens et espagnols. Ce serait donc la mort de ce que d'aucuns considéraient comme la « stratégie nouvelle de l'époque du capitalisme monopoliste d'état » ?

Pour répondre affirmativement à cette question, il faudrait que l'eurocommunisme ait, à un moment quelconque, pu passer pour un ensemble cohérent d'analyses théoriques orientées vers une pratique elle aussi cohérente. Il n'en a jamais été ainsi. L'eurocommunisme, tel qu'il est formulé dans les déclarations officielles de ses pères fondateurs, est la justification idéologique d'une adaptation des principaux partis communistes des pays capitalistes au cadre de l'état bourgeois auquel chacun d'entre eux est confronté. Après 1956, la crise du stalinisme, la rupture entre l'URSS et la Chine et les modifications des rapports de forces dans le monde ont libéré les tendances nationalistes profondément ancrées dans le PCF de masse. Ceux-ci ont commencé à mettre en place une stratégie réformiste adaptée aux conditions nationales. Fondamentalement, l'eurocommunisme n'est rien d'autre<sup>1</sup>.

A partir de là, l'accent a été mis sur la démocratie comme moyen de passage au socialisme. Il s'agissait de reconnaître la légitimité de la démocratie bourgeoise parlementaire, dans le but évident de se poser en candidat à l'exercice du pouvoir à l'intérieur du système. Sur la lancée, il devenait nécessaire de marquer des distances avec l'URSS, discréditée par ses pratiques bureaucratiques internes et externes. On donnait ainsi des garanties aux éventuels partenaires sociaux-démocrates et bourgeois, auxquels on prouvait que les exigences de l'URSS ne primeraient plus sur la politique nationale. On rassurait en même temps les travailleurs fortement hostiles à toute bureaucratie. Ainsi naquit un certain anti-stalinisme libéral-communiste.

Mais, encore une fois, ce qui prime dans la démarche eurocommuniste, c'est l'adaptation aux structures de la formation sociale de chaque état national. Et ce qui détermine les choix des diverses équipes dirigeantes, ce sont les fluctuations de leur influence sur la classe ouvrière, l'évolution de leurs relations avec les autres partis ouvriers, leurs possibilités d'accéder au pouvoir en conservant la stabilité de leur organisation.

### Quand meurt une hégémonie

Dans cette perspective, la politique du Parti communiste français et les divergences qui l'opposent à ses collègues en eurocommunisme apparaissent clairement<sup>2</sup>. En voici les aspects principaux :

– Depuis 1968, le PCF a cessé d'être quasi hégémonique dans le mouvement ouvrier. Le Parti socialiste a conquis la première place sur le plan électoral; il exerce sur un secteur important de salariés une influence que relaie à sa façon la CFDT. Les rapports entre base et directions se sont profondément modifiés; un courant de militants critique apparaît au gré des luttes, constamment renforcé par la politique même des directions. Et, malgré ses faiblesses, l'extrême gauche révolutionnaire est présente dans beaucoup d'endroits décisifs. Cette situation nouvelle a accru les contradictions au sein même du PC et de la CGT.

– La direction du parti est, de par ces transformations, placée devant un dilemme permanent : ou bien, reconquérir une hégémonie indiscutée en montrant un maximum d'efficacité par un dynamisme réformiste (qui, dans le cadre institutionnel de la V<sup>e</sup> République, ne peut prendre que la forme d'une alliance de la gauche, sans laquelle il n'est pas possible d'arriver au gouvernement); ou bien, chercher à

colmater d'abord les brèches en mettant l'accent sur la reconquête de l'identité du parti, sur le renforcement de son unité d'appareil et l'extension de son influence. Le débat à ce propos dure depuis des années dans la direction : que l'on se rappelle, en pleine Union de la gauche, le congrès extraordinaire de 1975 qui a ouvert une polémique de plusieurs mois avec le PS.

– La pratique de l'alliance s'est avérée globalement négative pour le PCF qui, s'il s'est renforcé, l'a fait moins que le PS. De ce point de vue, les élections municipales de 1977 ont eu valeur de test.

– La permanence de la crise économique mondiale est venue ruiner tout espoir d'assurer, au cas où la gauche l'emporterait, la croissance économique que prévoyait le Programme commun. Du même coup s'effondrait la crédibilité du projet réformiste qui s'incarnait dans ce programme. Au contraire, partout, du gouvernement à la droite socialiste, retentissaient les trompettes de l'austérité (sur lesquelles venaient jouer leur propre partition les communistes italiens et espagnols, au temps du pacte de la Moncloa).

– Les difficultés économiques se profilèrent, à partir de 1975, au milieu d'un recul des partis de gauche dans plusieurs pays européens importants et d'une stagnation relative des luttes d'ensemble de la classe ouvrière (Italie, Espagne, Portugal notamment). Un gouvernement de gauche en France se serait trouvé dans un contexte international défavorable à la mise en œuvre d'une politique réformiste.

– Le danger devenait alors évident pour le PCF : participer au gouvernement, dans un tel contexte, c'était endosser une politique d'austérité dans la crise, avec, à la clé, le risque de se trouver en contradiction avec la classe ouvrière, nullement préparée à renoncer aux acquis de ses luttes. Avec, et c'est là le plus important, le risque de voir se lézarder jusqu'aux limites de la brèche, l'implantation de masse du parti, sans laquelle l'appareil dirigeant perd, avec son efficacité, sa raison d'être.

## Stratégie de l'impasse

En 1977 ces dangers sont apparus dans toute leur ampleur. Et la direction du Parti communiste, non sans débats internes à coup sûr<sup>3</sup>, a choisi de *défendre avant tout ses propres positions organisationnelles*. Reprenant en quelque sorte, en l'adaptant aux conditions de l'époque, un slogan qui, dans les années trente était celui de la droite, elle a agi comme si elle pensait : « Plutôt Giscard que l'Union de la gauche ! » La suite est connue.

Ce comportement, dont les conséquences catastrophiques ne sont plus à démontrer, illustre parfaitement la crise de direction et d'orientation que connaît le PCF. Incapable par nature de promouvoir une orientation révolutionnaire, il ne peut non plus, sans remettre en cause sa position majoritaire dans le mouvement ouvrier, pratiquer une politique réformiste conséquente. Il est contraint à une attitude de défensive, à un sectarisme qui, en désarmant les travailleurs face aux attaques de la classe dominante, crée des risques de recul — dont le PC ne peut que subir les conséquences. De ce point de vue, il est permis de parler d'*impasse stratégique* du Parti communiste français.

Pour autant, Marchais et ses partenaires ne sont pas dépourvus de perspectives à *court terme*. Le secrétaire général ne l'a pas caché, il a un modèle, européen sinon eurocommuniste, celui du PC portugais : « Heureusement, un autre enseignement nous vient du Portugal. Durant ces dernières années, malgré les attaques incessantes venant de toutes parts, le Parti communiste n'a pas cédé. Il s'est opposé avec intransigence pour défendre les intérêts de son peuple et de son pays, pour l'union des forces populaires. Lors des élections, sa progression a été sensible. C'est un facteur de confiance, un gage décisif pour l'avenir... On le voit : tout cela nous concerne directement. »<sup>4</sup>

Traduisons ces fiers propos en termes d'action. Le PCF se fixe comme préalables : 1) casser le Parti socialiste, y compris en facilitant la victoire en son sein des courants les plus droitiers (quelle aubaine pour la propagande si une orientation du type Rocard poussait les socialistes à se compromettre dans une expérience centriste !); 2) apparaître comme une force révolutionnaire en employant un langage de gauche destiné à rassurer les militants soucieux d'une action de classe; 3) se présenter comme le seul animateur des luttes à la base, c'est-à-dire des luttes locales, isolées les unes des autres, réunies seulement par l'écho qu'elles trouvent dans la presse du parti.

Est-il besoin d'insister sur le caractère globalement négatif de cette politique qui entrave délibérément le développement du combat ouvrier en évitant de fixer une perspective globale à l'action des masses ?

## Un internationalisme très spécial

Reste à expliquer pourquoi le PCF a fait coïncider aussi étroitement son cours sectaire avec une idylle poussée avec l'Union soviétique, idylle dont les moments forts ont été, avant le voyage à

Moscou, l'adoption par le XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'ineffable « bilan globalement positif » des pays socialistes.

Une première remarque s'impose : au plus fort de sa grogne contre Brejnev, la direction du parti français n'a jamais remis en question son passé stalinien. Et pour cause ! Toute critique marxiste du stalinisme, quelque voie qu'elle suive, aboutit *nécessairement* à la négation du régime intérieur bureaucratique du PCF et de la légitimité de ses chefs historiques, à un réexamen de toutes les orientations anciennes et, par là même, à la recherche d'une autre stratégie pour l'avenir. Que l'on se rappelle l'embarras qui a saisi le Bureau politique lorsque fut révélé que la délégation française au XX<sup>e</sup> congrès de PCUS avait été mise au courant du « rapport secret » « attribué à » Krouchtchev. Il a fallu laisser entendre que Thorez lui-même n'était pas à l'abri de tout soupçon. Soyons précis : lorsqu'une direction bureaucratique comme celle du PCF s'engage dans une orientation qui tend à casser de fait toutes les luttes, elle ne peut se permettre de laisser libre cours au débat. Elle doit au contraire faire force de loi de ce qui constitue le noyau structurel de son identité, à savoir son passé stalinien et sa liaison avec l'URSS.

Il existe cependant une marge entre la mise au second plan des critiques contre la politique intérieure de l'URSS et l'adhésion, pour le moins sans nuances, à ses pratiques internationales. Qu'est-ce donc qui a fait courir Marchais vers les bureaux capitonnés du Kremlin ? A coup sûr, l'obligation de définir, aux yeux des militants et face à l'opinion publique française, une certaine perspective d'avenir. L'union à la base, même baptisée stratégie autogestionnaire, même accompagnée d'une critique en apparence radicale de l'étatisme, ne peut à terme satisfaire personne. Il est trop facile de voir à quelle impasse elle mène.

Les responsables du Parti communiste ont donc décidé de se placer sur le plan de l'internationalisme. L'actuel climat de tension internationale renforce dans beaucoup de têtes l'idée que les luttes de classes à l'échelle mondiale peuvent se réduire à un affrontement entre le camp de l'impérialisme et celui de la « révolution ». Le PCF entend démontrer qu'il a choisi son camp. Reprenant à son compte des thèmes qu'autrefois il avait laissés aux révolutionnaires, il invite les militants à soutenir le Vietnam, Cuba, l'Afghanistan de Karmal et, en conséquence, l'URSS qui les aide. Cet alignement est présenté, par glissements verbaux successifs, comme un choix de classe.

Le désir de rassurer la base n'explique pas tout. Georges Marchais, homme d'appareil, est tout autant homme de pouvoir qui vise à exercer des responsabilités dans l'État — l'an prochain si ce n'est demain. Il sait que, surtout dans une période de crise économique

mondiale, aucune politique intérieure ne peut s'avérer efficace sans des relais internationaux. Pour son parti, contraint de combattre à mort le PS, il n'existe pas de possibilités d'action dans le cadre des institutions européennes : l'exemple même du PC italien montre qu'on n'y est efficace qu'en tentant de collaborer avec la social-démocratie. Reste donc à se faire l'agent de préparation d'une future politique de redéploiement économique de la France en direction du tiers monde. Le PCF s'est donc rangé tout naturellement du côté du non-alignement, tel que le conçoit et le pratique Fidel Castro. Il se situe ainsi au niveau des relations entre États, incapable d'envisager les relations internationales en termes d'alliances entre organisations révolutionnaires et mouvements des masses en lutte. Il espère ainsi se rendre indispensable au moment où l'aggravation de la crise mondiale amènera la faillite des équipes bourgeoises au pouvoir.

Conception fataliste, conçue en termes de politique bourgeoise classique et qui est mise au service de la rivalité sans principes avec le Parti socialiste. Il faut noter, en effet, que c'est depuis la rupture de l'Union de la gauche que Marchais et les autres dirigeants ont accumulé les voyages internationaux, du Cambodge à la Yougoslavie en passant par l'Algérie. La rencontre avec Brejnev qui, il faut le remarquer aussi a été précédée d'un communiqué commun avec Castro, est l'aboutissement de cette orientation. Elle prend les dimensions indéniables d'un retour en arrière par rapport aux timides ouvertures de 1976. Mais elle est surtout l'application d'une politique qui cherche désespérément à travers une issue aux difficultés que le parti connaît en France même.

### **Pas de changement dans le refus**

Dans une certaine mesure, le Parti communiste s'est adapté au contexte nouveau que détermine la crise dont tous les augures s'accordent à prédire la durée. Il a pris le parti de consolider le noyau dur de ses militants en poussant des tentacules dans toutes les couches de la société. Il pense être ainsi en position de force aux rendez-vous de l'avenir. Adaptation donc, à laquelle journalistes bien orientés et intellectuels très organiques cherchent à donner valeur universelle par quelques couches de badigeon théorique sur l'autogestion ou le capitalisme monopoliste d'Etat. En réalité, adaptation d'une autruche dotée de l'acuité visuelle d'une taupe : non seulement les dirigeants du PCF se cachent la tête devant les dangers mais leur myopie leur interdit même de voir ce qui menace leur *statu quo*.

Pour eux, le danger — qui est au contraire espoir et source de confiance pour les révolutionnaires — vient et viendra de la contradiction entre les nécessités d'une lutte d'ensemble organisée contre le pouvoir dont les militants ouvriers éprouvent l'urgence, donc le caractère dérisoire et scandaleux de ce que propose le parti le plus puissant du mouvement ouvrier. De quelque façon qu'elle soit présentée, la politique du PCF ne peut-être maintenue durablement, même si elle est destinée à entretenir efficacement la confusion et la division pendant quelque temps encore.

Aussi la question qu'il faut poser se formule-t-elle ainsi : jusqu'à quand cette orientation aberrante sera-t-elle suivie par les leaders du PC ? Si l'on est persuadé que l'élément déterminant de leur maigre stratégie demeure la volonté de détruire la supériorité du parti de Mitterrand, on doit conclure que, d'ici 1981, les chances sont minimes d'un changement. Une nouvelle fois, Marchais et les siens préfèrent voir Giscard d'Estaing l'emporter, pourvu que se réduise l'écart électoral entre socialistes et communistes. Seul un très large mouvement de luttes ouvrières, qui poserait immédiatement le problème du changement de pouvoir, pourrait modifier la situation — évidemment pas dans un sens favorable aux espoirs de changements des travailleurs. Une telle hypothèse n'est pas la plus vraisemblable à l'heure actuelle. Pas plus qu'un affaiblissement majeur du Parti socialiste sous le coup des rivalités de clans qui font s'affronter en son sein les aspirants à la présidence.

Toutes les chances existent donc pour que la gauche respectable et respectueuse connaisse l'an prochain un nouvel échec. Celui-ci attisera encore la contestation à l'intérieur du PCF. Mais pour que le noyau dirigeant renonce à son sectarisme, il faudrait que les résultats obtenus au premier tour par les communistes soient franchement catastrophiques (une perte de 3 à 5 % des voix traditionnellement obtenues). Les électeurs des partis ouvriers, conscients de l'absence de possibilités de changement pour cette élection, risquent de voter en fonction de leurs habitudes, sans chercher à pénaliser tel ou tel parti pour sa politique. Une certaine stabilité des rapports de forces internes à la gauche ne peut-être exclue.

## Un début

En tout état de cause, les perspectives d'un changement de l'orientation politique centrale du PCF sont réduites. C'est en fonction de ce constat qu'il faut travailler. Sans pessimisme aucun, bien au contraire. Car les plans les plus savants des bureaucrates les plus tonitruants peuvent être contredits par cette réalité toute simple

qu'enregistrent peu les sondages : la volonté politique des militants les plus conscients.

Il ne s'agit pas là d'un pari sur les conséquences que pourra avoir dans le futur l'évolution générale de la situation, mais bien d'un *constat de ce qui se passe aujourd'hui*. En 1978, il y avait au sein du Parti communiste des contestataires très nombreux dont les critiques très diverses se concrétisaient peu sur le plan de la pratique des luttes. Aujourd'hui se dessine *une opposition* qui, avec la pétition sur l'union dans les luttes, intervient directement, à propos d'une question décisive, en direction de toute la classe ouvrière. Elle offre les premiers éléments d'une réponse politique au courant critique qui, en opposition à toutes les directions réformistes prend forme dans la classe ouvrière. Un seuil est franchi dans l'évolution des rapports internes au mouvement ouvrier, dans la mesure même où tous les révolutionnaires peuvent se rencontrer dans une action qui rend nécessaire et possible la définition d'une stratégie révolutionnaire.

Et cette avancée se situe au moment où l'appareil politique central du PCF est ébranlé en profondeur. L'agressivité de Georges Marchais, la suffisance bornée de Fiterman ne doivent pas tromper : la forteresse est certes encore solide ; ses gardiens peuvent se permettre bien des privautés politiques ; ils peuvent sans trop de dommage pousser hors du parti des milliers de militants critiques. Mais, dans leur propre sèral, la discorde est née.

Pour la première fois depuis l'élimination, en 1961, de Casanova et Servin, un groupe s'est constitué dans l'appareil dirigeant, autour de Fiszbin, et du secrétariat de la plus importante fédération. Ce groupe propose de fait, même si c'est avec les prudences de langage de la bureaucratie, une *autre* politique que celle du bureau politique — en l'occurrence, une orientation eurocommuniste conséquente, dans le « droit fil » du XXII<sup>e</sup> congrès. Aucune exclusion n'est venue sanctionner leur insolence, impensable il y a dix ans encore. Qui plus est, Fiszbin persiste et signe. Et ses propos font écho à ce que défendent des responsables communistes à l'intérieur de la CGT<sup>5</sup>.

Ces opposants-là, hommes d'appareils s'il en fût, défendent des positions de droite, avec lesquelles les révolutionnaires ont de nombreux désaccords. Mais le fait même qu'ils existent et, dans les limites de leur statut, est symptomatique de la crise profonde du système bureaucratique du PCF. Croire à une évolution linéaire, raccourcir les délais de maturation du processus enclenché serait une erreur.

Mais ce serait une erreur aussi grave de ne pas voir, tout particulièrement à partir de l'exemple de la pétition, que la possibilité existe désormais pour le dégagement d'un courant orienté vers des positions révolutionnaires. Cette potentialité deviendra réalité si, partout,

à partir des expériences et des luttes en cours, une bataille politique est menée pour une conception claire de l'unité ouvrière, pour une stratégie des luttes permettant de définir les moyens d'une grève générale contre le pouvoir, pour une compréhension de la nature du stalinisme et donc de la politique de l'URSS dans tous ses aspects.

Peut-on conclure autrement qu'en affirmant avec force que cette bataille concerne tous les révolutionnaires car elle contribue directement à la construction d'un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière.

Denis Berger

#### NOTES

1. Cette affirmation peut sembler abrupte à certains militants communistes qui voient dans l'eurocommunisme une remise en cause du passé stalinien. Il est vrai que le « cours nouveau » d'un Berlinguer ou même d'un Marchais facilitent des avancées de la lutte antibureaucratique. Mais cela n'est nullement dû à une quelconque validité théorique des élaborations officielles du PCI ou du PCF. Rien n'est plus significatif que l'obligation dans laquelle se trouvent ceux qui entendent proposer une stratégie cohérente tout en restant dans le cadre eurocommuniste de distinguer entre un eurocommunisme libéral à un eurocommunisme de gauche, dont les analyses et, plus encore, les propositions pratiques sont opposées. Il en résulte une confusion qui, en tout cas, ne renforce pas le statut de l'eurocommunisme en tant que théorie.
2. Cf. ci-après l'article d'Anna Libera sur le PCI dans ce même numéro.
3. Dans ce domaine, on est réduit aux supputations. On peut toutefois avancer sans risques qu'un bloc a pu se réaliser, au sein du groupe dirigeant, entre ceux que les attaques contre l'URSS gênaient dans leurs croyances stalinienne classiques et ceux qui, pour des raisons très diverses, reprochaient au cours suivi depuis 1972 de gommer les délimitations entre PC et PS, pour le plus grand profit de ce dernier. Face à cette coalition qui pourrait se réclamer de l'intérêt supérieur de la préservation du parti, les partisans de l'unité de la gauche se trouvaient en position d'infériorité. Et l'équipe rassemblée autour de Marchais, que l'empirisme caractérise mieux que le respect de quelque principe que ce soit, ne pouvait que s'adapter au nouveau rapport de forces interne au bureau politique.
4. Déclaration à l'Agence-France-Presse (*l'Humanité*, 5 décembre 1979).
5. Sur cette question de la plus grande importance pour l'avenir, cf. l'article de Janette Habel dans le précédent numéro de *Critique communiste*.



ANTOINE ARTOUS  
FRANCIS SITEL

## PCF : le temps des crises

Depuis la rupture de l'Union de la gauche, deux années se sont écoulées et le PCF semble s'être installé dans sa propre crise interne. Si, après avoir fait rage au lendemain de mars 78, celle-ci pouvait sembler retombée, il est clair qu'il ne s'agissait là que d'une accalmie présageant de nouvelles tempêtes. Il y avait eu les démissions, il y avait l'anémie militante, il y a aujourd'hui l'affaire Fiszbin qui a révélé de façon éclatante que l'appareil lui-même est miné par la crise, et l'appel pour « l'union dans les luttes » qui témoigne que de nombreux militants ne se résignent pas et recherchent une alternative; l'affaire de l'Afghanistan enfin a fait éclater au sein de la direction de la CGT le monolithisme habituellement de rigueur au plan public.

Dès lors le constat est clair : le mal dont est atteint le PCF depuis mars 78 ne s'est pas réduit, il continue à miner les forces vives du parti et va s'approfondissant.

### Mars 78, deux ans après

Lors de la polémique déclenchée par le PCF contre le PS, à partir de septembre 1977 et au lendemain de l'échec de mars 78, deux types d'explications, dans et hors du PCF lui-même, ont été avancées. L'une, celle de la direction, selon laquelle le PCF n'avait fait que réagir au « tournant à droite » du PS : à la fois reniement des enga-

gements pris et préparation d'une politique de collaboration de classes une fois la victoire acquise. Explication dont la fonction première était de démontrer que la responsabilité de l'échec incombait au seul PS.

L'autre revenait à s'étonner d'une politique apparaissant comme contradictoire avec l'image eurocommuniste d'un PCF « parti de gouvernement », telle que la peaufinait la direction Marchais depuis plusieurs années. Par rapport à cette image, le « tournant » du PCF apparaît comme incompréhensible ou comme le produit d'un simple accident de parcours : le PCF ayant voulu simplement créer de meilleures conditions pour son accession au gouvernement. Mais, dans ce cas, c'est l'incapacité du PCF à maîtriser les conséquences de sa propre politique qui paraît peu explicable au regard de l'objectif fixé.

Que l'on s'étonne du comportement du PCF ou que l'on considère celui-ci comme un simple accident de parcours, le résultat dans la méthode d'explication est le même : on ne rend pas pleinement compte de la politique de la direction du PCF. Ou plutôt on se contente de l'expliquer par l'irrationalité dans les réactions de sa direction, irrationalité qui serait due soit aux effets de ses méthodes bureaucratiques, soit aux batailles de cliques en son sein.

Par ailleurs, toutes ces explications ont un point commun : le caractère provisoire de la politique engagée alors.

Or, ce qui apparaît c'est que les bilans en forme d'actes d'accusations sont une véritable toile de Pénélope indéfiniment reprise, comme si, interminablement, le PCF se devait d'imputer au PS la responsabilité de l'échec de l'UG. Cela pour une raison : cette dénonciation n'est qu'un des éléments de l'orientation choisie par le PCF à la veille de mars 78, une sorte d'introduction. *En fait, au terme de ces deux années, force est de constater le caractère durable de la politique de division du PCF et la cristallisation qui s'est opérée autour de celle-ci d'une orientation redéfinie.*

Les éléments essentiels de celle-ci sont clairs. D'abord, la rupture PC-PS, qui non seulement a été maintenue mais s'est aggravée au fil des jours et des événements, ce dont témoigne quotidiennement *l'Humanité* qui cultive la dénonciation du PS et de la social-démocratie internationale, distribue anathèmes et insultes. La rupture s'est faite divorce, de ces divorces qui cultivent orages et passions et semblent rendre les réconciliations impossibles.

Autant cette politique de combat contre la social-démocratie avait pu apparaître fin 1977 comme immotivée dans ses fondements aux yeux mêmes de bien des militants du PCF, qui furent inopinément appelés à prendre conscience de la véritable nature de la social-démocratie, autant la direction du PCF a, depuis, cherché à donner

une justification « théorique » de ce virage aussi brutal qu'inattendu. Celle-ci fut élaborée à parti du Comité central d'avril 1978 où fut avancée la thèse des effets contradictoires de la crise du capitalisme. Celle-ci est, en effet, présentée comme renforçant à la fois le désir de changement et les résistances au changement dans la classe ouvrière. Ces dernières étant évidemment particulièrement fortes dans les couches moyennes dont chacun sait qu'elles constituent la base sociale du PS. Ainsi donc le célèbre « tournant à droite » du PS apparaît être non seulement le fruit des manœuvres de Mitterrand, Rocard et consorts, mais aussi la traduction des effets en profondeur de la crise du capitalisme sur les masses elles-mêmes.

Si l'on accepte cette thèse, il est clair que, compte tenu de l'ampleur et du caractère durable de cette crise, le PCF ne peut que se trouver isolé, non pas tant par une décision politique délibérée que par les effets de la situation objective. En tant que « parti de la classe ouvrière », unique force révolutionnaire sur le champ politique français, le PCF est en effet le seul à refuser de plier devant la volonté du capital, le seul à pouvoir résister aux sirènes giscardiennes du consensus, le seul, en un mot, à défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs et des masses laborieuses.

C'est pourquoi, depuis mars 78, le PCF ne s'est pas fait faute de réaffirmer avec force, voire agressivité, un des éléments constitutifs fondamentaux de son identité : le fait qu'il est partie prenante d'une lutte de classes qui se développe à l'échelle mondiale partageant les forces politiques en deux camps : d'un côté, l'impérialisme, ses suppôts giscardiens et ses complices social-démocrates; de l'autre, l'URSS et les démocraties populaires, le mouvement communiste international et, de façon plus différenciée et aléatoire, les « forces démocratiques et de progrès. »

Le PCF a accentué, ces derniers mois, les aspects internationaux de sa politique : la campagne contre le renforcement du dispositif nucléaire de l'OTAN en Europe, la prise de position, depuis Moscou, de Marchais sur l'Afghanistan, en ont été les manifestations les plus voyantes. Mais il ne faut pas oublier le voyage de Marchais à Cuba et au Nicaragua, sa rencontre avec Yasser Arafat, le campagne sur le Cambodge...

Dans ces conditions, le PCF est évidemment amené à déployer l'essentiel de ses énergies pour faire front à la campagne que la bourgeoisie développe, presque comme aux plus belles heures de la « guerre froide », contre le « Parti de Moscou ». Pourtant, ce climat d'anticommunisme, objectivement entretenu par le PCF, ne doit pas faire illusion : le PCF ne s'est pas retiré du terrain français au profit d'une fuite éperdue dans les questions internationales. Certes celles-ci sont d'une importance croissante et les tensions au plan mondial

exigent du PCF qu'il se porte au premier rang des partis communistes en défense de la politique du Kremlin. Mais cette bataille n'est en rien exclusive de la dimension proprement nationale de sa politique. D'autant que le PCF se plaît à insister sur le caractère « avant tout national » de la crise. C'est dire que l'activité internationale du PCF ne saurait se substituer à la lutte sur le terrain national. C'est bien pourquoi la direction du PCF a engagé depuis mars 78 une redéfinition de son orientation, celle-ci étant aujourd'hui formalisée selon une ligne articulée autour de la notion d'autogestion.

En deux ans, le PCF s'est ainsi redéfini à partir de trois éléments d'orientation qui étaient ou condamnés ou estompés durant les six années précédentes : la condamnation du PS comme agent de l'impérialisme, la défense des positions internationales du Kremlin, l'affirmation de la voie autogestionnaire au socialisme. Les ombres du passé qui continuent à hanter les discours de la direction et, surtout, la conscience des militants, ne doivent pas faire illusion : l'ampleur du tournant est considérable. La rupture de l'UG n'a constitué, de la part du PCF, ni un faux pas, ni une mesure provisoire d'autodéfense, mais bien une bifurcation dans son orientation.

## Il était une fois l'Union de la gauche

Georges Séguy confiait, il y a deux ans, à *l'Expansion* : « *L'expérience de Mai 68 a été à l'origine de l'évolution des esprits à gauche : c'est Mai 68 qui a enfanté le Programme commun* »<sup>1</sup>. Par cette formule, il prétendait signifier que l'expérience de Mai 68 aurait permis aux travailleurs de prendre conscience de la nécessité d'un accord entre les partis de gauche pour que leur volonté de changement puisse se réaliser.

Mais une autre lecture peut en être faite : l'irruption du mouvement de masse en Mai 68, d'une part, condamnait à mort le régime gaulliste, d'autre part, contraignait le PCF à sortir de son opposition douillette au « pouvoir personnel ». Sous peine de se trouver une seconde fois bousculé par lui, le PCF devait définir un nouveau dispositif politique. Ce qu'il commença à faire avec le Manifeste de Champigny : face au « pouvoir des monopoles », le PCF préconisait un changement politique par le « rassemblement des forces ouvrières et démocratiques, pour une démocratie avancée et le socialisme » (19<sup>e</sup> congrès, février 1970). Cette étape de la « démocratie avancée » prévoyait l'accession du PCF au gouvernement dans le cadre d'une large alliance antimonopoliste. Une telle perspective devait trouver sa concrétisation avec la signature du Programme commun de gou-

vernement avec le PS que devait ratifier le Mouvement des radicaux de gauche.

En fait, la formation de l'Union de la gauche va permettre, non de répondre à l'aspiration au changement des masses, comme le prétendaient ses promoteurs, mais d'endiguer celle-ci, de la canaliser sur le terrain parlementaire et électoral et de la dévoyer dans le cadre d'une alliance de collaboration de classes avec des forces bourgeoises. Au nom du changement, électoral cette fois, PC et PS vont pouvoir ajourner les conflits sociaux qui mettaient à l'ordre du jour l'éviction du gouvernement bourgeois.

C'est un verrouillage des luttes qui est ainsi opéré : d'un côté, le mur de l'intransigeance gouvernementale, de l'autre, la litanie des directions ouvrières en un même chœur : la satisfaction des revendications passe par la victoire électorale de l'UG et du Programme commun. Verrouillage d'autant plus efficace qu'au fil des années le projet gagne en crédibilité compte tenu de la croissance électorale continue de l'UG. C'est alors la belle époque de « l'eurocommunisme » qui donne crédit à l'idée que la coalition des deux partis ouvriers est solidement cimentée et que, quelles que soient les étapes à respecter, la voie démocratique au socialisme est possible.

Pourtant, derrière cet écran, les processus de radicalisation de la classe ouvrière sont à l'œuvre, gros de contradictions pour le PCF. L'électoratisme, distillé en permanence, fait que l'union profite de façon spectaculaire au PS qui se reconstruit comme parti ouvrier de masse et en vient, la notion de « vote utile » aidant, à devancer électoralement le PCF. Par ailleurs, si l'extrême gauche, confrontée à l'UG, entre en crise profonde, elle se maintient pour ce qui est de ses composantes trotskystes, renforce son implantation ouvrière et progresse, y compris électoralement.

Grignoté en tant que « principale force de l'opposition démocratique » par les progrès du PS, contesté comme parti prétendument révolutionnaire par le renforcement des organisations trotskystes, le PCF voit donc son identité mise en cause et ses capacités de contrôle de la classe ouvrière menacées. Et ce, dans une situation où les réactions ouvrières apparaissent de plus en plus difficilement prévisibles. L'exigence du changement s'est accumulée dans la conscience de millions de travailleurs; longtemps contenue par la promesse de la victoire électorale, elle ne manquera pas de s'exprimer avec une force redoutable au lendemain de cette victoire. Ainsi, à la veille de mars 78, si les dirigeants du PCF peuvent se glorifier d'avoir dompté le mouvement de Mai 68, une nouvelle menace hante leurs peurs : celle symbolisée par l'explosion ouvrière de juin 1936 lorsque les travailleurs ont salué, à leur façon, la victoire électorale du Front populaire. Georges Séguéy, dans la même interview, déclarait en février

1978 : « *Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements l'économie de la plupart des conflits sociaux.* » Assurance d'autant plus facile à promettre que les jeux étaient faits : il n'y aurait pas d'engagements à tenir, parce qu'il n'y aurait pas de gouvernement de gauche.

Pour analyser comment le PCF a réagi dans ces circonstances il est indispensable de prendre en compte ce qui fait sa spécificité par rapport à un autre parti ouvrier réformiste tel que le PS.

La crise du stalinisme, l'éclatement du « mouvement communiste international », se traduisent par une adaptation croissante des partis communistes à leur « réalité nationale », entendons : à leur société bourgeoise respective. Dans le cas du PCF, son intégration à la société bourgeoise, la multiplication des miettes qu'il reçoit de la part de l'État bourgeois, à travers les municipalités par exemple, pèsent plus fortement que par le passé : des milliers et des milliers de ses militants ont été éduqués, depuis des dizaines d'années, à une politique qui n'a que peu à voir avec celle de la « guerre froide ». Le PCF n'est pas, pour autant, devenu un parti réformiste « classique » de type social-démocrate, dont la politique serait fondamentalement déterminée par sa volonté de participer au pouvoir d'État, en s'appuyant sur la classe ouvrière pour négocier avec la bourgeoisie des positions de pouvoir.

L'identité du PCF, les conditions d'existence de son appareil, reposent principalement sur autre chose : le type d'hégémonie qu'il s'est construite sur la classe ouvrière et ses rapports avec l'URSS et, plus généralement, avec le « camp socialiste ». Les deux étant d'ailleurs liés : on ne peut comprendre comment le PCF a construit son contrôle sur la classe ouvrière sans prendre en compte sa référence à la révolution d'Octobre, même si celle-ci était alors usurpée par Staline. De même, on ne peut comprendre comment ce contrôle est, à l'heure actuelle, contesté, si l'on s'en tient à une simple analyse des luttes de classe en France, sans considérer les effets de la crise du « mouvement communiste international » sur le mouvement ouvrier français.

Tout cela ne va pas sans des contradictions au sein du PCF, contradictions qui s'aggravent. L'intégration à la « société française » et la nécessité de donner des garanties à la bourgeoisie expliquent les prises de distance avec la bureaucratie du Kremlin. De même la volonté d'apparaître comme un « parti de gouvernement » est aussi le produit de cette incrustation sociale dans l'État bourgeois.

Mais, face à un changement de conjoncture au niveau international et au niveau national, la direction du PCF a obéi à d'autres motivations que celles du PS qui reste déterminé par sa volonté de trouver, à marche forcée, sa place à la tête de l'État bourgeois.

Ainsi, si le passage de l'UG a alors été vécu par les travailleurs comme une rupture brutale, inattendue et inexplicable, on peut dire, aujourd'hui, avec le recul, qu'en fait elle sanctionnait au plan de la politique des appareils, le changement de situation qui s'est opéré autour des années 1974-75.

Ce changement coïncide avec un affaiblissement de l'impérialisme qui, à la fois, subit une défaite majeure au Vietnam et voit l'économie capitaliste entrer dans une phase de récession de grande ampleur. Cette nouvelle situation signifie deux choses : la première, qu'une éventuelle expérience gouvernementale ne pourrait impliquer qu'une politique pour le PCF : non pas une application, même « raisonnable », du Programme commun, mais une gestion loyale et vigoureuse de l'austérité. La seconde, que la politique du Kremlin va être de prendre en compte ce changement du rapport de forces entre les classes à l'échelle internationale pour avancer ses propres pions et renforcer sa sphère d'influence. Et ce, dans le cadre d'une conception de la coexistence pacifique réappréciée en ces termes par Maxime Gremetz lors du dernier Comité central du PCF :

*« Notre parti qui a toujours récusé la thèse selon laquelle la coexistence pacifique pourrait signifier on ne sait quel « statu quo » social et politique, on ne sait quel « partage du monde », voit dans la lutte pour l'affaiblissement, le rétrécissement des positions de l'impérialisme, un élément capital pour le succès de nos objectifs fondamentaux de transformation sociale et humaine. »*

Étant entendu que cette politique s'inscrit, quoi qu'en dise Gremetz, dans le cadre du statu quo négocié entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, en ce sens que les positions vitales apparaissent, d'un commun accord, gelées; en particulier en ce qui concerne l'Europe. La bureaucratie soviétique n'avait donc aucune hâte à ce que surgisse, après le Portugal, une nouvelle situation troublée dans cette zone; situation qui, de surcroît, aurait pu être imputée à un Parti communiste qui, quels que soient ses « flirts eurocommunistes », apparaît comme le plus fidèle à Moscou des partis communistes de masse occidentaux.

On peut donc penser que, comme l'a symbolisé la visite d'un certain ambassadeur, le Kremlin a fait au maximum pression sur le PCF pour qu'il évite toute aventure. D'autant que, si l'on en croit Maxime Gremetz, le PCUS ne partage pas l'analyse du PCF sur la profondeur de la crise du capitalisme. Sans compter que, parmi les garanties que devait donner à la bourgeoisie le PCF pour être reconnu comme « parti de gouvernement », figurait en bonne place la condamnation des méthodes bureaucratiques régnant en URSS en matière de libertés démocratiques.

Dans ces conditions, la perspective d'une expérience gouvernementale ne pouvait que s'assombrir dangereusement pour le PCF. D'une part, une politique d'austérité ne pouvait que menacer son hégémonie sur la classe ouvrière, mettre en cause ses capacités de contrôle sur celle-ci; d'autre part, les tensions internationales croissantes ne pourraient que peser directement sur les relations avec le partenaire socialiste : les soviétiques pouvant, de leur côté, condamner les compromissions d'un parti communiste engagé dans un gouvernement à dominante atlantiste, les socialistes exigeant, du leur, un alignement strict du PCF par rapport à la politique menée.

L'expérience s'annonçait ou coûteuse ou de courte durée, si ce n'est les deux à la fois. Peut-être Marchais se félicite-t-il aujourd'hui, au vu de la crise qui frappe son parti, d'avoir su échapper à une crise pire encore. Cette hypothèse qu'une fois au gouvernement il aurait fallu payer les privilèges ministériels par des cassures internes, une perte d'hégémonie sur la classe ouvrière, valait bien d'envoyer au diable les illusions eurocommunistes !

### Les trois facettes du PCF

Face aux échéances correspondant à cette situation nouvelle, la direction du PCF a réagi avec la brutalité qui caractérise ses méthodes politiques : cassage de l'Union de la gauche et rupture avec le PS, dénonciation de la « logique du Programme commun » et réaffirmation des ancrages internationaux.

Une fois le nœud gordien tranché, restait à redéfinir une ligne politique qui permette de lancer le parti sur de nouveaux rails. Ce qui est fait aujourd'hui avec l'adoption de la « stratégie autogestionnaire ». Trois éléments clefs caractérisent cette nouvelle ligne placée sous le signe de « l'union à la base ».

- *Le PCF, « Parti des travailleurs »*

L'axe de l'action politique du PCF est en effet qu'il faut que les travailleurs renforcent « leur » parti, le « parti de la classe ouvrière ». Certes, il s'agit moins là d'une modification des analyses fondamentales du PCF, qui s'est toujours défini comme tel, que d'une question d'accentuation, ce qui est loin d'être insignifiant.

Hier, le PCF s'affirmait d'abord comme le parti de l'union, l'élément moteur du vaste rassemblement antimonopoliste. Depuis il a tenté, dans un premier temps, de se présenter, contre le PS, comme le parti ayant vocation à représenter au plan politique les différents mouvements et organisations syndicales dans le cadre de la défense des intérêts des travailleurs; d'où l'ouverture vers la CFDT. Les

réactions de la direction Maire lui ont montré qu'il n'avait pas d'illusion à se faire en la matière. Dans ces conditions, son rôle de « parti de la classe ouvrière » s'est vite réduit à une priorité : son intervention dans les entreprises.

D'où l'importance donnée au Conseil national consacré à cette question. Par ailleurs, tant les attaques portées par certains oppositionnels, à commencer par Fiszbin, contre le danger d'ouvriérisme, que les mises en garde feutrées de Séguy concernant les risques de désinvestissement des militants communistes par rapport au travail syndical, témoignent qu'il ne s'agit pas là seulement de slogans mais bien d'un effort réel du PCF pour redéployer ses forces en direction des grandes entreprises.

#### ● *Le PCF, parti des luttes*

Plus fondamentalement, c'est dans les entreprises que se jouent les affrontements directs et immédiats entre le pouvoir et les travailleurs, c'est donc là que le PCF veut « occuper le terrain ». Une fois ajournées les échéances gouvernementales et estompées les perspectives politiques centrales, le PCF a, en effet, la volonté de se profiler comme « le parti des luttes », celui qui combat l'austérité, refuse le consensus. Il s'agit là d'un choix qui n'a rien de momentané : dans une situation de crise profonde et durable du capitalisme, face aux travailleurs qui se heurtent quotidiennement aux attaques de la bourgeoisie, le PCF s'efforce d'apparaître comme le seul parti qui combat sans concessions la politique patronale et gouvernementale. Il s'agit pour lui de persuader la classe ouvrière qu'en ces temps troublés la lutte de classe se résume à un face à face : celui qui oppose le Parti communiste à la bourgeoisie exploiteuse. Dans cet univers manichéen, les autres organisations ouvrières n'ont, à ses yeux, d'autre destin que celui d'agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs du prolétariat.

#### ● *Le PCF, parti de l'autogestion révolutionnaire*

On ne peut nier la cohérence de cette volonté de reconquérir le terrain perdu dans les entreprises et dans la conscience des travailleurs par l'affirmation que la priorité est à la lutte, lorsque l'on rapporte celle-ci à la situation qui est celle de la classe ouvrière en butte aux attaques répétées du patronat, à la politique de la bourgeoisie qui veut utiliser la crise pour accroître la productivité, grignoter le pouvoir d'achat et démanteler les acquis ouvriers. Reste que si l'on prend en compte le fait que cette classe ouvrière n'est pas condamnée à la défensive, en ce sens qu'elle n'a pas été démoralisée, défaite dans ses forces profondes par la « désillusion de mars 78 », mais qu'elle est instinctivement à la recherche des moyens

lui permettant de passer à la contre-offensive, les organisations ouvrières ne peuvent être crédibles aux yeux des travailleurs que si elles apportent *une réponse politique* à la situation, que si elles militent en faveur de perspectives politiques globales. Le PCF n'échappe pas à cette exigence.

C'est pourquoi, en même temps que « parti de la classe ouvrière », il s'affirme comme « parti révolutionnaire », combattant pour le socialisme. La question est de savoir comment peut se concrétiser cette affirmation lorsque l'on explique que l'heure est à la lutte entreprise par entreprise; pour « éreinter la stratégie du redéploiement » comme le disait Philippe Herzog, qui ajoutait : « *Ce sont des luttes diversifiées, multifformes, dans des directions qui ne s'enferment pas dans un carcan programmatique, qui sont nécessaires.* »<sup>2</sup> Une telle stratégie ne tend-elle pas à se confondre, dans le cadre des batailles quotidiennes, avec l'action syndicale qui, chacun s'accordera à le reconnaître, n'a pas en tant que telle de vertu révolutionnaire ?

Marchais lui-même, au demeurant, a souligné les limites de l'action syndicale proprement dite. D'une part, le syndicat n'est pas en mesure de mettre en lumière le cours droitier du PS et, donc, de montrer à quelles conditions le changement politique est possible. D'autre part, seul le PCF peut répondre aux questions politiques de fond :

« *Les travailleurs ont besoin qu'on réponde clairement aux questions précises qu'ils se posent*, déclarait Marchais au Conseil national. *Par exemple, peut-on mettre sur pied une économie efficace, solide en France et ouverte sur le monde sans passer par l'austérité ? Peut-on imaginer que le progrès scientifique et technique puisse être développé sans augmenter les cadences et rendre le travail plus pénible ? Peut-on sortir de la crise sans accepter une discipline impérialiste qui vassalise la France ? Peut-on avancer dans la voie du désarmement en assurant à notre pays sécurité et indépendance ? Peut-on avancer dès aujourd'hui dans la voie du socialisme ? L'autogestion peut-elle commencer dès maintenant ? »*

Il est clair que, grâce au PCF, toutes ces questions peuvent recevoir une réponse affirmative. Ainsi le socialisme apparaît possible dès à présent, entreprise par entreprise, lutte après lutte, dans le cadre du système capitaliste, à un moment où la crise nourrit au sein même de la classe ouvrière des résistances au changement, où toutes les forces non communistes se précipitent dans la collaboration de classes... Cette théorie époustouflante permet de comprendre comment l'autogestion peut « commencer dès maintenant », étant entendu que, dès lors qu'elle est impulsée par le Parti communiste, elle est « autogestion révolutionnaire ».

Et Marchais d'ajouter :

*« Pour lutter sur ces bases, les travailleurs ont besoin de perspectives. Ils ont besoin de comprendre vers quel type de société il faut aller afin qu'ils puissent y jouer un rôle à la mesure de la place réelle qu'ils occupent dès maintenant. En bref, pour agir et engager eux-mêmes, dès maintenant, les transformations révolutionnaires, les travailleurs ont besoin d'espérer et de nourrir leur espérance de conviction. Qui d'autre que le Parti communiste est en mesure de répondre à leur attente ? Personne. »*

Ce « dès maintenant » apparaît comme une extraordinaire innovation théorique du PCF et de son secrétaire général qui réinvente le « socialisme pas à pas »<sup>3</sup>.

Socialisme à pas de tortue qui n'est pas sans rappeler les plus solides traditions réformistes, d'origine bernsteinienne, selon lesquelles la réalisation du socialisme se fera par accumulation de réformes partielles. A ceci près que les théoriciens réformistes partaient d'une analyse du capitalisme comme ayant les capacités de surmonter ses contradictions internes, ils préconisaient l'abandon de la perspective révolutionnaire marxiste au profit d'un processus de réforme enclenché à partir de la conquête du pouvoir sur la base d'un succès électoral.

Le PCF inverse l'argumentation : à cause de la crise du capitalisme, les communistes seraient à même d'impulser avec les travailleurs, à la base, par la lutte, sans attendre un changement gouvernemental, des transformations révolutionnaires de la société. C'est la crise des miracles !

### **Face à la crise du capitalisme, la nouvelle donne du PCF**

Etrange discours que celui du PCF qui associe des éléments à première vue contradictoires : affaiblissement de l'impérialisme et affirmation du caractère « avant tout national » de la crise; possibilité de réaliser des changements révolutionnaires dès maintenant et impossibilité de proposer un débouché politique aux luttes; volonté de réaliser « l'union du peuple de France » et incapacité de contraindre le PS, la CFDT, FO et la FEN à la plus modeste unité d'action.

S'arrêter à ce simple constat ne serait pas voir ce qui constitue la logique interne de l'orientation actuelle du PCF, la cohérence s'en éclaire si l'on rapporte ces divers éléments à ce que signifie la crise du capitalisme pour un parti comme le PCF. Celle-ci pose, dans les faits, le problème d'un affrontement direct entre la classe ouvrière

et la bourgeoisie : pour la seconde il faut infliger une défaite majeure aux travailleurs afin de restaurer le taux de profit du capital, pour la première une bataille déterminée contre l'austérité ne peut déboucher que sur un heurt décisif avec le gouvernement et le régime. Un tel affrontement qui amènerait à en finir avec les fauteurs d'austérité permettrait au prolétariat d'apporter ses propres réponses à la crise, c'est-à-dire des solutions qui seraient en rupture avec le capitalisme. C'est un tel enchaînement, qui ouvrirait une crise révolutionnaire, que le PCF s'efforce de bloquer.

Ainsi, chacun des trois éléments clefs que nous citons plus haut — mise en avant du seul PCF comme parti ouvrier, accent mis sur les luttes et stratégie autogestionnaire de conquêtes de positions démocratiques — doit être lu, en négatif, comme un élément constitutif d'une orientation dont la fonction est d'empêcher un tel affrontement, de paralyser la classe ouvrière, de l'empêcher de passer à l'offensive contre le régime et le capitalisme.

En premier lieu, l'isolement du PCF, sa politique de division ont pour but de « geler » la situation, d'enliser les luttes dans la division, en interdisant tout débouché politique à celles-ci. Alors que tous les travailleurs sont conscients qu'une lutte d'ampleur contre Giscard-Barre poserait inéluctablement le problème de chasser le gouvernement, le PCF martèle cette idée qu'il n'y a pas d'alternative au pouvoir en place. Ardemment soutenu en ce domaine par Edmond Maire, grand apôtre de la démoralisation ouvrière, il s'efforce de convaincre les travailleurs que, tant que dure la division, « rien n'est possible ».

Dès lors, l'appel aux luttes à ceci de particulier qu'il est d'emblée pipé. Alors qu'il ne serait pas de plus formidable encouragement aux luttes des travailleurs que PC et PS s'affirment prêts à se porter candidats au pouvoir, le PCF va répétant que la « gauche » c'est fini. Dans ces conditions, appeler les travailleurs à la lutte c'est leur sussurer à l'oreille : « Battez-vous quand même, dos au mur, en défensive... » ; c'est organiser l'éclatement de ces luttes, rendre impossible leur centralisation. En un mot : les luttes, oui, mais au rabais !

Enfin, cette prétendue lutte contre l'austérité est constamment présentée comme une « lutte nationale » — la fameuse dimension « avant tout nationale » de la crise — : lutte contre la stratégie du déclin national, l'abandon national, la vassalisation de la France. Une telle propagande tend à couper la lutte des travailleurs de ses racines internationalistes, à un moment où, précisément, du fait de la crise internationale du capitalisme et de la centralisation de son offensive anti-ouvrière à l'échelle européenne, l'unification internationale des travailleurs n'en est que plus impérieuse, tant à l'échelle des différents pays qu'au sein de chaque pays entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés. Mais elle a une autre fonction :

dessiner en creux ce que devrait être l'alliance des forces qui pourrait permettre d'offrir une alternative au pouvoir en place en cas d'aggravation catastrophique de la crise économique ou d'effondrement du régime : celle de l'union nationale autour d'un intérêt tout aussi national. C'est-à-dire la coalition de toutes les forces qui pourraient se rassembler autour d'une politique d'affirmation nationaliste, se reconnaître dans un repli protectionniste préfiguré par le trop célèbre « produisons français ! » Il semble bien que la perspective d'un nouvel accord avec le PS, souvent réaffirmée, doive être comprise dans ce cadre.

L'heure n'est pas à une telle solution, ce qui explique que, malgré les connivences qui peuvent se dessiner à tel ou tel moment, ainsi avec le RPR lors des élections européennes, aucune force bourgeoise significative n'est prête, aujourd'hui, à se prêter à ce jeu. Reste que si cela se réalise un jour, nul ne sera en droit de reprocher au PCF de ne pas y avoir pensé le premier.

## Des points de fragilité

Le PCF a été durablement fragilisé par son opération de cassage de l'Union de la gauche, dans la mesure où la classe ouvrière elle-même n'a pas assimilé l'échec de mars 78 comme une défaite décisive; face aux attaques du patronat, les travailleurs ont continué à faire montre d'une combativité élevée et on assiste à un mûrissement des leçons politiques que les travailleurs ont tirées de ces dernières années, en particulier en ce qui concerne la politique des directions. Ainsi se conjuguent dans la conscience ouvrière la volonté de combat et l'expérience des trahisons, qui sont vécues moins comme des échecs irréparables que comme des expériences douloureuses. Dans ces conditions, les contradictions au sein du PCF ne peuvent que mûrir elles aussi, jusqu'à menacer de rompre l'équilibre auquel est parvenu jusqu'à présent la direction.

En effet, les incohérences que l'on peut noter dans le discours du PCF renvoient à des contradictions réelles dans sa pratique.

### 1. « Union à la base » et politique de division

La pratique du PCF qui consiste à prôner l'union à la base et à pratiquer la division et le sectarisme supposerait une hégémonie du PCF dans les entreprises et les luttes qui ne correspond pas à la situation réelle. Il existe, au contraire, pour des raisons différentes, tant du côté du PS que des organisations révolutionnaires, une volonté de réaliser l'unité d'action avec le PCF, y compris à la base et dans les luttes. Dès lors, on l'a vu au cours de différentes batailles

récentes, en particulier en ce qui concerne la lutte pour le droit à l'avortement, la pratique du PCF apparaît aux yeux de nombreux travailleurs pour ce qu'elle est : une politique délibérée d'isolement sectaire et de division des rangs ouvriers face à l'adversaire de classe.

## *2. Dénonciation de la social-démocratie et collaboration de classe*

Cette contradiction double la précédente en mettant en lumière le fait que le PCF ne peut se revendiquer d'une pratique de classe cohérente pour légitimer son refus de l'unité. La direction de la CGT n'accepte-t-elle pas, en règle générale, de s'asseoir aux mêmes tables que la CFDT pour y signer les mêmes contrats de collaboration de classes, ainsi lors de la liquidation de l'indemnité des 90 % pour licenciements économiques ? Le PCF n'est-il pas le plus fervent lorsqu'il s'agit de se porter en première ligne en défense du régime, comme lors de l'affaire Boulin ? Ce qui apparaît à beaucoup de travailleurs c'est que le PCF ne fait que couvrir, par la division et la dénonciation de la social-démocratie, une politique qui n'est pas différente, en son fond, de celle de collaboration de classe de la social-démocratie.

## *3. Alignement sur l'URSS et litanie autogestionnaire*

Le PCF peut bien prétendre que son choix de « l'autogestion révolutionnaire » est aux antipodes des conceptions social-démocrates de la cogestion déguisée en autogestion, on voit mal ce qui pourrait démontrer concrètement le bien-fondé d'une telle proclamation. D'autant que ses choix internationaux tendent à renforcer l'idée que le PCF ne dispose d'autre modèle de « socialisme » que celui existant en URSS qui, chacun le reconnaîtra, est bien éloigné des conceptions autogestionnaires. La crise de ces sociétés bureaucratiques, les batailles en cours en URSS, en Pologne et en Tchécoslovaquie, sur la question des libertés démocratiques, sont, dans ces conditions, autant de mises en déséquilibre du PCF lui-même. De même, sur un autre plan, que son rapprochement avec le Vietnam et Cuba.

## *4. Internationalisme et dimension « avant tout nationale » de la crise*

Ce n'est pas que du côté des travailleurs des pays de l'Est que « l'internationalisme » du PCF est quelque peu mis à mal, mais aussi face à la lutte des classes dans les pays impérialistes : comment accorder l'analyse de la dimension avant tout nationale de la crise, et des réponses tout aussi nationales à celle-ci, avec les tâches de l'heure qui sont celles de l'unification des luttes contre l'austérité et les plans de la bourgeoisie à l'échelle européenne des trusts multinationaux ? A l'heure où les trois PC dits eurocommunistes se divisent

sur les grandes questions internationales, le PCF ne se donnera pas, en la matière, un brevet d'internationalisme militant à partir de ses seules déclarations d'intention ou de réunions symboliques comme celles des sidérurgistes européens à Thionville.

##### 5. Les contradictions de « l'axe de classe PC-CGT »

La publication, lors des débats préparatoires au 23<sup>e</sup> Congrès, d'un document spécial, intitulé « Le PCF et le mouvement syndical », a inauguré une longue liste d'interventions spécifiques sur cette question qui est apparue au centre du Conseil national sur le travail dans les entreprises, dont une des fonctions semble bien d'avoir été d'éclaircir ce point épineux. G. Séguy l'a d'ailleurs souligné dans son intervention.

De leur côté, Colpin, dans son rapport introductif, et Marchais, dans son rapport de conclusion, ont largement développé les positions du PCF sur ce problème.

Une telle insistance témoigne de difficultés réelles en la matière. Celles-ci sont d'abord liées au bilan du passé : comment l'UG a imposé une certaine pratique syndicale à la CGT; verrouillage des luttes et capitalisation du mécontentement au profit des perspectives électorales au nom du célèbre « union, action, programme commun »; comment, lorsqu'il a fallu briser cet espoir, la direction de la CGT s'est alignée sur l'offensive anti-PS du PCF. Le 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT a été traversé par cette nécessité que s'expriment les désillusions des militants.

Du point de vue de la direction du PCF, une des premières choses à faire est donc de légitimer les « liens privilégiés » existant entre le PCF et la CGT. Tel est le sens de l'affirmation sans cesse répétée qu'il n'est, en France, que deux organisations qui se battent sur des positions de classe : le PCF et la CGT !

Mais ce n'est pas seulement le passé qui est en cause, le présent surtout apparaît problématique. En effet, comment concilier l'activité du parti à l'entreprise avec le rôle et l'action du syndicat, lorsque le parti tend à se substituer à l'action du syndicat et n'avoir rien d'autre à proposer que ce qui est de l'ordre de l'action revendicative ? Car le PCF ne propose pas de perspective politique aux luttes revendicatives; plus : il travaille à convaincre les travailleurs qu'il n'existe pas de perspective politique centrale.

Par ailleurs, c'est en tant que militants communistes que les membres du PCF sont appelés à se battre dans l'entreprise sur toutes les luttes qui peuvent s'y dérouler, y compris au niveau de l'atelier ou du bureau. Quel espace reste-t-il, dès lors, au syndicat ? Sans compter que la priorité étant donnée à la construction et au renforcement des cellules d'entreprises du parti, bien des cadres sont

invités à se désinvestir de leurs tâches syndicales pour devenir les porte-drapeau du PCF et les constructeurs de ces cellules d'entreprises.

Ce premier problème se double d'un second qui est que cette étreinte étouffante que le PCF impose à la CGT dans les entreprises se double d'une difficulté profonde de la CGT, en tant qu'organisation de masse, à relayer, sur le plan syndical, les positions actuelles du PCF. Sous peine de faire exploser les contradictions internes qui sont les siennes, en tant qu'organisation où sont appelés à coexister différents courants politiques, dont celui des militants appartenant au PS; ou de prendre le risque de se rétracter sur des positions « dures » inassumables par les autres courants politiques et par la masse des syndiqués.

Ainsi s'explique la nécessité pour la CGT de maintenir une politique d'unité d'action avec la CFDT. Et, également, la prudence de Séguy lors de l'affaire afghane, sans que celle-ci empêche une division publique de la direction confédérale sur cette question. C'est le signe que les contradictions de la ligne actuelles du PCF cristallise et s'aggrave sur la question des rapports PCF-CGT. Tant l'intervention quelque peu embarrassée de Séguy lors du Conseil national du PCF, que les derniers développements sur la question afghane sont là pour en témoigner.

Ce qui tend à se dessiner c'est que la crise actuelle du PCF nourrit des forces centrifuges au sein même du parti. Là est sans doute l'élément le plus nouveau par rapport au passé et le plus prometteur par rapport à l'avenir.

L'attitude actuelle de la direction Marchais est conforme aux méthodes du passé : souder ceux qui gardent leur confiance au « Parti » en aggravant l'isolement de celui-ci au sein d'un monde dépeint comme hostile et dominé par les forces ennemies se déchaînant contre le parti de la classe ouvrière. Pourtant, cette politique, qui a fait ses preuves dans le passé, et dont il ne s'agit pas de sous-estimer l'impact dans les rangs du Parti communiste, n'apparaît pas en mesure aujourd'hui de répondre aux questions de nombreux militants qui ont décidé de rester membres du PCF malgré leurs divergences avec la direction. Dans ces conditions, la nouvelle ligne de la direction du PCF, semble devoir se rétracter au sein même du parti en se différenciant selon des orientations potentiellement divergentes.

L'une, sans doute particulièrement forte chez certains militants formés à la vieille école, qui serait celle d'une espèce de néostalinisme intégriste s'appuyant sur une volonté d'alignement total sur le Kremlin et de repli sur une ligne « classe contre classe » à prétention « révolutionnaire ». D'autres vont dans le sens d'une adaptation

explicite et maîtrisée aux conditions de la crise du capitalisme, que ce soit sous une variante de type social-démocrate, assez bien représentée par Elleinstein et ses propositions de « rapprochement historique » entre PC et PS, ou selon la variante dite « eurocommuniste », en fait assez symétrique des propositions avancées par Rocard au sein du PS.

Jusqu'à présent la direction du PCF est parvenue à endiguer ces forces centrifuges et, y compris, à « récupérer » certaines des propositions des uns et des autres pour alimenter sa propre ligne. Celle-ci est en effet assez composite pour intégrer des éléments disparates et enfermer ceux qui en sont les promoteurs dans un jeu de pressions contradictoires sur la direction. L'équipe Marchais est passée maîtresse dans cet art, cherchant à récupérer Elleinstein d'un côté, redonnant une place d'honneur aux staliniens historiques, lorsqu'il s'agit de « défendre l'URSS », de l'autre; préconisant l'autogestion et jetant l'anathème contre la CFDT, soutenant l'intervention soviétique en Afghanistan et désapprouvant la condamnation de Sakharov...

Il n'en reste pas moins que ce jeu est dangereux; plus il dure, plus il entraîne des oscillations de grande ampleur, étant donné l'aggravation de la lutte des classes tant au niveau national qu'international. Celles-ci peuvent être, sont déjà, à l'origine de prises de conscience et de propositions qui, au sein même du PCF, entrent en contradiction avec, non pas tel ou tel point de la ligne du PCF, mais avec cette ligne en tant que telle.

C'est le cas avec Luttes et débats et avec certains autres secteurs qui sont à l'origine de la pétition pour « l'union dans les luttes ». Que certains signent cette pétition parce qu'ils y voient un nouveau moyen de pression sur la direction du PCF ne doit pas masquer le fait fondamental que l'aspiration à l'unité et à la lutte qui se cristallise autour de cet appel est porteuse d'une autre dynamique : celle d'une alternative à la politique de collaboration de classes du PCF. Cette alternative, c'est celle du front unique ouvrier, ceux qui s'engagent sur cette voie ne peuvent éviter la question centrale qui est, non de « réformer » le PCF, non de résoudre sa crise, mais de précipiter celle-ci en proposant une alternative globale, politique et organisationnelle : la construction du parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour gagner les batailles à venir et pour réaliser les tâches historiques qui sont les siennes.

Antoine Artous  
Francis Sitel

## NOTES

1. *L'expansion*, n°115, février 1978.
2. *Economie et Politique*, n°29, septembre 1979.
3. A preuve, cette autre affirmation de G. Marchais : « *Une perspective existe pour les travailleurs, il faut qu'ils la connaissent; une perspective solidement ancrée dans le présent et qui ne renvoie à aucune échéance des transformations qui doivent être engagées par les luttes dès maintenant. Et seuls le niveau et l'ampleur de ces luttes sont en mesure de répondre du niveau, de l'ampleur et de la date de ces changements* ».

Il faut noter que ces discours permettent aussi de donner une alimentation « idéologique » à certains tenants de l'eurocommunisme : nouvelles formes de démocraties à la base, conseils d'ateliers, solutions industrielles et nouvelles formes de développement... Tout cela dans le cadre de l'austérité et de la gestion de la crise du capitalisme. (Voir l'article du J. Habel sur « Le recentrage du PCF » dans *Critique communiste*, n°30.)

JEAN MICHEL MASSON  
JEAN SOHN

## Le PCF et les intellectuels : après le Conseil national, la normalisation ?

Le Parti communiste français organisait les 9 et 10 février derniers un conseil national sur le thème : « Les intellectuels, la culture et l'avancée démocratique au socialisme. » L'objectif de ce conseil national n'était évidemment pas de résoudre la question de l'unité politique entre ouvriers d'industrie et travailleurs intellectuels, ou de déterminer le rôle de ces derniers dans la lutte de classes concrète en France. Non ! Ce conseil national devait être l'occasion, pour la direction du PCF, d'une remise en ordre à l'intérieur du parti, notamment parmi les intellectuels. Le bureau politique entend convaincre les militants, par le rappel au respect de ce qu'il appelle « centralisme démocratique », que les incidents qui ont suivi les élections législatives de mars 1978 sont maintenant clos. En effet, la rupture de l'Union de la gauche, puis l'échec électoral ont libéré les critiques à l'intérieur du PCF : les journaux se sont ouverts aux « tribunes libres » de militants communistes, certains intellectuels ont porté la discussion sur la place publique. Enfin, plus récemment, les prises de positions de la direction du PCF (affaire Fiszbin, rapport avec le Parti socialiste, Afghanistan) ont encore aggravé le « malaise » des militants et particulièrement des intellectuels.

Cette normalisation — dont le Conseil national ne constitue qu'un aspect — nous permet de revenir sur les rapports que le PCF entretient, notamment depuis Mai 68, avec l'intelligentsia en général, et de nous interroger sur sa conception politique de « l'alliance de la

classe ouvrière et des intellectuels» en tant que facette de sa stratégie permanente d'« Union du peuple de France », c'est-à-dire de collaboration de classes. Car, la tenue du conseil national, comme la fusion intervenue entre *France nouvelle* et la *Nouvelle critique* qui a donné naissance à l'hebdomadaire *Révolution*, ou la disparition de l'Institut Maurice-Thorez et du CERM qui sont remplacés par un seul Institut de recherches marxistes, sont autant de manifestations vivantes d'une accentuation de la crise du stalinisme en France.

## De la guerre d'Algérie à la rupture de l'Union de la gauche

Il n'est pas possible ici de retracer l'histoire des relations complexes qui ont toujours existé entre le PCF et les intellectuels<sup>1</sup>. La politique d'ensemble du PCF n'a jamais cessé de déterminer les liens qu'il entretient avec les intellectuels : que ce soit pendant le Front populaire, la Résistance, après la Libération ou aujourd'hui. Pourtant, les rapports entre le PCF et les intellectuels ne sont jamais une simple question de conjoncture et de circonstances : au contraire, cette politique d'alliance entre le PCF et les intellectuels illustre une recherche constante de formes de collaboration de classes, même si l'évolution de la lutte de classes en France et les rapports de forces internationaux peuvent bien évidemment l'influencer.

Durant le Front populaire, la Résistance et la Libération le PCF avait su influencer et gagner des milliers d'intellectuels. La Guerre froide, la période du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS — avec le silence que la direction Thorez-Duclos fit au sujet du fameux rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline — les événements de Pologne et de Hongrie en 1956, ainsi que le relatif isolement dans lequel se trouve alors le PCF, vont, à l'inverse, éloigner progressivement beaucoup d'intellectuels du parti et marquer, particulièrement parmi ceux-ci, une nouvelle étape de la crise du stalinisme français. Des intellectuels comme Henri Lefebvre, E. Morin quittent le parti. En 1958, à la suite de l'exclusion d'Annie Kriegel et Victor Leduc du comité de rédaction de la *Nouvelle critique*, E. Bottigelli, Desanti, L. Seba donnent également leur démission<sup>2</sup>.

La guerre d'Algérie et les positions prises par le PCF vont creuser le fossé avec les intellectuels<sup>3</sup> : l'existence de l'UNEF et les débats agités de l'Union des étudiants communistes qui est alors divisée en trois « tendances » (les suivistes de la direction, les « Italiens » qui voient dans le PCI un modèle de déstalinisation, et la gauche, trotskysante et maoïsante) auront certaines répercussions au sein du PCF au cours des années soixante<sup>4</sup>.

Le CERM (Centre d'études et de recherche marxistes) est créé en 1959, essentiellement sous l'impulsion de Laurent Casanova qui est alors responsable des intellectuels vis-à-vis du bureau politique et sera d'ailleurs éliminé un peu plus tard. Après le coup d'État gaulliste de 1958, la classe ouvrière mit plusieurs années à recomposer ses forces : deux débats ont alors dominé les intellectuels du parti. Malgré leur aspect relativement abstrait, ils se ramenaient en dernière analyse, à la politique concrète du PCF. Ce fut d'abord Garaudy qui revendiqua pour le marxisme d'être la « plus haute forme de l'humanisme » et essaya de fonder en théorie le rapprochement pratique qui s'amorce entre le PCF et les chrétiens dans la perspective de l'Union du peuple de France. On sait que les théories de Garaudy l'ont emmené fort loin du mouvement ouvrier, et bien près des rivages de l'idéalisme bourgeois le plus traditionnel. Néanmoins, les positions de Garaudy – qui était aussi membre du bureau politique et un intellectuel de renom – constituaient, de fait, une critique des « lenteurs de la déstalinisation » du PCF<sup>5</sup>. Garaudy sera exclu en 1969, premier martyr, finalement, de l'« eurocommunisme » des années soixante-dix.

Ensuite vint Althusser, qui prône un « retour à Marx », un marxisme débarrassé de toutes ses « impuretés » hégéliennes, idéalistes et humanistes. Althusser, à travers ses deux œuvres « maîtresses » – *Pour Marx*, en 1965, et *Lire le Capital*, en 1966 – ainsi que les intellectuels et les étudiants qu'il influence, appelle, en partie sous l'impact de la « voie chinoise » et de la « Révolution culturelle », à une nouvelle virginité révolutionnaire du PCF. Le courant althusserien, derrière une orthodoxie apparente, a été la mauvaise conscience de beaucoup d'intellectuels du PCF avant Mai 68<sup>6</sup>.

Les positions « théoriques » de Garaudy et d'Althusser ne sont d'ailleurs contradictoires qu'au niveau de leur abstraction. Et si elles dominèrent les débats internes du PCF avant 68, elles cachaient, chacune à leur manière, la nature des véritables contradictions du PCF. Celles-ci ne concernaient pas plus l'héritage de l'humanisme bourgeois que la « coupure épistémologique » dans l'œuvre de Marx, mais bien la politique concrète du PCF dans le cadre de la république gaulliste. Très peu de voix s'élevèrent alors, au sein du PCF, pour dénoncer l'appui au candidat bourgeois Mitterrand en 1965. Car, même si l'influence du PCF parmi les intellectuels avait pâli à cause de son attitude durant la guerre d'Algérie, il apparaissait toujours, sinon comme un parti révolutionnaire, du moins comme le seul véritable parti d'opposition à la V<sup>e</sup> République. Ni les althusseriens ni Garaudy ne remettaient en cause les aspects concrets de la politique du PCF. Les événements de Mai-Juin 68 allaient faire voler en éclats ces débats académiques et mystificateurs sur l'humanisme ou sur le

retour à Marx, révéler spectaculairement les contradictions du PCF et entamer son hégémonie chez les intellectuels.

En 1966, lors du comité central d'Argenteuil sur la question des intellectuels et de leur place dans le parti, la direction du PCF avait su tirer les enseignements des vingt années écoulées : « Argenteuil voulait inaugurer une politique culturelle nouvelle, une plus grande autonomie des intellectuels et rompre avec les aspects les plus caricaturaux du stalinisme et de la caporalisation des intellectuels »<sup>7</sup>. Pourtant, comme le reconnurent plus tard Francis Cohen, directeur de la *Nouvelle critique*, et Pierre Juquin : « Mai 68 a été une épreuve politique — au sens propre — pour le PCF »<sup>8</sup> et singulièrement chez les travailleurs intellectuels, ceux qui pouvaient plus facilement être influencés par les organisations d'extrême-gauche, ou qui, plus simplement, avaient pu vérifier, dans la pratique de la grève générale elle-même et la conjonction d'intérêts qui avait commencé, ici et là, à se réaliser entre ouvriers, employés et des couches intellectuelles (étudiants, professeurs, techniciens) que le PCF avait perdu, depuis longtemps déjà, son caractère révolutionnaire.

Aussi, dans les années qui suivront Mai 68, la direction du PCF va-t-elle s'efforcer de faire face au malaise apparu parmi les intellectuels du parti et, pour cela, mettre en œuvre une politique d'« ouverture », dont la *Nouvelle critique* dépoussiérée fut l'instrument privilégié, même si la vieille garde stalinienne — les Kanapa, Stil, Wurmser, Guy Besse, etc. — conserve encore la haute main sur les questions intellectuelles, comme le prouve l'interdiction à la fête de l'Humanité en 1972 du livre *De la Chine* d' A. M. Macchiochi.

C'est l'époque où Jacques Chambaz — alors « responsable aux intellectuels » puis démissionné quand « l'ouverture » fit place à la division forcenée — écrivait : « Le Programme commun est un programme libérateur pour la culture parce que libérateur pour la société »<sup>9</sup>. Avec la condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, la signature du Programme commun, la place prépondérante réservée aux couches intellectuelles dans l'Union de la gauche, beaucoup parmi les intellectuels du PCF crurent que le parti s'était définitivement mis en orbite de « déstalinisation ». La suppression, en 1977, lors du XXII<sup>e</sup> Congrès, de la référence à la dictature du prolétariat et du « marxisme-léninisme » des statuts du parti ne rencontra pas non plus beaucoup d'opposition, sinon dans le courant représenté par Althusser et Balibar. Alors que le PCF tolère des revues (*Dialectiques*, etc.) animées par des intellectuels « dissidents », qu'Elleinstein est presque promu historien officiel en stalinologie, la rupture de l'Union de la gauche en 1977 va avoir chez les intellectuels des répercussions importantes. La direction en

profite pour redéfinir le rôle et la place des intellectuels dans le parti : c'était la tâche du Conseil national des 9 et 10 février.

### « L'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière », une étape vers l'Union du peuple de France

La très longue résolution du conseil national<sup>10</sup> n'apporte rien de nouveau : ni dans l'analyse des classes sociales, ni dans la définition du travail parmi les intellectuels. Elle rappelle l'analyse traditionnelle du PCF sur la culture et les intellectuels : la salarisation croissante des couches intellectuelles, la crise de l'idéologie bourgeoise (elle-même reflet de la crise des monopoles), la « guerre idéologique » dont elles sont l'enjeu, tant de la part de la grande bourgeoisie que de la social-démocratie, tout cela définit le cadre de l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière : « Frappés ensemble par la politique d'austérité, intellectuels et ouvriers sont objectivement solidaires pour en dégager la France. » Pourtant, à l'occasion de ce conseil national, il n'est pas inutile de se pencher sur la politique du PCF en direction des travailleurs intellectuels.

Le *Traité d'économie marxiste*, paru en 1971, relevait déjà une tendance à la « généralisation de l'exploitation de l'ensemble des couches non monopolistiques »<sup>11</sup>. Prenant acte de la modification profonde de la formation sociale en France — le nombre de professions intellectuelles (techniciens, ingénieurs, etc.) ne cesse d'augmenter pour atteindre aujourd'hui près de 4 millions de personnes, c'est-à-dire près de 20% de la population active globale — le PCF écrit : « Aujourd'hui, il ne s'agit plus de ralliements individuels (de l'intelligentsia à la classe ouvrière, NDLR), mais d'une entente à établir entre des couches sociales ayant des intérêts communs et qui peuvent construire ensemble un avenir démocratique »<sup>12</sup>.

Ainsi, le PCF ne pense-t-il pas en termes d'élargissement du prolétariat intégrant de nouvelles fonctions — c'est-à-dire également la tendance à la prolétarianisation croissante du travail intellectuel<sup>13</sup>, mais seulement en termes de glissement de couches intermédiaires de la bourgeoisie vers la classe ouvrière.

Dans cette perspective, centrale pour le PCF (cf. Le problème de l'UGICT et des cadres), tous les ingénieurs, cadres et techniciens — quelle que soit leur place dans le procès de travail — sont également victimes du capitalisme monopolistique d'État et de Giscard. En réduisant les contradictions importantes et inhérentes à la prolétarianisation du travail intellectuel à la seule forme visible de la salarisation, en mettant tous les ITC dans le même sac, en lançant avec

l'UGICT un syndicalisme de « cadres » – ce qui évite bien entendu de poser les contradictions qui traversent ces professions, notamment celles de l'encadrement – le PCF illustre parfaitement ce qu'il entend par l'Union du peuple de France.

D'un autre côté, en défendant l'intégrité des frontières du prolétariat réduit à son noyau directement productif, le PCF défend son identité de « seul parti révolutionnaire de la classe ouvrière », tous les autres (Parti socialiste, CFDT, extrême gauche) étant des partis de couches moyennes et intermédiaires. C'est dans ce sens-là que s'est élaborée la « théorie » du PCF : non pas depuis une analyse scientifique des classes sociales et du processus de prolétarianisation; mais, au contraire, dans l'autre sens : depuis la nécessité de démontrer l'inactualité objective de la révolution socialiste vers une pseudo caractérisation des classes sociales. Cette caractérisation est « fonctionnelle » pour la politique quotidienne du PCF : la notion de couche a en effet un rôle charnière car elle permet à la direction du PCF de justifier sa pratique de collaboration de classes. Puisqu'il y a couche, il y a alliance (premier temps), puisqu'il y a alliance, il y a compromis entre la classe ouvrière et ses alliés, il faut donc une étape démocratique (deuxième temps).

À cette « alliance », à cette « étape », nous opposons quant à nous l'unité objective, sinon organique (au sens où Gramsci comprenait ce concept) des travailleurs intellectuels et du prolétariat d'industrie dans la lutte pour le socialisme et non pas seulement pour des « avancées démocratiques ». En effet, le développement du capitalisme accélère la prolétarianisation du travail intellectuel; pour autant, cette prolétarianisation, d'une part ne touche pas la totalité des professions intellectuelles, ni l'ensemble de leurs structures, d'autre part tous les intellectuels ne sont pas prolétarianisés, enfin la prolétarianisation objective ne règle pas d'emblée le problème de la nature de classe. C'est au travers de tous les combats de la lutte de classe qu'à l'Université, dans les laboratoires, les entreprises, les travailleurs intellectuels prolétarianisés peuvent prendre conscience de la coïncidence de leurs intérêts – et pour les intellectuels non prolétarianisés mais parfois paupérisés et toujours soumis violemment aux contradictions de la société bourgeoise, particulièrement dans le domaine de la science et de la culture de la conjonction de leurs intérêts – avec ceux de l'ensemble de la classe ouvrière. Comme l'écrivait Mandel : « La nature même du travail intellectuel fait que ceux qui entrent dans cette profession, les étudiants et les praticiens [...] sont très sensibles à l'aspect absurde de cette parcellisation et de cette aliénation du travail dans leur domaine »<sup>14</sup>. Cette unité objective entre ouvriers, employés et travailleurs intellectuels n'a pas encore trouvé de forme politique concrète, en raison de la poli-

tique des organisations ouvrières traditionnelles: de ce point de vue, l'« alliance » du PCF et le « front de classe » du PS sont les réponses, en termes de collaboration de classes, à la question de la place des intellectuels dans la lutte de classes aujourd'hui. Le contenu politique de cette unité objective — que fonde le procès de prolétarianisation — entre les travailleurs intellectuels et ouvriers, ne peut pas être une « avancée démocratique », un nouveau Programme commun, pour la révolution socialiste.

## Les intellectuels et la crise du stalinisme

Comme la rencontre de quatre cents intellectuels à Vitry en 1978, à Bobigny les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 79, le conseil national du 9 et 10 février visait en réalité des buts beaucoup plus immédiats que la question « théorique » de l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels.

Le premier est de continuer la politique forcenée de division engagée en septembre 77, de la justifier parmi les intellectuels du parti (parce que, semble-t-il, c'est là où elle « passe » le plus difficilement), afin d'attaquer systématiquement le PS « qui fait chorus avec tous les thèmes idéologiques du pouvoir et parfois donne lui-même le ton. » Ainsi, alors que le discours de Marchais aux intellectuels le 9 juin 1977 ne contenait pas un mot sur le PS, le texte actuel du PCF critique longuement la notion de « front de classe » du Parti socialiste.

Le deuxième objectif, et le plus important, du conseil national, est, bien sûr, de faire face au mécontentement grandissant, et particulièrement chez les intellectuels du parti, vis-à-vis de la ligne de la direction du PCF. Le texte de la résolution, comme d'ailleurs la composition du futur comité de rédaction de *Révolution* est un savant compromis entre la direction du PCF et un certain nombre d'intellectuels du parti : avec la réaffirmation de l'importance de la « recherche théorique », de l'autonomie des intellectuels (l'unité n'est pas la diversité) soupape d'échappement à l'éclatement des contradictions de la ligne actuelle. Si la « continuité avec le XXIII<sup>e</sup> Congrès » est réaffirmée, la résolution enterme toute possibilité d'alliance avec le PS : « L'un des effets négatifs de cette période précédente fut en effet de trop renvoyer la recherche de toute solution à l'élaboration de programmes achevés pour les diverses actualités, de privilégier les initiatives au sommet par rapport à l'organisation d'actions concrètes. »

Les « tribunes libres » publiées par *l'Humanité* pour préparer ce conseil national n'ont posé aucune des interrogations les plus

pressantes des intellectuels ou des militants du PCF sur sa politique présente. Au contraire, elles ont servi de caution à la direction pour continuer son offensive contre le PS et, en général, de division. Ainsi, à lire Claude Frioux, Hincker, Fiszbin, le danger principal qui menacerait le PCF serait « l'ouvriérisme » : « Il a suffi que les résultats électoraux témoignent de la perméabilité des intellectuels au réformisme (c'est-à-dire au PS, NDLR) [...] pour que le parti à tous les niveaux ait vu renaître un ouvriérisme que je pensais révolu. » (*l'Humanité*, 10 janvier). Ou Claude Frioux : « Cet ouvriérisme continue à faire des ravages dans notre propagande et risque de contaminer le fond de notre politique » (19 janvier). Fiszbin écrit encore dans *l'Humanité* du 7 janvier : « Dans la difficile situation créée par les choix du Parti socialiste, tout s'est passé comme si nous considérions [...] que les intellectuels devaient fatalement choisir la droite ou la social-démocratie... » Limiter les critiques vis-à-vis de la direction du PCF à la dénonciation de l'ouvriérisme, c'est faire le jeu de celle-ci, alors que, dans un *Manifeste pour la mise à mort du stalinisme en France* – non publié par *l'Humanité* – des intellectuels du parti (Buci-Glucksmann, London, Elleinstein, Faye, Kehayan, etc.) réclament qu'« au lieu de parler des métiers d'intellectuels, *l'Humanité* ouvre ses colonnes à un débat politique général, [pour] un congrès extraordinaire du PCF ». D'autres intellectuels du PCF dénoncent dans une pétition l'intervention soviétique en Afghanistan (Rony, Bruhat, Spire, C. Clément, Kaisergruber, etc.).

Mais ce qui inquiète le plus la direction du PCF dans la fronde des intellectuels, c'est qu'elle ne constitue que l'aspect immédiatement visible de la crise du stalinisme. A la différence des années antérieures à Mai 68, la contestation interne n'est plus limitée aujourd'hui à des cercles restreints d'intellectuels, voire même aux interrogations qui ont surgi depuis quelque temps déjà sur l'URSS; elle touche aujourd'hui à la racine même de la politique concrète du PCF en France : comme le montre l'écho dans le PCF de la pétition « Pour l'union dans les luttes », les questions qui sont à présent au centre de la crise du PCF sont celles de l'unité et, de la nécessité de chasser le gouvernement bourgeois.

Le conseil national avait pour fonction politique de « reprendre en main les intellectuels et, tout en assurant respecter leur « spécificité », de réaffirmer l'existence du « centralisme démocratique ». Mais le temps n'est plus où la direction pouvait s'en tirer avec quelques exclusions sélectives. Les déclarations récentes, comme celles de Fiterman le 10 janvier dernier, annoncent un net « durcissement » de la direction : « Quelques camarades se joignent au concert de ceux qui rêvent dans ce pays d'avoir le champ libre pour

poursuivre leur politique féroce. Leur attitude n'a rien à voir avec une attitude communiste. Elle suscite une grande indignation légitime, une colère grandissante dans nos rangs. » Un « dernier avertissement » non déguisé pour Elleinstein, Rony, etc. Reste à voir si « l'entreprise de séduction », en balance, de la direction du PCF envers la masse des intellectuels du parti sera couronnée de succès. Il est permis d'en douter, alors que les prises de position récentes du PCF (Afghanistan, communiqué PCUS-PCF) ont encore aggravé le « malaise ».

Jean-Michel Masson,  
Jean Sohn

#### NOTES

1. Cf. *Critique communiste*, n° 28, juillet 79.
2. Pour cette époque, le lecteur peut se reporter aux très nombreux livres de Lefebvre, Desanti (*les Staliniens*), Tillon, etc.
3. Notamment l'Appel des 121. Cf. le livre de Hamon et Rotman, *les Porteurs de valise*.
4. Cf. le livre de Robrieux, *Notre génération communiste*.
5. David Caute, *les Intellectuels et le PCF*, Gallimard et *les Compagnons de route*, Laffont 1979.
6. Cf. Les livres *Contre Althusser* 10/18, *la Leçon d'Althusser* Jacques Rancière, Idées Gallimard, et P. Fougeyrollas *Contre Lévi-Strauss, Lacan, Althusser*, Savelli.
7. Cf. *Rouge*, n° 818, décembre 78.
8. *Nouvelle critique*, décembre 76.
9. *Nouvelle critique*, « Lutttes pour la culture », juillet 75. Lire aussi de Roland Leroy *la Culture au présent*.
10. Cf. *l'Humanité* du 11 décembre 1979.
11. *Traité d'économie marxiste*, 1971, Éditions sociales.
12. Cf. *traité*, tome 1, page 240.
13. Lire à ce sujet les livres de Mandel *les Etudiants, les intellectuels et la lutte des classes*, 1979 La Brèche. Poulantzas, *les Classes sociales en France*, Point, Le Seuil, et Baudelot et Establet *la Petite Bourgeoisie en France*, Maspero 1974.
14. Cf. Mandel, *op. cit.*, p. 55.



## « L'unité dans les luttes » comment ? pour quoi faire ?

*Débat entre G. Labica (membre du PCF), S. Farandjis (membre du PS), J. Habel (LCR) et H. Weber (LCR).*

### Henri Weber

L'attitude des directions du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse de celle du Parti communiste, du Parti socialiste, de la CGT ou de la CFDT semble être plus que jamais à la division; il ne semble d'ailleurs pas que ce soit là une attitude conjoncturelle. Il y a maintenant quelques années que ça dure, et cela risque de durer au moins jusqu'à l'élection présidentielle, sinon davantage. Dans ces conditions quelle est la signification de l'initiative que vous avez prise, quelle est sa portée, quels sont vos objectifs ? Est-ce un acte, purement symbolique, protestataire ? Ou bien pensez-vous que c'est un acte politique qui pèse effectivement sur l'attitude des directions du mouvement ouvrier dans un sens unitaire ?

### Georges Labica

Ce n'est pas une protestation. Ce qui importe dans cette pétition, c'est que nous avons voulu faire un acte positif; et cet acte positif, compte tenu de ce que ni Farandjis, ni moi ni quelques autres, ne sommes les gérants ou les « patrons » de ce texte, vise à créer un courant d'opinion.

Dans la conjoncture qui s'est établie au sein de la gauche depuis la rupture de l'union entre le PC et le PS, on voit une sorte de démobilisation générale. Cette démobilisation conduit à des attitudes individuelles. Un tel quitte le Parti communiste, tel autre quitte le

Parti socialiste et, d'une manière générale en dehors des secteurs en lutte on a le sentiment d'une sorte de « démilitantisme », si on peut parler ainsi. C'est pourquoi, il nous a paru opportun de relancer le courant de gauche, et de le relancer à partir de ceux qui le portent, c'est-à-dire à partir des militants de la gauche et des militants de base sans référence à des appartenances de partis. En effet, si l'on veut créer un courant d'opinion, c'est là qu'on le trouvera.

### **Stelio Farandjis**

Tu as dit, les choses risquent de durer, en parlant de l'attitude de telle ou telle direction de tel ou tel syndicat ou parti. Notre conviction, à nous, c'est que rien ne dure, rien ne reste ce qu'il est, rien ne reste là où il est.

Nous faisons donc confiance à une dynamique. Nous ne sommes pas des parieurs : cette dynamique est fondée sur une analyse, et nous pensons que, non seulement les choses ne vont pas durer, mais encore qu'elles peuvent bouger très vite, si la dynamique s'affirme.

Or, nous sommes justifiés par le courrier, par des milliers de gens qui écrivent, membres du Parti socialiste, du Parti communiste, de la CGT, de la CFDT, de la Ligue communiste révolutionnaire, du PSU, membres de la Ligue des droits de l'homme ou membres de rien du tout..., qui sont dans des boîtes : des infirmières, des ouvriers, des employés, des enseignants, des cadres, des ingénieurs... Qu'est-ce qu'ils veulent tous ? Tous (il faut lire leurs lettres) veulent l'union, l'action... et à la base. Que la base parle ! Et cela nous conforte dans notre initiative.

Cette initiative ne fait que démarrer, et nous sommes persuadés qu'au rythme où elle est partie (maintenant les listes de signatures arrivent, notre perspective crée un événement qui risque de bousculer les choses. Cette conviction n'était pas tout à fait vérifiée; maintenant elle se vérifie.

### **Janette Habel**

Je dois dire que nous avons considéré votre initiative comme éminemment positive (j'expliquerai plus tard pourquoi nous n'avons pas signé votre pétition telle quelle, et quelle est exactement notre attitude).

Vous vous êtes appuyés, peut-être sans le savoir, sur un courant qui, au sein même de la classe ouvrière, dans les entreprises, est un courant que notre organisation a commencé à percevoir. Ce courant s'est traduit de deux façons, dans les luttes et dans les débats des congrès syndicaux de la période récente, qu'on pourrait presque dater du congrès de Brest de la CFDT.

En effet, il s'y passe une chose que l'on ne voyait pas auparavant,

ce sont des batailles sur des amendements par des militants, certes encore minoritaires, mais qui, notamment sur la question de l'unité, sur la question de la nécessité de centraliser les luttes, s'opposent à la politique des directions telle qu'elle se mène aujourd'hui dans la division. Et, ces amendements obtiennent des scores d'une importance significative.

Ces propositions n'étaient pas majoritaires, bien sûr, mais je pourrais donner des exemples de congrès de la CGT : le congrès de la Fédération de la métallurgie (qui n'est pas une petite Fédération), le congrès de la Fédération de la SNCF, de l'Équipement..., où tout à coup des votes, beaucoup plus importants que par le passé, ont eu lieu sur certaines questions qui mettaient en relief cette aspiration unitaire sur laquelle, indiscutablement, l'initiative que vous avez prise s'est appuyée.

Ce courant qui est à la fois mobilisé, critique, minoritaire encore mais avec un certain caractère massif maintenant, commence à se manifester dans les dernières mobilisations : lors de la manifestation sur l'avortement, ou lorsque plusieurs centaines de cheminots se sont prononcés à Rouen pour une grève reconductible dans la SNCF, lors de la réunion à Paris de 500 travailleurs hospitaliers qui, à l'appel de plusieurs instances syndicales, se prononcèrent pour aller par la centralisation des luttes vers la grève générale.

Pour en revenir à la question posée par Henri sur les prolongements de votre initiative, le fait qu'il ne s'agissait pas d'une simple protestation, il me semble qu'il y a un phénomène social qui peut trouver une perspective au travers de cette initiative. Cela dépend des conditions dans lesquelles elle se concrétisera, de l'évolution de la situation politique et sociale, des projets et des orientations qui ne manqueront pas d'apparaître parmi les signataires.

## G. Labica

Je voudrais ajouter là-dessus que nous avons beaucoup insisté sur le fait que c'était un appel pour l'union *dans les luttes* et *à la base*. Ceci veut dire que nous prenons au sérieux quelque chose qui a souvent été dit dans le mouvement ouvrier français, mais qui a rarement été fait. Savoir que, sous la dénonciation des accords au sommet et des accords d'appareils, dont ceux que nous avons vus dans les dernières années, on fasse véritablement l'union à la base. Seulement jusqu'ici, l'union à la base était un mot d'ordre pour désigner le plus souvent une période de repli sur soi de telle ou telle formation politique. Or ce qu'en fin de compte doit dire l'union à la base, c'est la volonté d'une nouvelle manière de faire de la politique, d'une autre pratique de la politique.

Cette possibilité est inscrite en plein dans la réalité : que non seulement la base s'exprime réellement, ce qui peut rester abstrait, mais que tout le monde soit à l'écoute des formes de luttes qui viennent de la base, et qu'en l'occurrence, on prenne au sérieux le mot d'ordre du Parti communiste à son dernier congrès, mot d'ordre que les socialistes ont adopté eux aussi, celui de l'union à la base... à la condition que celle-ci ne soit pas un faux-semblant pour accroître la désunion, mais au contraire un levier pour faire sortir des forces nouvelles... et qu'on vérifie dans une pratique politique ce que, dans la dernière période, on a pu vérifier dans les élections partielles, à savoir que, au moment où les appareils échangent des invectives et des anathèmes, des gens continuent à vouloir l'union, parce que l'union c'est la seule alternative au pouvoir en place, actuellement comme hier.

### H. Weber

En ce qui concerne la campagne proprement dite, quelle conception en avez-vous ? Va-t-elle demeurer pour l'essentiel ce qu'elle est jusqu'à présent : une campagne de presse procédant par appels centraux et collecte des signatures par voie postale ? Ou bien, avez-vous l'intention de lui donner un tour plus militant, avec édition de matériels, avec organisation de la collecte des signatures ? Et dans ce dernier cas, selon quelles modalités ?

### G. Labica

Je voudrais revenir tout de suite sur ce que je viens de dire, car il faut bien préciser (ce que nous avons fait dans notre dernière déclaration de presse) que les gens qui ont pris cette initiative n'entendent pas se considérer, ni se comporter comme un centre ou comme une direction.

Face au succès que rencontre déjà cette pétition dans les milieux les plus divers et dans toute la France, la campagne de presse a servi de manifeste politique, parce que nous n'avions pas d'autre relai pour le faire, mais ce que nous souhaitons profondément, c'est que le texte « s'autogère ».

L'expérience montre déjà que c'est difficile, que des habitudes politiques ont été prises dans ce pays, habitudes qui sont telles que la perception de l'action politique est une perception hiérarchisée, une perception « médiatisée ».

Parfois même, nous avons des camarades qui nous écrivent ou nous téléphonent de province pour nous demander « ce que nous faisons ». Ce à quoi nous répondons que nous « ne faisons rien », et qu'à la limite nous n'entendons même pas diffuser le manifeste. Que c'est à eux de le reproduire et de déterminer dans un premier

temps les formes du combat unitaire qui leur paraissent nécessaires là où ils sont. Par exemple, tels à Dijon créent un comité d'union à la base dans un établissement, tels autres entreprennent une action avec des socialistes et d'autres militants de gauche sur le plan local pour régler telle ou telle question; c'est-à-dire pour faire la démonstration concrète de l'union et de ses finalités réelles.

Ce qui n'interdit nullement que, dans un deuxième temps, lorsque le courant d'opinion se sera affirmé, tous ces petits ruisseaux se regroupent pour faire pression, cette fois-ci, à l'intérieur des organisations, pour les amener à respecter leurs propres mots d'ordre.

### S. Farandjis

Il faut parler très concrètement. Comment les choses se sont passées ? et comment elles sont en train de se passer ?

Au départ, nous nous sommes réunis, nous étions peu nombreux, et nous avons utilisé la dactylographie et la photocopie.

Ensuite, il y a eu les premières manifestations dans la presse. C'est tout de suite que le courrier a afflué; et nous avons vu que les gens avaient fait des découpages, des montages, des photocopies, et quelquefois des ronéotages. Nous avons été contraints de faire deux imprimés, ce qui est très limité et très loin des besoins exprimés.

Et, à chaque fois que nous répondons (et nous ne répondons pas à tout le courrier par des envois d'imprimés), nous disons : « Débrouillez-vous ! Continuez par vous-mêmes ! »

Nous sommes en train d'assister à un mouvement qui tend à l'emporter sur le premier mouvement qui était : réponse à la presse. Et nous aimerions bien, parce qu'on ne peut pas faire autrement, continuer. Mais le second est le mouvement militant, c'est-à-dire que nous ne recevons plus seulement des signatures individuelles en réponse aux annonces de presse, mais nous recevons aussi des listes, soit de militants communistes ou socialistes à l'échelle locale de leur cellule ou section, soit — et ceci beaucoup plus souvent — des listes d'entreprises.

J'ai appris par exemple, avant-hier (c'était dimanche 13 janvier) qu'il y avait 650 signatures à la Régie Renault-Billancourt, et ceci aucun de nous ne l'a téléguidé. C'est un événement très important sur lequel il faut bien insister : à savoir que nos désirs les plus chers sont en train de devenir des réalités qui viennent à notre rencontre. En effet, cela signifie que des camarades, *de leur propre initiative*, sont allés dans les ateliers. Il faut bien voir ce qui est en train de se passer.

Pour le moment, c'est extraordinaire à l'échelle symbolique, mais si, en plus, il s'y ajoute la masse, ça risque de devenir très important. On assiste ainsi à un mouvement qui est en train de se créer, non

seulement à la Régie Renault, mais dans le petit dossier que je vous ai remis il y a les premiers exemples de manifestations spontanées collectives : Beaumont dans le Périgord, les « instits », à l'Atelier d'art et d'architecture de Rennes, etc. J'ai appris, par le téléphone encore, qu'un comité d'union à la base s'était créé au Crédit lyonnais et qu'il a fait une conférence de presse ces jours-ci. Et hier, j'ai appris, par le courrier, qu'un comité d'union à la base s'était formé à Toulon et qu'il faisait également une conférence de presse. Autant vous dire que nous ne donnons aucun mot d'ordre pour ces conférences de presse.

Nous essaierons d'être une sorte de « caisse enregistreuse » et multiplicatrice, une sorte de porte-voix. Notre seule légitimité est d'être un écho à toutes ces initiatives.

## J. Habel

Avant de préciser maintenant notre position, je voudrais ajouter qu'il y a, à ma connaissance, toute une série de conférences de presse à Marseille, à Caen, à Toulouse, au Centre des chèques postaux à Paris, au Havre, qui répercutent les initiatives diverses prises dans les entreprises.

Pour en revenir au texte, si nous ne l'avons pas signé, c'est essentiellement parce qu'il n'est pas suffisamment centré sur la nécessité, non seulement d'union dans les luttes, mais de la centralisation de ces luttes, de la préparation des conditions d'une grève générale (dont les modalités, évidemment, sont encore à définir) et d'apporter un débouché politique à la mobilisation des travailleurs.

Vous parlez de démoralisation et de démobilitation, en fait les choses sont beaucoup plus complexes que cela. Il y a une absence de perspective politique, c'est indiscutable, mais rien, dans les éléments des dernières luttes, ne nous a conduit à penser qu'il y avait une démoralisation durable et profonde. D'ailleurs, l'écho rencontré par votre pétition en est une indication.

C'est pour cela que nous n'avons pas signé, mais aussi parce que l'Union de la gauche n'est pas dénuée d'ambiguïté dans la façon dont elle est évoquée dans votre pétition. Labica vient de dire qu'il fallait « que les petits ruisseaux se regroupent pour faire pression sur les appareils afin de les amener à respecter leurs propres mots d'ordre ». Je dirais les choses autrement : pour les amener à respecter les objectifs, les mots d'ordre correspondant aux intérêts, aux aspirations des travailleurs, et non pour les dévoyer dans la collaboration de classe comme les directions des partis ouvriers et des centrales syndicales s'y emploient.

Vous connaissez nos positions sur la question, nous pensons que

la défunte Union de la gauche, non seulement n'est pas une perspective souhaitable pour l'avenir du mouvement ouvrier en France, mais qu'elle est au contraire un véritable nœud coulant passé autour du cou de la classe ouvrière, comme on l'a vu avant et après mars 78.

Nous sommes partie prenante du courant unitaire qui se dégage, mais nous considérons comme nécessaire d'engager un débat sur cette question de la centralisation des luttes vers la grève générale. C'est la position que nous avons défendue dans de nombreuses organisations syndicales, et vous en aurez des échos, ils commencent déjà à se manifester.

Il est souhaitable qu'un débat s'engage, étant donné les diverses orientations qui vont s'exprimer au sein de ce courant unitaire. Comment faire pour échapper aux discussions d'états-majors et aux réunions de sommets auxquelles les travailleurs ne peuvent pas participer et sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle ?

A notre avis, il faut envisager des réunions à la base avec des modalités d'organisation (qui commencent déjà à avoir lieu comme vous le dites) qui permettent des réunions des signataires, bien sûr, mais aussi de tous ceux qui se reconnaissent dans la dynamique que ce texte a enclenchée. Ceci peut déboucher sur la constitution de comités, à condition qu'ils soient à la fois des comités d'union réellement de masse, où — sans qu'ils se transforment en clubs de discussions — le débat puisse avoir lieu, tout en préservant leur caractère de comités d'action qui doivent impulser la lutte *unitaire* sur l'entreprise en stimulant la mobilisation ouvrière.

Vous dites que vous voulez que le texte s'autogère, vous donnez des exemples de ce qui se fait, mais vous n'avez pas l'air de vouloir aller au-delà en impulsant une dynamique à la base — dont vous pensez pourtant qu'elle est nécessaire. Vous vous présentez comme une « caisse enregistreuse », peut-être sommes-nous excessivement méfiants, mais à notre époque les caisses enregistreuses ont une mémoire, elles peuvent élaborer des « programmes ». Quel est le vôtre ?

## H. Weber

Nous venons de passer allègrement à la deuxième partie de notre débat, ce qui est tout à fait opportun : Donc, on aborde la question suivante : union à la base d'accord, mais union à la base sur quel contenu, pour quoi faire, et union dans quel cadre, union comment ?

## G. Labica

Je dirai, mais encore une fois c'est un avis personnel, que ce que vient d'avancer Janette Habel, à mon sens, modifie et fausse la signi-

fication que nous avons donnée à cet appel. Parce que cet appel n'est pas un programme, et encore moins un manifeste politique.

Et, c'est aussi parce que ce n'est pas un manifeste politique en forme, qu'il ne propose pas de finalité. En effet, je crains beaucoup qu'en parlant d'entrée de jeu de « grève générale » ou de constitution de comités, en fin de compte on ne prédétermine ce qui va se passer, que c'est aussi un moyen pour empêcher la base de s'exprimer.

D'autre part tout se passe comme si on se proposait de substituer à des carences d'organisations des formes d'organisation qui dormiraient en attente dans le mouvement ouvrier (par exemple : l'auto-gestion).

De ce point de vue, je ne suis pas d'accord. Dans un premier temps, ce qui importe, c'est que les gens se comptent, mais, au-delà, se comptent sur des bases politiques, qu'ils soient poussés à prendre des initiatives et, par conséquent, qu'ils se donnent là où ce sera nécessaire les formes de luttes qu'ils souhaiteront, et qui pourront varier d'un endroit à un autre, selon qu'on aura affaire à des enseignants, à des militants ouvriers dans les ateliers, ou en tant que tels à des mouvements de femmes — lesquels mouvements de femmes, je le dis au passage sont montés en épingle par tout un chacun, mais que personne ne laisse se développer selon leur propre dynamique.

Je tiens à préciser cela, parce que l'une des interprétations de cette initiative qui nous paraîtrait désastreuse, serait celle qui consisterait à penser que les militants socialistes et les militants communiste qui l'ont signée (puisqu'elle est venue de là) sont des gens qui se mettent à distance de leur organisation, alors que ce n'est pas le cas.

Le raisonnement que nous avons fait, et il est en toutes lettres dans le texte (c'est pour cela que je le dis), est que, dans la conjoncture politique française, pour faire pièce au pouvoir actuel, il n'y a qu'un seul moyen : un rassemblement unitaire très large qui passe nécessairement, qu'on le veuille ou non, par la relation entre communistes et socialistes, et bien au-delà d'eux.

En outre, dans une conjoncture que nous n'avons pas choisie, cette relation (entre communistes et socialistes,) est inconcevable en dehors des organisations. De telle sorte que si ce texte n'avait comme effet que de modifier la pratique de désunion systématique qui s'est établie, il aurait déjà atteint un de ses objectifs.

Je ne crois pas qu'au point où nous en sommes nous pouvons aller au-delà. Si nous passons de quelques milliers de signatures à quelques dizaines de milliers, les choses seront évidemment différentes. Mais, elles seront différentes pour tout le monde, y compris pour

les leaders politiques, auxquels il n'est pas interdit de signer ce texte.

### S. Farandjis

Disons ce que nous faisons et faisons ce que nous disons. A l'heure actuelle, quand on reçoit des longues listes de signatures, on les classe par ordre alphabétique; et d'autres camarades, aux dépens de leurs heures nocturnes, les classent géographiquement.

Pourquoi est-ce que nous le faisons ? C'est modeste, et c'est grandiose en même temps. Modeste, à cause de limites rappelées par Georges, et je tiens moi-même à les rappeler parce que j'en suis totalement d'accord — c'est d'ailleurs un signe que, sans nous concerter, nous soyons depuis le départ sur la même longueur d'onde; nous n'avons pas besoin de conciliabules, il y a sur le fond une unité parfaite entre nous, et il n'y a pas besoin de longs palabres.

Mais, nous le faisons de manière, et *uniquement* pour cela, que les gens, qui n'appartiennent à rien du tout, ou à la CGT, à la CFDT, au PS, au PC, à la LCR, au PSU, à tout ce que vous voulez, puissent se reconnaître entre eux.

Voilà ! Vous allez dire, c'est très limité, c'est très modeste... mais c'est déjà énorme. Quand on reçoit des milliers de signatures, c'est donner aux gens la possibilité de se connaître à travers leurs organisations ou leur profession...

En tout cas, notre seule légitimité est là. Nous ne voulons pas nous substituer aux organisations existantes, il y en a déjà tellement et nous ne voulons pas non plus « materner » les gens. Le texte n'est pas vide, il a un contenu politique. Quant aux actions à entreprendre, nous considérons que les gens sont assez grands.

### J. Habel

Nous sommes d'accord pour dire que, dans un premier temps, ce qu'il faut c'est étendre la pétition; nous n'allons pas mettre en place des formes d'organisation avant qu'elle n'ait pris un caractère suffisamment massif.

Cette précision faite, le premier élément sur lequel il semble qu'il y ait désaccord, ou tout au moins matière à discussion, c'est qu'il n'est pas juste de dire que la question de la grève générale, de la centralisation des luttes, soit substitutive par rapport à la classe ouvrière aujourd'hui, une perspective que l'on apporterait de l'extérieur en quelque sorte.

Vous connaissez aussi les positions prises par différentes organisations syndicales, tant CGT que CFDT : à la SNCF, dans la santé, la métallurgie, dans plusieurs syndicats, la question à l'ordre du jour est la grève reconductible, la grève prolongée, unitaire contre Giscard et sa politique d'austérité.

La politique du gouvernement a été massivement ressentie dans la classe ouvrière, elle s'est manifestée par des attaques très importantes concernant la Sécurité sociale, le pouvoir d'achat et l'emploi. Face à ce gouvernement éclaboussé de scandales qui en est réduit à gouverner par décrets, la question de la « tactique des luttes » (comme on dit dans le langage syndical) et de la centralisation est une question à l'ordre du jour dans tous les débats syndicaux dans le mouvement ouvrier.

En revanche, on ne peut pas mettre sur le même plan la question des comités. L'idée est dans l'air, dans quelques endroits isolés, ce n'est pas un phénomène massif..., mais cela peut venir très vite.

Ceci dit, nous sommes d'accord avec vous sur la première partie de votre argumentation : un des problèmes essentiels dans la situation politique française, on ne peut le nier, c'est que le PC et le PS sont deux organisations qui occupent une position centrale. Mais, pouvons-nous considérer que ces deux organisations avec leur politique, leurs directions représentent des garanties suffisantes ? Bien évidemment, non ! Sans cela vous n'auriez pas pris cette initiative.

Et, dans ces conditions, votre initiative a-t-elle pour objectif de faire pression sur les appareils pour qu'ils changent de politique ? Auquel cas (même si nous ne partageons pas votre appréciation de ces directions), ne pensez-vous pas que la meilleure des garanties, la seule façon d'être efficace, c'est que *l'union à la base signifie l'organisation à la base* ?

C'est pour cela que, dans un deuxième temps, pourvu qu'il ne s'agisse pas de manipulations avec des comités qui n'auraient d'unitaires que le nom, si la pétition est signée très massivement, l'union doit vouloir dire l'organisation en comités unitaires à la base dans une perspective de coordination à tous les niveaux.

## G. Labica

D'abord, il y a quelque chose dans notre discussion qui n'est pas formel : on dit « nous », on dit « vous », et je crois qu'il faut dire les choses clairement. Qu'il s'agisse de Farandjis, qu'il s'agisse de moi ou d'autres, nous sommes là à titre individuel, et le « nous » qui nous rapproche est celui des gens qui ont eu cette initiative, tandis que toi, quand tu parles comme tu viens de le faire, tu parles au nom d'une organisation, c'est-à-dire au nom d'une prise de position de caractère collectif et organique.

Ceci est très important à préciser, car nous aussi appartenons à des organisations, mais nous intervenons ici à titre individuel.

La deuxième chose importante à mes yeux, c'est que, dans la conjoncture actuelle, nous assistons, me semble-t-il, à des phénomènes tout à fait nouveaux. D'une part, il y a le phénomène que

nous avons analysé, avec des divergences certes, celui de la crise, au sein de laquelle il y a des effets nouveaux dans le mouvement ouvrier. Je veux dire que la relation actuelle entre les bases et les directions (pour parler vite) n'est pas une relation qui se laisse penser dans des schémas classiques. Ce qui est en train de se passer aujourd'hui, c'est que dans toutes les structures (le mot d'appareil est trop connoté, mais gardons-le il est commode) qu'elles soient des partis politiques, ou qu'elles soient des organisations syndicales, on a véritablement affaire à des phénomènes de crise, à des phénomènes de lézardes dont je ne pense pas qu'elles soient des crises organisationnelles comme on en a vu auparavant, ou comme certains ont pu les souhaiter.

On a affaire à de véritables interrogations sur les lignes politiques qui seraient les plus adéquates pour répondre aux questions posées par la crise. Je ne prends qu'un exemple — mais je sais qu'il y en a d'autres — : dans la toute dernière période, ce qui s'est passé à la direction de la CGT à propos de l'attitude à adopter sur la situation en Afghanistan. On a vu que, notamment par l'article publié dans *le Monde* par Jeanine Parent, même à un endroit où les fêlures étaient jusqu'ici dissimulées, ces fêlures apparaissaient. Et, cela veut dire que, plus que jamais, la base et les militants sont désireux, et sont sommés, de se déterminer par eux-mêmes.

Je ne sais pas s'il faudra inventer de nouvelles formes d'organisation, ou s'il faudra utiliser ou modifier celles qui existent déjà, je sais seulement que la question est désormais posée. Ainsi, en ce qui concerne le Parti communiste, qu'est-ce qui empêche que des sections et même des fédérations entières se rallient à notre texte ? Ne serait-ce pas, de leur part, prendre au sérieux un mot d'ordre qui vient du dernier congrès lui-même ?

Il faut être attentif aujourd'hui à cette situation nouvelle, à ce qui se passe dans les organisations. On voit que ni ici ni là, les militants, ou les responsables eux-mêmes, ne sont disposés à reprendre purement et simplement des mots d'ordre, mais souhaitent interroger les événements et contribuer à déterminer les choix politiques.

C'est pourquoi aujourd'hui, plus que jamais devant la carence récente de certaines décisions d'états-majors, il est indispensable de demander aux gens ce qu'ils ont dans la tête et ce qu'ils veulent faire de leur vie.

## S. Farandjis

Il y a cinq notions clés qui sont dans l'air, et que notre pétition ne fait que révéler (nous ne sommes pas des oracles, nous sommes des révélateurs) : base, masse, union, action, initiative. Et, je crois

que notre seul rôle est de mettre en relation ces idées qui, parce qu'elles sont portées par des militants, par des gens qui travaillent, qui occupent une place dans l'appareil productif, deviennent des forces. Si notre rôle consistait simplement à mettre en relation ces idées et ces forces, nous aurions déjà fait un travail non négligeable.

Si nous commençons à édicter des mots d'ordre, nous sommes foutus, nous avortons. Si on joue les divas, les pantins, si on se substitue à je ne sais quelle direction syndicale ou politique, on est foutu, on fera comme les autres et notre rôle n'est pas là.

Quand nous disons que nous ne voulons pas nous substituer, ce n'est pas par timidité, par lâcheté, ou par je ne sais quel respect sacré des directions, c'est parce que nous voulons réussir. Et, pour réussir, nous sentons, à travers le courrier reçu, que nous sommes sur la bonne voie. Et, quand on sent à travers l'expérience que l'on est sur la bonne voie, on ne voit pas pourquoi on emprunterait une autre voie.

Et, puisque on est en train de réussir, pourquoi ne pas continuer sur la lancée qui a été la nôtre, c'est-à-dire l'abstention de toute divagation, la maîtrise de soi, la sobriété, le rôle simplement de porte-voix, d'écho, d'amplificateur, de « metteur en relation ».

## H. Weber

Est-ce que la position que vous développez là, compte tenu que la revue va paraître fin février, n'est pas un peu à court terme ? Ce que vous avez fait, au fond, ce n'est pas de la dynamique de groupe ! Vous n'avez pas seulement constaté que la base était comprimée par les appareils et qu'il fallait lui donner la parole parce que, d'une part c'est d'elle que viennent les idées justes et que, d'autre part, il fallait qu'elle s'exprime ?

Vous avez clairement indiqué dans votre texte que vous cherchiez un objectif et que vous cherchez à être efficaces. Cet objectif, c'est de mettre fin à la dynamique de désunion et d'essayer d'inverser le cours des choses, c'est-à-dire de créer une dynamique d'union; mais pas comme cela l'a été pendant longtemps une union d'états-majors, de sommets, d'appareils — et donc une union très fragile — mais une union qui cette fois-ci serait une union à la base dans les luttes.

Mais, qui dit objectif, efficacité, dit utilisation rationnelle des moyens. Bien sûr, il ne s'agit pas de dicter leur politique aux gens, ni d'essayer de se substituer à eux, et il se peut fort bien que dans un premier temps votre attitude soit la meilleure (de faire en sorte de jouer les révélateurs, comme tu le disais) : on lance un texte et on voit si ça répond. Si 5 000 signatures répondent, c'est un succès journalistique, si 50 000 signatures répondent, c'est autre chose : ça pose le problème d'une autre étape, de nouvelles initiatives.

Dans l'immédiat, l'efficacité se contente de la signature, mais il est clair que, en cas de succès, le problème de l'organisation de ce mouvement et de la création d'un cadre pour qu'il soit le plus efficace possible va se poser. En effet, il va y avoir des contre-feux, il y a des contre-feux (dans *l'Humanité*, dans la CGT), et on a affaire à des professionnels de la manipulation des masses qui savent très bien comment ensabler un mouvement pareil.

Donc, est-ce que vous ne tombez pas un peu dans le spontanéisme ? N'y a-t-il pas là une sous-estimation de l'importance d'un travail de centralisation et d'organisation minimales ?

### G. Labica

Si je comprends bien ta position, elle ne me semblerait pas tellement éloignée de la nôtre, à condition de distinguer les étapes.

Dans un premier temps, quand on prend une initiative de ce type, on ne sait vraiment pas comment elle va être accueillie. Parce que tous les éléments que l'on met en avant, qu'il s'agisse de « découragement » ou de volonté de lutte..., sont en fin de compte des choses non vérifiées.

De plus, il y a trop d'inégalités dans les luttes au sein de la classe ouvrière pour que l'on puisse dire avec certitude ce qu'il en est. Par conséquent, dans un premier temps, il s'agit d'une sorte de test, et pour ce test, il faut effectivement, comme le disait Stelio, être modeste et ne pas vouloir prédéterminer quoi que ce soit.

Dans un second temps, (ce sera peut-être dans un mois) il faudra, peut-être, pousser la réflexion plus avant. Mais, cela ne signifie pas qu'on a gardé dans sa poche des éléments organisationnels pour la deuxième étape; cela signifie prendre en compte véritablement ce que les militants auront fait au niveau de leurs propres initiatives, qu'elles soient strictement locales ou déjà plus ambitieuses. Et, partant de là, faire le point sur ce qui se passe à l'intérieur des forces politiques et syndicales. Voir par exemple si elles ont choisi l'affrontement avec leurs contestataires respectifs, et nous serons dans le même sac, ou si elles se préoccupent de leur marge, et dans quelles pratiques cela se traduit-il ? Y aura-t-il ébranlement ? On ne peut pas spéculer, on ne peut non plus, par exemple interdire a priori qu'un mouvement de cette envergure ne débouche sur de nouveaux accords dits « de sommet ». Je ne dis pas que c'est cela que nous visons, mais cela aussi appartient aux possibles.

Quant à la question de la spontanéité, en effet, tu as tout à fait raison, elle ne se pose pas comme en 68 : je veux dire, comme vous, vous en êtes revenus, comme nous, nous la repoussions alors. Ce serait bien un renversement de l'histoire, si maintenant c'était nous qui revenions à des formes spontanées auxquelles vous avez renoncé !

Nous avons tous dépassé ce stade, mais à l'étape où nous sommes, je crois que c'est à peu près tout ce que nous pouvons en dire.

### S. Farandjis

Moi, j'avoue que j'ai bien aimé cet échange qui vient de se faire entre Georges et Henri, parce que peut-être qu'effectivement, on est toujours à la recherche du bon point où doit s'arrêter le pendule. Est-ce que ce n'est pas *un des problèmes* du mouvement ouvrier que de trouver un palier supérieur, un plan d'équilibre entre « centralisation » (comme tu l'as appelé) et « initiative » ?

Je crois qu'on est au cœur du problème effectivement : on a des idées derrière la tête, elles sont quelquefois claires, elles sont quelquefois simplement au stade d'hypothèses, mais je crois que le va-et-vient entre nos désirs, nos analyses et la réalité qui s'exprimera non seulement à travers les lettres qui accompagnent les signatures (parce qu'on reçoit des lettres, il faut bien voir que les gens ne se contentent pas de signer, ils parlent aussi), mais aussi à travers les initiatives et expériences qui seront faites à l'échelon local, apprendra beaucoup à tout le monde.

On enregistre tous les jours de nouvelles signatures, et pas seulement de militants « de base », ce matin nous avons eu une lettre de Jeanine Lambert qui est membre du bureau confédéral de la CGT. Il semble donc bien que le problème se situe à plusieurs niveaux, et les directions des partis politiques, quoi qu'elles fassent, ne pourront pas ne pas tenir compte de ce mouvement : ce serait totalement insensé, même de leur propre intérêt.

Et puis, il y a les directions syndicales qui, elles, sont confrontées aux problèmes des luttes quotidiennes, et pas simplement bornées aux horizons espacés des échéances électorales. Quand un mouvement unitaire (je reprends mes notions de tout à l'heure : union, masse, action, base, initiative) prend une telle ampleur (j'ai dit qu'on en était à 5 000 signatures — plus de 15 000 aujourd'hui — NDLR) pourquoi s'arrêterait-il demain ?

Personnellement je suis très optimiste : je sais que ce sont des listes entières, collectées notamment sur les lieux de travail, qui vont arriver.

Dans ces conditions, je crois qu'aucune direction politique, ni aucune direction syndicale, ne pourra rester insensible à ce mouvement. Parce que nous n'avons aucune légitimité, nous Labica, Farandjis et d'autres, à parler, et parce qu'il faut mesurer pas à pas notre démarche, avec la réalité telle qu'elle est en train d'évoluer, nous ne pouvons pas actuellement dire autre chose, que ces choses solides, et non pas des choses séduisantes, mais tout à fait fragiles.

## J. Habel

Effectivement, nous sommes à une période charnière dans le mouvement ouvrier où les rapports entre masse et appareils sont en train de changer profondément.

Ceci s'accompagne du développement d'une conscience antibureaucratique — ce que l'on peut appeler l'aspiration autogestionnaire — tout cela recouvre la même réalité. De même le développement de mouvements sociaux, comme le mouvement des femmes, les mouvements écologistes, ou ce qu'un vocabulaire approximatif désigne sous le nom de « vie associative », sont des phénomènes nouveaux qui naissent de la crise des rapports sociaux dans la société capitaliste.

Ce qui pour nous — organisation révolutionnaire — est absolument central, c'est de donner aux travailleurs mobilisés les moyens effectifs de s'exprimer, de décider, *de contrôler l'application* de ce qu'ils ont décidé.

Vous craignez les risques de manipulation ? Nous aussi. Vous ne voulez pas « mater les gens », a dit Farandjis, Vous voulez les laisser se déterminer par eux-mêmes ? Entièrement d'accord !

Mais, franchement je ne crois pas que ce soit de nos propositions que vienne le danger ! La force, l'emprise, les traditions, la bureaucratization des appareils dirigeants, voilà les dangers réels de récupération, de manipulation. Les comités, l'auto-organisation des travailleurs — et non votre bonne volonté ou la nôtre — sont une garantie décisive.

Notre devoir, en tant qu'organisation révolutionnaire, c'est de « prédéterminer (de prévoir, si vous préférez) des formes d'organisation », non pour nous « substituer » aux travailleurs, mais pour créer les conditions pour que la mobilisation ouvrière ne soit pas dévoyée.

En ce qui concerne les étapes, je comprends vos soucis... Mais, quelle doit être notre principale préoccupation ? Quelle est la situation des militants, de la classe ouvrière dans ce pays ? Nous avons, collectivement, une responsabilité écrasante dans la situation actuelle; pas seulement à cause de l'échéance des présidentielles, mais parce que, si ça continue comme ça, il y aura aggravation de la politique d'attaque sans précédent de la bourgeoisie, dans une situation qui, normalement, ne devrait pas le permettre du point de vue du rapport des forces. Comment contrecarrer cela ?

Labica dit qu'il n'est pas exclu d'avoir de nouveaux accords de sommet. Évidemment nous n'opposons pas l'unité au sommet et l'unité à la base. Une véritable politique unitaire doit lier les deux dialectiquement. L'unité au sommet doit avoir pour objectif de renforcer l'unité à la base (et sa mobilisation) et l'unité à la base doit pouvoir peser sur celle du sommet, non seulement sur ses

initiatives, mais aussi sur le contenu programmatique des accords éventuels.

Car, le vrai problème réside dans la nature et le contenu de ces nouveaux accords. Nous devons donner à la classe ouvrière des garanties que ce qui est arrivé par le passé ne se reproduira plus. Et les garanties pour nous sont de deux ordres : d'une part la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs, afin qu'ils puissent peser de façon collective, d'autre part la construction d'un parti révolutionnaire qui impulse l'unité sur des objectifs correspondant aux intérêts des travailleurs au lieu de la dévoyer puis de la casser, comme le font alternativement les directions du PC et du PS.

Pour que l'union à la base, pour que l'autogestion ne soient pas des mots creux, des paravents pour d'autres orientations politiques, il ne faut pas les opposer à l'unité au sommet des organisations ouvrières, à la centralisation des luttes, à l'auto-organisation et à la mobilisation des masses.

Quand la direction du PCF oppose union à la base et union au sommet, c'est qu'en fait elle ne veut pas de l'union à la base. Quand la direction de la CFDT dit oui ! à l'autogestion, mais non ! aux comités de grève, non ! à la centralisation des luttes; c'est qu'elle ne veut pas réellement l'autogestion, mais plutôt la cogestion.

On ne va pas se contenter, vous et nous, c'est-à-dire tous ceux qui sont partie prenante de cette affaire, de dire aux gens : « Vous avez signé, c'est très bien, débrouillez-vous ! »

Evidemment, il peut y avoir plusieurs possibilités par la suite : soit un appel à une réunion, soit à une manifestation, soit à des manifestations, soit à des réunions de comités. Il faudra donner aux gens la possibilité d'exprimer leurs points de vue, et donc de se mobiliser, et non pas de s'en remettre aux états-majors.

Ce débat, il faudra l'avoir, surtout si les signatures se développent beaucoup.

## G. Labica

Je suis content de ce qui vient d'être dit, parce que ça permet effectivement d'aller un peu plus loin. Sans faire d'hypothèses académiques, cette question d'une possible alliance au sommet, que nous n'écartons ni l'un ni l'autre à partir de ce mouvement-là, peut susciter la crainte d'une récupération.

A partir du moment où un certain nombre de gens dans ce pays, et nous souhaitons que ce soit des masses, auront fait ce type d'expérience, on peut penser qu'il y aura non pas une autre pratique de la politique, mais qu'il y aura un degré de vigilance tel que des manipulations, auxquelles nous avons assisté encore dans la dernière période, seront plus difficiles à tenir, parce que les uns et les autres

ici, nous nous efforcerons d'être vigilants, et nous nous lancerons, si nécessaire, dans une bataille de clarification.

Deuxièmement, c'est bien vrai que, derrière cette initiative (tu l'as fait remarquer, et c'est très juste), il y a un changement des forces politiques dans ce pays qui montre que ceux qui étaient minoritaires par rapport à un grand mouvement de gauche risquent aujourd'hui d'être reconduits, tout minoritaires qu'ils sont, pour aggraver la politique qui est la leur, en face de ce qui est l'éclatement d'une réelle majorité qui n'a pas trouvé son expression politique.

Or, aujourd'hui, dans le vocabulaire peut-être, il se trouve que pour la première fois, les syndicats et les grandes organisations de gauche parlent le même langage. Ils utilisent le même vocable, celui de l'autogestion qui a toute une histoire dans ce pays. Mais enfin, il se trouve qu'aujourd'hui, que ce soit vous, que ce soit la CFDT, le PS, que ce soit le PC et la CGT, on parle d'autogestion. Or ce mot, derrière lequel chacun cache à la fois ses espérances et ses phobies, auquel on essaye de ne pas trop donner de contenu, une initiative comme celle-là peut venir le remplir, en lui donnant une signification militante, en permettant peut-être un meilleur engagement des masses, y compris pour entraîner leurs directions. De telle sorte qu'on aurait au moins derrière ce vocable un principe d'unité et d'unité à la base dont nous essayons de nous emparer aujourd'hui, parce que c'est le seul moyen pour constituer la force majoritaire qui évacuera les gens qui nous gouvernent.

## S. Farandjis

L'image du pendule qui oscille entre des phases d'engagement pour l'initiative exclusivement à la base, et des phases d'accords au sommet, de centralisation des luttes, doit être reprise.

Nous avons connu un recul catastrophique avec l'échec de l'Union de la gauche consécutif à sa désunion. Le pendule, à la lumière de la réussite de l'initiative et de sa potentialité dont je vous ai parlé tout à l'heure, va aller dans l'autre sens, et je crois qu'il ira au-delà du point qui avait été atteint avant la désunion. Car il y a en France, non seulement des conditions sociologiques, des conditions intellectuelles, idéologiques — et au niveau des idées on a beaucoup progressé dans le mouvement ouvrier —, mais il y a aussi des conditions de crise — qui ont été évoquées par nous quatre —, et si on ajoute tout cela, la réussite d'une initiative comme la nôtre peut aboutir (pour reprendre l'image du pendule) à un palier supérieur qui ne serait pas un rabibochage de la gauche.

Mais, ne me demandez pas, de grâce, tout de suite, de dire ce que nous ferons; non pas qu'on veuille dissimuler, mais on veut être à l'écoute de ce qui se dit et de ce qui se fait. Un exemple, dans les

lettres, certains formulent déjà des propositions : « Il faut qu'on soit 100 000 le 1<sup>er</sup> Mai ! » et une immense banderole « Pour l'union dans les luttes ! ». Il y a un tas de suggestions, et je vous assure que nous n'avons pas à téléguider les lettres ! D'autres suggestions vont fuser de partout...

## J. Habel

Deux mots. Nous devons tout faire pour que le 1<sup>er</sup> Mai soit organisé dans l'unité par les partis ouvriers et les syndicats : c'est la condition pour une manifestation massive. Si ce n'était pas le cas, il faudrait envisager ce que font les partisans de la pétition.

Je reviens sur ce qu'a fait remarquer Labica : vous parlez à titre individuel, et nous, nous parlons au nom d'une organisation, la LCR... ce qui veut dire que, non seulement nous ne sommes pas pour un rabibochage de la gauche dans les conditions du passé, mais nous avons des idées précises sur ce que devrait être le programme d'une union aujourd'hui entre le PC et le PS, et sur la manière dont il devrait être élaboré en rapport avec la mobilisation des travailleurs.

Il faut que s'exprime, que se matérialise l'aspiration unitaire des travailleurs, pour stimuler la mobilisation ouvrière contre le gouvernement. Le développement massif de la pétition pour l'union dans les luttes doit le permettre. Pour nous, c'est cela l'objectif, et non la remise sur pied du Programme commun. Car, si l'unité au sommet des organisations ouvrières, c'est l'unité avec des secteurs de la bourgeoisie, y compris sous la forme de groupuscules bourgeois étrangers à la classe ouvrière, celle-ci n'aura aucun moyen de peser sur le contenu et les objectifs de l'unité, elle sera toujours à la merci du chantage de tels groupes menaçant de rompre si ses exigences ne sont pas satisfaites (il suffit de rappeler le chantage de Robert Fabre, lors des négociations du programme commun de la gauche).

Mais, surtout, les travailleurs seront à la merci de l'alibi des directions du PC et du PS expliquant (« à contre-cœur ») qu'ils ne peuvent satisfaire les revendications des travailleurs pour préserver l'unité au sommet. Il faut tirer les leçons de Mai 68, de l'Union de la gauche, de l'Unité populaire chilienne, pour trouver la voie de l'unité ouvrière.

ANNA  
LIBERA

## Le Parti communiste italien « au milieu du gué »\*

Où en est le Parti communiste italien, un an tout juste après son passage à l'opposition ? La question mérite d'être posée, car tant la situation politique italienne, l'instabilité du gouvernement, le mécontentement des masses, que les difficultés internes, pour ne pas dire la crise du PCI, montrent qu'aucuns des problèmes qui se trouvaient à la base de sa rupture avec la majorité gouvernementale n'ont été résolus ni dans un sens ni dans l'autre.

De plus, les mêmes questions reviennent sur le devant de la scène alors que de nouvelles négociations sont en cours pour l'entrée du PCI dans un gouvernement d'union nationale, étant donné l'incapacité du gouvernement Cossiga à faire face aux problèmes brûlants du pays.

A la veille du congrès de la Démocratie chrétienne, les courants de ce parti favorables à une relance de l'union nationale apparaissent comme majoritaires. Le comité central du Parti socialiste italien s'est aussi prononcé, fin janvier, en faveur d'un gouvernement d'Union nationale (renversant ainsi la majorité de son congrès de Turin) et a annoncé qu'il mettrait fin à son abstention au Parlement dès la fin du congrès de la DC.

La direction du PCI, elle-même, pose à nouveau depuis quelque

\* *In mezzo al guado*, formule forgée par la direction du PCI pour décrire sa situation entre l'opposition et le gouvernement. C'est aussi le titre d'un livre de Giorgio Napolitano, membre de la direction du PCI.

temps, avec insistance, la question de son entrée au gouvernement, sans pour autant choisir de précipiter la crise politique, comme la seule solution permettant de faire face au mécontentement croissant des travailleurs devant la crise.

Si, au mois d'août dernier, Berlinguer déclarait encore au journal allemand *Stern* : « Une coalition de gouvernement entre les principaux partis démocratiques est nécessaire, mais malheureusement elle n'est pas encore mûre »<sup>1</sup>, plus récemment, A. Minucci expliquait, dans *Rinascita*, aux cadres du parti la nécessité de revenir rapidement à un gouvernement d'union nationale, en précisant (ou en avertissant) : « Sur cette question de la politique unitaire, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de faire un effort d'information et d'orientation du parti, afin de surmonter complètement les limites et les incompréhensions qui ont pesé négativement dans un passé récent. »<sup>2</sup>

Enfin, Luciano Lama expliquait ainsi la décision de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL d'appeler à une grève générale le 15 janvier dernier pour la formation d'un gouvernement d'unité : « Le syndicat est conscient des difficultés à surmonter la crise. Pour en sortir il faudra adopter une politique dure, des sacrifices à distribuer équitablement seront nécessaires, et les forces sociales qui devront les faire doivent être assurées que la direction politique du pays sera en mesure de mettre en marche une politique d'assainissement et de renouvellement du pays. »<sup>3</sup>

Enfin, si les récentes prises de position du PCI sur l'Afghanistan et son initiative au Parlement européen découlent d'options politiques réelles sur le terrain international — nous y reviendrons —, elles ont également une fonction « intérieure » bien précise : montrer que les réticences émises par certains à son entrée au gouvernement à cause de ses liens avec Moscou n'ont pas de raison d'être. Tel est le cadre général dans lequel la direction du PCI et les militants communistes abordent les questions d'orientation, de bilan et de fonctionnement de leur organisation.

## De l'unité nationale à la « non-opposition »

Nous ne reviendrons pas ici sur l'expérience de trois années d'unité nationale qui ont vu la direction du PCI s'engager à fond dans la défense de l'austérité et des sacrifices pour les travailleurs.

Tardivement il est vrai, le PCI a pris conscience de cette situation, bien que depuis des mois des signes importants de cette usure étaient apparus : le refus très net des travailleurs d'accepter l'austérité ; la rupture avec la jeunesse frappée en premier lieu par le chômage ; les difficultés avec les intellectuels qui rejettent l'aplatissement

idéologique du PCI et ses attaques des libertés démocratiques; le malaise interne qui se traduisait par une passivité du parti et une baisse du recrutement; enfin les résultats des élections partielles qui tous montraient une baisse significative de 4 à 10% du PCI.

Ainsi, la stratégie de l'EUR<sup>4</sup> conçue par les directions ouvrières pour donner une base sociale à l'Union nationale faisait eau de toutes parts : parmi les travailleurs des grandes usines du Nord et dans le Sud qui devait théoriquement être le grand bénéficiaire du « nouveau modèle de développement », basé sur le transfert des investissements du nord au sud. Mais c'est là que l'absence de concrétisation des promesses électorales est la plus criante alors que la volonté de lutte des masses est importante (plusieurs grèves générales massives; en automne 1978 et en automne 1979 des manifestations de 30 000 et 50 000 Calabrais à Rome).

Face à cette incapacité d'appliquer l'austérité, la bourgeoisie elle-même commençait à se poser des questions sur l'utilité de son alliance avec le PCI, même si elle n'avait rien à lui opposer. En attendant, elle en tirait argument pour faire passer sa politique sans trop se soucier de ses alliés : ce fut le cas avec la signature des pactes agraires, la nomination, dans la plus pure tradition clientélaire, des directeurs des entreprises publiques (base essentielle du pouvoir de la DC) et l'entrée dans le Système monétaire européen. Le PCI y trouva les raisons conjoncturelles pour expliquer sa sortie de la majorité. Si cette rupture, devenue inévitable, donnait une bouffée d'oxygène à la direction du parti face au mécontentement de sa base et à la détérioration de ses rapports avec les masses, il fallait pourtant tout de suite en spécifier la nature et les limites, prendre les devants par l'« autocritique » pour mieux bloquer les critiques et pour relancer à terme le parti sur la voie du gouvernement d'union nationale.

Le lendemain de la rupture, le quotidien du PCI réaffirmait la ligne dans un éditorial intitulé « Nous ne changeons pas d'idée », qui expliquait : « *La politique d'union nationale est l'instrument principal pour amener de larges masses sur des positions toujours plus démocratiques, pour influencer positivement sur l'orientation et l'activité politiques de partis comme la Démocratie chrétienne dans lesquels existent toujours des contradictions et des divergences ouvertes.* » Il poursuivait en annonçant une « opposition constructive » au gouvernement.

Dans cette première phase l'explication de la rupture par la direction du PCI s'oriente sur deux thèmes qui montreront rapidement leurs limites : la dénonciation de l'« égoïsme » de la bourgeoisie et celle de la mauvaise application, par les militants, d'une juste politique.

Il semble bien que, plongée dans les méandres institutionnels et

les négociations gouvernementales, elle n'ait pas mesuré l'ampleur du désarroi qui traversait les rangs de son parti, du malaise des militants qui voulaient comprendre ce qui n'avait pas marché, et où ils allaient. Et c'est la préparation du XV<sup>e</sup> congrès (avril 1979) qui va lui en donner l'occasion. Il lui faudra alors fournir d'autres explications, ce qu'elle s'efforcera de faire avec toutes les difficultés découlant de la nécessité de critiquer une orientation politique qu'on se propose de maintenir de toute façon.

Le projet de thèses pour le XV<sup>e</sup> congrès s'essaie à cette tâche en expliquant « *les limites de compréhension de la phase nouvelle de bataille politique; le hiatus entre l'attention portée au travail dans les institutions et au rapport entre les forces politiques d'un côté et l'initiative visant à promouvoir des mouvements unitaires des larges masses autour d'objectifs et de problèmes concrets de l'autre, ... la politique d'unité qui a parfois été pratiquée de façon à aplatir la physionomie et l'initiative autonome du parti.* »<sup>5</sup>. De nombreux articles sur ce thème seront publiés dans la presse du parti, qui, s'ils donnent beaucoup d'exemples des limites et des difficultés de l'action du PCI, n'en définissent jamais l'origine dans la politique même du compromis historique, c'est-à-dire de la collaboration de classe institutionnalisée, et dans la politique d'austérité.

Le congrès lui-même ne donna pas lieu à de réels affrontements sur le fond. D'une part parce que la gauche d'Ingrao ne rejette pas le compromis historique et n'en critique que les formes d'application et, d'autre part, parce que l'annonce, le jour même de l'ouverture du congrès, de la dissolution des Chambres et des élections anticipées allait porter toute l'attention des congressistes sur la préparation de la campagne électorale (l'élection des organes dirigeants du parti, à part le CC, sera repoussée au lendemain des élections).

## L'effondrement électoral

Ce report n'était pas vraiment un répit pour la direction du PCI, car un parti peu convaincu, pressé de critiques, de questions et de reproches de la part des électeurs risquait de voir son malaise s'accroître et parce que le durcissement « militant » du PCI dans la propagande électorale pouvait être pris au pied de la lettre par les militants et les travailleurs.

La campagne électorale va se mener sur trois registres :

- un bilan « globalement positif » de l'union nationale qui a empêché le chaos de l'économie et de l'ordre public;
- s'il y a eu une erreur c'est d'avoir accepté de pratiquer l'union nationale « à moitié », dans la majorité mais pas au gouvernement;

— des redressements tactiques seront faits dans la propagande : la dénonciation du chômage (alors que c'est Lama qui revendiquait le droit pour les patrons de se débarrasser des travailleurs « excédentaires »); la présentation sur les listes du PCI de juriste démocrates qui avaient dénoncé la loi Reale sur l'ordre public (que le PCI présentait comme une garantie démocratique); la redécouverte de la jeunesse et de ses problèmes spécifiques (ces mêmes jeunes que Berlinguer traitait de « porteurs de peste » et de « nouveaux fascistes » quelques mois plus tôt); et on a même vu apparaître une timide démagogie sur les salaires !

Parallèlement, la direction du PCI proposait — et cela était déjà présent dans les thèses de son congrès — le renforcement de l'unité avec le PSI, dans le cadre de l'union nationale. Si cette proposition répondait à des aspirations unitaires de la base ouvrière du parti, elle remplissait surtout une fonction politique bien précise : faire pression sur le PSI — en tendant une perche à son aile gauche — pour empêcher que celui-ci se déclare disponible à un nouveau centre-gauche.

Mais toute la campagne électorale du PCI restera marquée par la contradiction fondamentale dans laquelle il se trouve : il tient sa force électorale à la fois du fait qu'il s'appuie sur la force ouvrière et qu'il se présente comme réformateur (au sein) du système et gagne ainsi des voix de secteurs petits-bourgeois. Or, s'il prône, ou pratique trop la collaboration il craint de perdre des votes ouvriers et s'il durcit trop le ton il craint de perdre l'électorat petit-bourgeois.

Les résultats électoraux vont faire l'effet d'une douche, non pas froide, mais glacée, pour l'ensemble des militants communistes et leur direction :

— le PCI perdait 4 % des voix au niveau national et reculait pour la première fois depuis la guerre;

— ce recul était particulièrement sensible dans le sud (7 % à Naples, 6 % en Sicile et en Calabre), dans les quartiers ouvriers des grandes villes (à Turin : 7,6 % à Mirafiori nord, 12,5 % Via Artom et 14 % à Mirafiori sud) et chez les jeunes (perte de 10 %);

— ces voix ne se transféraient pas à droite (la DC reculait aussi) mais à l'extrême gauche (PDUP et Parti radical, vu la confusion du vote pour ce dernier parti) et à l'abstention.

On peut aisément comprendre l'effet de ces résultats sur une direction qui mesure ses succès à l'aune électorale et qui perdait ainsi son principal argument — son avancée électorale permanente — pour justifier sa politique. Sa première réaction sera d'enregistrer cette baisse et de rassurer le parti : « *Nous sommes face à une baisse sensible de nos voix par rapport à juin 1976 et nous évaluons bien toute la portée de cette baisse. C'est la première fois qu'un événement de*

ce type se produit. Nous ressentons nous aussi, comme tous nos cadres et nos militants, de l'amertume et une certaine déception. [Pourtant] dans le contexte italien et européen actuel les voix du PCI ont une solidité et une consistance différentes des autres fois. »<sup>6</sup>

Elle n'ira pas beaucoup plus loin car la semaine suivante il y a les élections européennes, qui... confirment la tendance.

L'embarras du PCI se mesure à son incapacité à prendre l'offensive pour expliquer son recul. Quand il le fait c'est à partir d'arguments « objectivistes » : « *Les questions d'analyse politique générale, le bilan de l'union nationale, les résultats et contradictions de notre action de changement se présentent de façon indissolublement liés avec des phénomènes de bouleversements et de crise de la société italienne.* »<sup>7</sup> C'est une ligne de défense bien faible qui sera pourtant maintenue, car la tâche d'un parti ne se réduit pas à l'analyse de la situation objective, mais à agir pour la changer. Et c'est là-dessus qu'on le juge.

### Le comité central de juillet 1979.

C'est au comité central de juillet 1979 que la direction va présenter ses explications et ses propositions. Si le rapport de Berlinguer est plein d'autocritiques marginales, il commence par un avertissement : « *Les camarades qui pensent que la leçon à tirer des résultats électoraux est qu'il faut changer de ligne se trompent* », et il poursuit en disant que l'autocritique ne doit pas concerner les choix politiques, mais « *la façon dont ils ont été présentés et vécus* »<sup>8</sup>. C'est-à-dire en somme que les fautes sont celles des militants. D'ailleurs les « autocritiques » du rapport de Berlinguer toucheront essentiellement le manque d'initiative du parti, l'incapacité de la FGCI à saisir les problèmes de la jeunesse... et il conclura en présentant le même orientation sans en changer une virgule.

L'attitude de la direction du PCI est facile à comprendre et relève du pur conservatisme d'appareil : il lui fallait éviter que le traumatisme des élections ne se traduise par une dynamique incontrôlable parmi les militants les poussant à une réflexion autonome à la base d'où pourrait surgir des phénomènes de rupture entre celle-ci et l'appareil, alors que la direction a toujours besoin que les militants lui délèguent leur confiance.

Et c'est ainsi qu'au lendemain du CC, la presse du PCI lancera une vaste campagne pour regonfler le patriotisme du parti et rappeler en permanence la justesse de sa ligne. Dans les revues à diffusion plus restreinte elle ouvrira, assez largement d'ailleurs, une soupape de discussion sur les « limites » de son action. Mais tous les articles,

souvent très critiques, n'ont qu'un objectif : réfléchir sur comment « bien appliquer » le compromis historique.

La tâche est d'autant plus difficile qu'au même moment se déroulent les luttes pour les contrats dans la métallurgie (la catégorie de travailleurs la plus unie et la plus combative) qui donnent lieu à des mobilisations comme on n'en avait pas vu depuis 1969 et 1973. Ce regain de combativité était aussi bien une réaction élémentaire des travailleurs signifiant au patronat que le recul électoral du PCI ne lui laissait pas la voie libre pour lancer son attaque, qu'une nouvelle manifestation du refus de l'austérité et de la discipline des luttes proposées par les directions syndicales et du PCI. A Turin, chez Fiat, les travailleurs envahiront la ville (blocage des bus, occupation des locaux du journal *La Stampa* et de la télévision), la participation sera massive et les militants communistes seront souvent au premier rang.

Cette combativité inquiète la direction du PCI qui, en juin déjà, dénonce les formes de lutte de la FIAT : « *Il y a des années que l'on parle de violence dans les usines. Périodiquement la question réapparaît dans la presse et dans la bataille politique avec, en général, pour effet, de soulever des nuages de poussière pour cacher les problèmes réels. Voyons un peu. On a maintenant d'amples informations sur l'existence de noyaux clandestins dans les usines ou de noyaux qui ont des rapports avec des formations terroristes et ceux-ci peuvent justement agir parce qu'ils ne sont pas identifiés.* »<sup>9</sup> On retrouvera la même argumentation dans la lettre de licenciement que la FIAT enverra à 61 syndicalistes en octobre !

Cette lutte des métallurgistes se conclura le 22 juillet à Rome par une manifestation de 100 000 travailleurs, l'une des plus combatives et des plus colorées de ces dix dernières années. Ce regain de combativité fait bien comprendre à la direction communiste – qui s'en montre la première surprise d'ailleurs ! – que sa sale besogne, accomplie avec constance depuis trois ans, n'a pas encore réussi à démoraliser et à démobiliser les secteurs clés de la classe ouvrière.

Elle ressent d'autant plus le besoin de rappeler fermement que sa ligne demeure celle de la non-opposition, du retour le plus rapidement possible à l'union nationale. Enrico Berlinguer – fait extrêmement rare – écrit l'éditorial de rentrée de *Rinascita*, pour faire le point sur « Le compromis historique aujourd'hui ». Le compromis est toujours plus à l'ordre du jour, y explique-t-il, et son contenu demeure le gouvernement d'union nationale et les sacrifices. La seule innovation réside dans un développement sur la « finalité de la production », le « pourquoi produire » qui semble être la nouvelle feuille de vigne idéologique qu'a trouvée la direction communiste pour couvrir la politique d'austérité<sup>10</sup>.

## Introduire une « rigoureuse moralité » dans la lutte de classe !

Aucun doute ne sera plus permis sur la ligne d'action du PCI après son intervention au cours des luttes qui vont se développer en octobre quand la FIAT licencie 61 syndicalistes qu'elle accuse de « terrorisme ». Tout d'abord le PCI – tout comme les sommets syndicaux – ne lève pas le petit doigt pour les défendre et se contente de demander à la FIAT de prouver ses accusations.

La mobilisation des ouvriers et de la FLM (syndicat unitaire de la métallurgie) qui prennent fait et cause pour les licenciés l'obligera à élever la voix contre l'attaque d'Agnelli, mais elle en profitera pour lancer un débat sur les formes de lutte qui est un véritable coup de poignard dans le dos des travailleurs et leurs actions. On peut en mesurer le ton avec les quelques exemples suivants.

Dans *Rinascita*, Gerardo Chiaromonte, membre du secrétariat du PCI, s'exclame : « *C'est nous qui accusons les principaux dirigeants de la FIAT d'avoir fait obstacle au cours des derniers mois à toutes nos initiatives visant à faire de la lutte contre le terrorisme une lutte de masse à l'intérieur de l'usine.* » Que les « 61 » soient des « terroristes » ne semble pas faire l'ombre d'un doute pour lui ; mieux, si on avait laissé faire le PCI, cela fait longtemps que la FIAT en aurait été débarrassée !

Pour porter le débat plus avant, il aborde la question des formes de lutte, traçant un lien de parenté explicite entre luttes dures et terrorisme. « *Peut-on dire que le mouvement syndical – et aussi les communistes – ont toujours réagi avec une clarté explicite et avec l'énergie nécessaire face à des formes de lutte erronées et dangereuses, comme celles par exemple qui ont eu lieu à la FIAT en juillet dernier dans la dernière phase de la très dure bataille contractuelle ? Non, on ne peut pas le dire, même si, évidemment, en ce qui concerne les ouvriers communistes de la FIAT, on pourrait citer de nombreux exemples de lutte courageuse et d'engagement extraordinaire contre la violence et le banditisme. Mais on ne peut pas dire que notre action d'ensemble ait été ce qu'elle aurait dû être face à des actes spécifiques de violence et également face à d'autres faits de la vie interne des établissements turinois de la FIAT qui aujourd'hui sont connus et qu'une force révolutionnaire ne peut et ne doit pas tolérer. Aux justes prises de position n'ont pas toujours succédé des actes politiques et également organisationnels conséquents. Souvent on a laissé aller, ou on a pensé qu'il était plus juste de se taire. Parfois on a même vu apparaître dans un journal syndical de Turin des positions erronées qui ne s'opposaient pas nettement au terrorisme et à ses manifestations dans l'usine.* »<sup>11</sup>

Dans le même numéro du journal, un journaliste n'y va pas par quatre chemins pour faire siennes les raisons de la FIAT : « *La FIAT a posé un problème réel (la violence systématique comme moyen de lutte et le terrorisme dans l'usine)* » ; à partir de là elle a lancé une manœuvre visant à « *résoudre, à sa façon, un autre problème réel (la « gouvernabilité » des grandes entreprises)* ». Ce journaliste qui ne donne pas dans la subtilité n'hésitera pas à conclure : « *Parmi les « 61 », il y en a qui parlent d'égalitarisme, de lutte contre le commandement capitaliste et de tant d'autres choses typiques d'une culture, d'un mouvement théorique et d'un courant politique organisé actuellement déferé devant le parquet de Padoue* » !<sup>12</sup> Parlera-t-on bientôt de « crime culturel » et de « crime théorique », au sens propre, au PCI ?

Et pour être bien convaincus, laissons la conclusion à Bruno Trentin, fleuron quelque peu fané de la « gauche syndicale » italienne : « *Le problème de la « gouvernabilité » (c'est-à-dire du fonctionnement de l'entreprise avec un minimum d'efficacité et des relations industrielles suffisamment souples) existe réellement. Il s'est accentué dans la dernière période également à cause des profondes transformations survenues dans la classe ouvrière et dans la formation de nouvelles générations. Des valeurs qui, dans le passé, constituaient les canaux à travers lesquels passait une certaine organisation hiérarchique du travail ne sont plus vécues comme telles [c'est bien Trentin qui avait été dans les années soixante à la tête du courant de lutte contre l'organisation capitaliste du travail, qui parle]. Nous ne devons avoir aucune indulgence pour certaines formes de banditisme [ ? ], des faits réels de violence que l'on connaît bien [...] Quand des épisodes de ce genre se sont produits, trop souvent nous avons été passifs; nous avons dénoncé les faits les plus graves, mais peut-être n'avons-nous pas affronté le problème plus général d'une violence plus diffuse qui exprime de façon déformée une protestation ouvrière que, sous ces formes, nous devons combattre. Je comprends également le blocage des routes, des trains, des aéroports comme une tentative de sortir de l'isolement. Mais je suis convaincu que ces formes de lutte finissent par être improductives, elles vont au-delà de la cible, elles perdent de vue l'objectif et introduisent dans le conflit social et dans la lutte politique des risques de dégénérescence qui peuvent se multiplier.* »

Et le mot de la fin : « *Nous devons introduire dans la lutte de classe une rigoureuse moralité !* »<sup>12</sup>

Comme on peut le voir, à l'opposition, le PCI fait preuve d'autant de zèle pour s'aligner derrière les exigences patronales qu'il en avait déployé lorsqu'il se trouvait dans la majorité gouvernementale.

## Une profonde crise d'identité et d'orientation

Pourtant cette politique de rouleau compresseur ne suffit pas, loin de là, à calmer les incertitudes et le malaise qui traversent le parti et se manifestent dans tous les secteurs.

Dans un parti comme le PCI qui prétend concilier l'avance dans les institutions en collaboration avec la bourgeoisie et le développement de luttes de masse pour une transformation de la société, les tiraillements en son sein s'opèrent inévitablement de deux côtés : d'une part chez ceux qui veulent aller plus loin dans la collaboration, de l'autre chez ceux qui souhaitent un retour à une politique anti-capitaliste. Toutefois, avant de voir comment ces deux tendances se manifestent au sein du PCI, il faut aborder une question plus globale, qui est en fait le lien entre tous les éléments du malaise : la crise générale d'identité du parti.

Celle-ci se pose en termes particuliers pour le PCI, à la fois parce que, contrairement au PCF, il domine largement la gauche italienne et n'a pas de concurrent sérieux en tant que parti ouvrier, et parce qu'il a l'expérience la plus avancée — pour un PC — de pénétration et de gestion des institutions de l'Etat bourgeois (de la gestion des administrations régionales à la participation à la majorité gouvernementale). Il est aussi le PC qui s'est le plus attelé à une redéfinition de ses liens avec son passé — l'Internationale communiste et Moscou — et de son héritage idéologique (quelles que soient les multiples contorsions et falsifications qu'une telle redéfinition implique et que l'on ne peut pas aborder ici).

Cette crise d'identité ne se pose donc pas, pour le PCI, dans la concurrence avec une autre organisation, mais dans les rapports conflictuels et incertains entre sa propre histoire, sa politique actuelle et son devenir de parti communiste qui a rejeté le « modèle » soviétique sans l'avoir remplacé par un autre projet de transformation de la société. Ce vide, doublé d'une pratique tacticiste, risque de le transformer aux yeux des masses, et de ses militants (qui perdent ainsi toute vision à long terme du but de leur engagement) en un parti comme les autres et risque de distendre dangereusement des liens tissés par une histoire, difficile certes, celle du mouvement ouvrier italien et international, liens qui lui sont indispensables dans ses négociations avec la bourgeoisie.

Togliatti avait bien compris ce danger quand il engagea le PCI sur les rails de la « voie italienne au socialisme » et du « polycentrisme ». Il nourrit alors ses cadres, à forte dose, d'idéologie antifasciste, profondément ancrée dans la société italienne (et son « projet de société » se limitait à l'application de la constitution républicaine) et, à une dose beaucoup plus faible, de ceux des écrits de Gramsci qui

ne posaient pas trop de problèmes à son esprit mal déstanilisé<sup>13</sup>. Mais ces voiles idéologico-conceptuels se montrèrent bien trop légers au fur et à mesure que le parti, sous la direction de Berlinguer, progressait dans sa « longue marche à travers les institutions ». Marche à tâtons que le « compromis historique », formule journalistique devenue concept, n'éclaire guère.

Entendons-nous : la direction du PCI a un projet de transformation de la société, matérialisé dans le compromis historique, la collaboration de classe institutionnalisée. Pour utopique qu'il soit, il existe, et il serait absurde de réduire la politique de Berlinguer à sa volonté de défaire la classe ouvrière. La politique du PCI est totalement contre-révolutionnaire en ce sens qu'il veut bloquer la révolution, mais avec l'illusion de pouvoir la remplacer par un processus de réformes et de transformations graduelles qui garantissent ses intérêts de bureaucratie. Vu la nature même de ce projet, et des alliances qui le sous-tendent, il est extrêmement ardu de lui trouver une couverture idéologique qui ne craque pas à chaque tournant tactique un peu brusque, ce qu'une telle politique implique inévitablement. Le parti attrape alors le mal de mer et le doute commence à y pénétrer. La direction du PCI ne peut échapper à ce problème, et c'est un de ses points sensibles : dans les moments les plus tendus (les nombreuses manifestations de refus de l'austérité dans les syndicats, par exemple) elle dénonce l'« égoïsme » et le « corporatisme » des travailleurs qui gardent une « vision étroite » de classe; quand elle veut en donner une explication elle reproche à ces mêmes travailleurs, après un si long temps passé dans l'opposition, de ne pas avoir acquis de « culture de gouvernement ». Elle fait ainsi une pirouette conceptuelle de plus pour faire retomber sur les travailleurs ses propres carences.

La direction du PCI a montré qu'elle était consciente des risques que son aplatissement idéologique et sa pratique politicienne pouvaient entraîner pour la santé de son parti. A l'automne 1977 (en juillet elle venait de signer l'accord prommatique avec la la DC) elle publiait et organisait une vaste campagne d'explication autour de son *Projet à moyen terme*, campagne qui fut un fiasco total car elle révélait l'incapacité de faire cadrer la politique d'austérité avec un projet de transformation profonde en faveur des larges masses. Le *Projet...* tomba dans les oubliettes.

En février 1978 (tout juste après le tournant de l'EUR des syndicats), elle organisa à Naples une grande conférence de ses cadres ouvriers qui, si elle réussit certes, par sa composition, à rappeler que le PCI était un grand parti ouvrier, ne fut pas exempte de malaise, vu son thème central : comment appliquer l'austérité dans les entreprises ?

Le malaise de beaucoup de travailleurs communistes s'est traduit soit par la démobilisation et la passivité, soit par une tendance à manifester leur opposition à la ligne de leur parti dans le cadre du syndicat et dans les luttes. (On pourrait donner des dizaines d'exemples de ce phénomène, rappelons-en deux : en automne 1976 dans de nombreuses usines, les propositions de sacrifices présentées par les dirigeants syndicaux communistes furent souvent mises en minorité par les ouvriers du PCI eux-mêmes ; et, récemment, au cours de la lutte pour les « 61 » les ouvriers communistes de la FIAT se sont ouvertement opposés à leur direction.)

Les exemples sont si nombreux que la presse du PCI est obligée d'en rendre compte. Ainsi Gerardo Chiaromonte, envoyé au congrès local du PCI de l'Alfa sud (février 1979), rapporte avec des formules sybillines : « *Un accord général est apparu sur les positions politiques que nous avons prises au cours des dernières semaines [la rupture avec la majorité – NDLR], même si, dans quelques interventions les références à l'expérience des deux dernières années m'ont semblé marquées non pas par la recherche indispensable et l'évaluation des erreurs commises, mais par différents types d'orientations sectaires ou par une compréhension imparfaite des objectifs d'une grande force démocratique et populaire comme la nôtre.* »<sup>14</sup> Dans *Rassegna Sindacale*, l'hebdomadaire de la CGIL, Luciano Lama reconnaît que « *le problème a été et est toujours celui de convaincre les travailleurs d'accepter la ligne adoptée depuis un moment par la direction.* »

De même, un débat avec des dirigeants du PCI de la FIAT au lendemain des élections montre bien dans quelle situation malaisée se trouvent les ouvriers communistes : « *On se rappelle bien qu'aucun communiste n'arrivait à parler dans les assemblées, à la fin on se taisait complètement. Tous les groupes nous agressaient : maintenant vous y êtes aussi au gouvernement. La ligne de l'austérité était difficile à expliquer, à faire passer, et chacun pouvait l'instrumentaliser et c'est d'ailleurs ce qui s'est passé. Et trop de nos camarades alors ont pensé : mieux vaut rester à l'opposition. Et en effet, ces derniers mois [après le retour à l'opposition – NDLR] ces camarades ont repris courage et ont recommencé à militer.* »<sup>15</sup> Un autre : « *La difficulté que nous avons à discuter la ligne du parti entre nous s'est répercutée sur notre capacité à la discuter avec les autres.* » Il souligne que : « *Beaucoup de vieux ouvriers qui ont quand même voté PCI n'étaient pas d'accord que nous fassions alliance avec les démocrates qui nous ont tapé dessus depuis trente ans.* » Ou encore : « *Nous avons été attaqués en permanence au cours de ces trois années : la loi sur l'échelle mobile, le ticket sur les médicaments. Il semblait que chacun d'entre nous en portait un peu la responsabilité !* »<sup>15</sup>.

C'est cette passivité et ce transfert du mécontentement dans le

syndicat qui expliquent le peu de succès jusqu'ici de la « ligne des sacrifices » dans les entreprises. Ils expliquent aussi, en partie, pourquoi il n'y a pas d'opposition organisée d'une certaine consistance au sein du PCI ou de rupture ouverte. L'autre raison étant l'absence criante de direction politique alternative, et les travailleurs qui sont conscients de la nécessité et de la possibilité d'un changement politique d'ensemble ne voient toujours que le PCI – malgré les critiques qu'ils lui font – pour le réaliser.

La déchirure entre le PCI et la jeunesse s'est manifestée de façon bien plus brutale et a eu des répercussions très fortes sur l'organisation jeune, la FGCI. En 1977, la direction du PCI avait choisi consciemment de sacrifier la jeunesse – à qui elle ne pouvait rien offrir vu sa politique d'austérité. Et donc, au lendemain de l'échec électoral, particulièrement dramatique chez les jeunes, la direction du PCI en fit porter la responsabilité à la FGCI l'accusant de n'avoir rien compris aux problèmes qui travaillaient la jeunesse. La direction de la FGCI essaya de réfléchir aux causes de ses échecs et elle ne pouvait qu'en arriver à une ébauche de critique de la ligne du parti. Ainsi d'Alema, secrétaire de la FGCI écrivait-il dans *Rinascita* : « *Nous n'avons pas assez compris les rapports entre les problèmes de la vie et de la liberté et la transformation sociale. Une partie de nos voix jeunes de 1976 avait un caractère « radical », et quand ces rapports se grippent, les orientations générales changent : trop de choses n'ont pas fonctionné, la réforme manquée de l'école, l'échec de la loi sur l'emploi des jeunes, etc. Il y a eu perte de confiance dans une transformation sociale capable de changer la vie. Les deux termes se sont scindés et nous en avons payé les conséquences.* »<sup>15</sup>

Il n'ira pas beaucoup plus loin cependant dans cette réflexion. A la rentrée 1979 le journal de la FGCI, *La Città futura* s'essaya à un langage nouveau, abordant de nombreuses questions ignorées, sinon dénoncées, jusqu'ici. Mais la direction du PCI comprenant bien qu'il ne fallait pas soulever une série de problèmes auxquels sa politique d'austérité ne permettait pas de répondre et que son œuvre moralisatrice réprouvait, a coupé court à cette timide expérience de la façon la plus brutale : en arrêtant la publication du journal. La raison donnée officiellement fut sa situation matérielle, mais dans une interview à *l'Espresso*, Adornato, directeur du journal expliquait : « *Città futura pouvait et devait vivre, mais on ne le lui a pas permis [...] à cause surtout de la réticence de la direction du parti à accepter un discours vraiment neuf sur les jeunes.* » Quelques jours plus tard, il publiait un « rectificatif » dans *l'Unità*. Comme quoi les bonnes vieilles méthodes servent toujours en cas de difficultés ! Mais on peut douter qu'elles permettent au PCI de résoudre ses problèmes avec la jeunesse.

On pourrait croire que, au moins dans un secteur, le PCI ne connaît pas trop de problèmes : celui, très fort, des administrateurs communistes, favorisé par ces trois années d'union nationale. Et pourtant, là aussi, des inquiétudes se font jour, pour des raisons bien particulières, il est vrai. Les tensions se sont en effet multipliées au cours de ces dernières années entre les groupes d'élus et de gestionnaires du PCI, qui ne voulaient pas être gênés dans leur politique par les structures normales de direction du parti au niveau local, et les militants du parti qui se voyaient toujours plus transformés en propagandistes de l'action des communes ou régions « rouges ». Certains des administrateurs allèrent même jusqu'à proposer une modification de la structure du parti qui placerait les leviers de direction entre les mains des groupes d'élus.

Une autre cause d'inquiétude touche ce secteur : un des aspects de la politique du « gouvernement des sacrifices » soutenu par le PCI a été de réduire de façon drastique les subventions aux administrations locales, obligeant celles-ci à appliquer à leur niveau la politique d'austérité (frappant les hôpitaux, les logements, les écoles, les transports...), avec la baisse de popularité que cela entraîne. Ainsi, un des éléments qui fait la force de la propagande du PCI, son image de bon gestionnaire et sa politique sociale s'est rapidement ternie, jouant pour beaucoup dans sa baisse aux élections. Diego Novelli, maire communiste de Turin reconnaît : « *Il est vrai que le PCI a perdu des voix dans les quartiers où vivent les pauvres et les marginaux. Mais c'était des quartiers où, jusqu'à il y a quelques années, moins de 10 % payaient le loyer. Aujourd'hui, 65 % le paient. On ne peut pas assainir une situation sans problème.* »<sup>15</sup> Enfin, évidemment, maintenant que leur parti est dans l'opposition, le malaise s'est accru pour ces administrateurs apeurés à l'idée d'un retour à une activité plus « militante » qui les mettrait en contradiction avec leur gestion quotidienne de l'austérité. Et tout cela à quelques mois des élections régionales !

Amendola, dans son fameux article publié fin octobre dans *Rinascita*, traduisait bien l'état d'esprit de ce secteur, essentiel, du parti, qui a un intérêt matériel immédiat à l'application du compromis historique. Les premiers accusés par Amendola sont les travailleurs et les conseils d'usine qui n'en font qu'à leur tête. En outre : « *Les revendications se sont accrues de façon incontrôlée avec un nivellement progressif des rétributions, avec un égalitarisme exacerbé [...] et ce n'est que dans la dernière période, grâce surtout à Lama, que l'on a reconnu que le salaire ne peut pas être considéré comme une variante indépendante de la productivité* ». L'inflation ? Elle est due « *aux hausses de salaires et à la défense acharnée de l'échelle mobile* ». Le chômage ? Selon Amendola il n'est pas dû à l'absence

d'emplois (il y en aurait en abondance), mais au fait que les « *jeunes, diplômés, refusent des offres de travail qui ne correspondent pas à leur aspiration à un emploi de fonctionnaire stable, avec des perspectives de carrière et de retraite assurées dès le départ* ». Les grèves ? Il y en a eu et il y en a trop, et par cette multiplication, le « *syndicat travaille pour un gouvernement autoritaire [et] cette fréquence des grèves ouvre la voie au fascisme* » ! En conclusion, il ne faut pas demander tout (les sacrifices) et le contraire de tout (des contreparties). Oui aux sacrifices tout court ; oui aux licenciements et à la hausse de la productivité ; oui, donc, à une plus forte exploitation dans un seul but : sauver le capitalisme italien<sup>16</sup>.

Face au tollé provoqué par cet article dans le parti, la direction a répondu par une manœuvre habile. Elle était à la fois préoccupée de l'état de ses rapports avec les masses et sa base et de la nécessité d'exprimer son accord sur l'essentiel de ce que disait Amendola. Après tout, on trouve mot pour mot ce qu'il a écrit dans de nombreux discours ou articles d'autres dirigeants communistes et, bien naïf serait celui qui pense que Amendola a publié son long article dans *Rinascita* sans l'assentiment de Berlinguer. Les principaux dirigeants du PCI ont donc pris la plume ou la parole pour « attaquer » Amendola, mais sur un seul registre : le fait qu'il n'inscrive pas ses exigences de sacrifices dans une perspective de changement. Au comité central, Berlinguer le lui dit clairement : mais si nous disions les choses comme toi, nous aurions demain les ouvriers dans la rue contre nous. Or pour aller au gouvernement d'union nationale il nous faut renforcer nos liens avec les masses. Il faut donc, dans nos discours, continuer à demander tout et le contraire de tout pour mieux faire appliquer l'austérité.

L'opération a été si bien menée que, à ce comité central, la gauche d'Ingrao qui aurait pu saisir l'occasion, n'a même pas pris la parole et que, contre un Amendola qui voudrait imposer tant de sacrifices aux travailleurs, Berlinguer apparaît comme celui qui leur propose une transformation profonde de la société !

## Le paternalisme bureaucratique

Des tiraillements, la direction du PCI en connaît également avec les intellectuels, à l'extérieur comme à l'intérieur du parti. Berlinguer leur avait pourtant assigné un rôle important puisque c'est devant une assemblée d'intellectuels du parti, au théâtre Eliseo, à Rome, qu'il présentait, en janvier 1977, son fameux discours sur *l'Austérité, occasion de transformer la société*. La fonction du discours et de l'assemblée était bien précise : le PCI venait de dire oui à

tous les sacrifices imposés par le gouvernement Andreotti (mis en place en août 1976 grâce à son abstention); il lui fallait maintenant enrober la marchandise dans un discours qui lui donne une certaine envergure idéale (d'où les grands développements à propos de l'entrée des peuples du tiers monde sur la scène de l'histoire, sur une moralité nouvelle contre le vulgaire *consumismo*, etc.). Sur ces grandes lignes, les intellectuels du PCI devaient maintenant plancher. Mais cet os à ronger apparut vite bien maigre (ce n'est pas une image : le discours de Berlinguer disait aussi qu'il fallait manger moins de viande !). Et la liberté de recherche et de débat dont se vante le PCI apparaissait bien limitée, enfermée comme elle l'était dans le carcan de l'union nationale ! La direction fut bien obligée de reconnaître que cette campagne idéologique autour de sa proposition d'austérité ne démarra jamais, pas plus que celle autour du « projet à moyen terme ». En juin 1978, Aldo Tortorella, responsable du secteur intellectuel reconnaît, avec une de ces formules dont le PCI a le secret : « *A un maximum d'alliances politiques a correspondu un maximum de solitude sur le terrain idéal !* »<sup>17</sup>

A ce problème général s'est ajouté une rupture importante autour de la question des libertés démocratiques – thème particulièrement sensible dans de nombreux milieux intellectuels – quand le PCI lança sa campagne furibonde de défense de l'ordre public, des institutions et des lois répressives bourgeoises. Les nombreux intellectuels qui se sont élevés contre cette politique criminelle pour le mouvement ouvrier ont été soumis à une violente campagne de dénonciation confiée à la plume sans détour de Giorgio Amendola. Celui-ci saisit l'occasion d'un article de L. Sciascia expliquant pourquoi il aurait refusé d'être juré au procès des Brigades rouges, pour dénoncer le « *défaitisme des intellectuels [...] Ce n'est pas l'heure de la fuite et des capitulations individuelles et collectives [...] Ceux qui ne défendent pas l'État républicain contre le terrorisme sont des lâches.* »<sup>18</sup> Campagne qui, on peut l'imaginer, contribua à rafraîchir quelque peu les rapports entre les intellectuels et le PCI et explique en bonne partie sa « *solitude sur le terrain idéal* ».

Cette question de l'ordre public demeure brûlante avec l'enquête, dite du « 7 avril », autour des Autonomes de l'université de Padoue (Toni Negri et ses camarades). Le PCI ne s'est pas ému de l'absence totale de fondements et de preuves dans ces arrestations et cette enquête, autres que les idées défendues par les accusés (il fait sans doute confiance à la police italienne pour forger de solides), et certains de ces plumitifs zélés n'hésitent pas, comme on l'a vu plus haut, à parler de mise en procès d'un « courant culturel et théorique ». Certains intellectuels du PCI (en particulier ceux qui avaient fondé *Potere Operaio* avec Negri) se sont désolidarisés de leur parti

en signant un appel qui dénonçait les irrégularités de l'enquête. La direction n'a pas hésité une minute à les dénoncer publiquement et, quelques jours plus tard, Cacciari, l'un des signataires, publiait son « autocritique » dans *l'Unità* !

À la rentrée 1979 le PCI lançait un débat désolant de vide sur ce qui n'allait pas dans sa politique envers les intellectuels. Pour Tortorella, si les campagnes idéologiques du PCI ont échoué la raison est toujours la même : les violentes attaques dont il est l'objet de toutes parts et, surtout, le fait que les intellectuels sont victimes comme les autres de la division du travail et sont donc profondément marqués par des idéologies corporatistes<sup>19</sup>.

Dans ce débat, seules quelques interventions s'approchent du nœud du problème. C'est le cas de celle de Cacciari qui explique : « *D'un côté, le débat culturel est « séparé » des processus de formation des décisions et, de l'autre, l'équidistance programmatique entre les différentes propositions favorise celles qui sont « à l'ombre du pouvoir.* »<sup>20</sup> Asor Rosa aussi souligne la nécessité de discuter de la ligne du parti et non pas des problèmes sectoriels et insiste sur l'absence de lien entre le débat et les prises de décisions<sup>21</sup>.

Il touche là, évidemment, un point crucial – et sensible – celui du fonctionnement interne du PCI. Quand on observe ce parti, on est toujours surpris par la capacité de la direction à trouver des médiations entre tous les secteurs et les mécontentements. Nous ne reprocherons pas au PCI – comme beaucoup le font en Italie – de se réclamer du centralisme démocratique, mais plutôt de substituer au centralisme démocratique un *paternalisme bureaucratique*. On ne peut pas prétendre que les débats ultra-généraux, verbeux à souhait, jamais spécifiques et jamais tranchés par des décisions, comme cela se fait dans le PCI, et l'obéissance à la direction soient les deux termes du centralisme démocratique. Celui-ci implique un débat démocratique organisé à tous les niveaux du parti, autour de questions précises d'orientation qui soient tranchées par des votes exprimant des majorités et des minorités suivi ensuite par la discipline – pour tous – dans l'action. Quand on voit la pratique du PCI on comprend que parfois il n'y a pas de meilleur moyen de tuer le débat que de le noyer sous les débats. Pour la direction, tant que ceux-ci s'allongent dans la presse spécialisée du parti ou dans des séminaires *ad hoc* où les intellectuels forgent de nouvelles formules, réduisant souvent la discussion politique à un exercice de sémantique, c'est bon. Mais qu'il arrive à quiconque de remettre en cause ouvertement la ligne du parti ou l'action de la direction et c'est le rappel à l'ordre bureaucratique. Comme celui exprimé par Berlinguer à la réunion nationale des secrétaires de fédérations en septembre 1979 :

« *Dans cette situation complexe, nous sommes pressés de de-*

*mandes de débat, de recherche; et on nous pose des questions pressantes : qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui est en train de changer ? Qu'est-ce que nous n'avons pas compris ? Où allons-nous ? Ce sont des questions auxquelles nous devons répondre, et nous devons donc progresser dans le débat, la recherche, sans crainte et sans réticence. Nos centres d'études, les séminaires que nous organisons, notre presse doivent justement servir à ce débat [...] Mais on voit aujourd'hui souvent une perméabilité excessive du parti aux positions des autres. Il y a ceux qui – discutant légitimement du caractère du centralisme démocratique et de son application correcte – ont fini par contribuer à donner de notre parti, de sa vie interne, une image très éloignée de la vérité, presque celle d'un parti non démocratique. Il y a ceux qui ont parlé de fermetures de journaux par une « intervention » d'en haut, ou qui ont décrit dans certains journaux les débats de nos organes dirigeants comme des oppositions fantastiques entre « opportunistes » et « non-opportunistes » [...] Il y a eu enfin ceux qui ont cru opportun de lancer et signer un appel – je me réfère à celui relatif au « 7 avril » – qui n'était pas cohérent avec notre ligne et qui ont, même si ce n'est que momentanément, obscurci (même si ensuite notre réponse et les rectifications ultérieures ont permis de la clarifier) la position limpide du PCI contre le terrorisme. »<sup>22</sup>*

## **Une croisade pacifiste dans les couloirs de l'OTAN !**

Il est une dernière question sur laquelle la direction du PCI commence à rencontrer une opposition, c'est sa politique internationale, sa prise de distance avec Moscou et ses prises de positions autonomes sur toutes les questions internationales.

Ces derniers mois et ces dernières semaines ont confirmé dans la pratique ce choix de la direction du PCI. Celle-ci se place du point de vue d'une force politique de gouvernement d'un État particulier, l'Italie, et détermine ses choix à la fois du point de vue « objectif » des intérêts nationaux de l'Italie et de son besoin de rassurer la bourgeoisie italienne avec qui elle se propose de gouverner. Et l'on connaît dans ce domaine l'audace sans limite de Berlinguer qui prétend construire le socialisme sous le parapluie militaire de l'impérialisme américain.

On se limitera ici à examiner ses positions à propos de l'installation des missiles américains en Europe et de l'attaque soviétique en Afghanistan.

Que la position de Berlinguer sur la question de l'installation de missiles américains Pershing et Cruise en Europe soit pétrie de

contradictions est facile à comprendre. Son acceptation de l'OTAN implique l'acceptation des missiles, mais il comprend aussi que l'installation – prévue – de 80 missiles en Italie renforcera les liens de celle-ci avec les USA, rendant bien moins possible sa participation au gouvernement. Berlinguer a donc mené campagne contre les missiles, aussi bien américains que soviétiques, en demandant un ré-équilibre par le bas des forces militaires entre les deux blocs, demandant même à l'URSS de faire un geste en retirant plusieurs de ses missiles placés à la frontière est de l'Europe capitaliste. Pas un mot pour dénoncer la campagne impérialiste sur la prétendue supériorité nucléaire de l'URSS (au contraire le PCI l'accrédite de fait), pas un mot pour dénoncer le renforcement des armements impérialistes qui se masquent derrière le rideau de fumée de SALT II, mais une simple croisade pacifiste dans les couloirs de l'OTAN.

Quand les troupes soviétiques sont entrées le 4 janvier à Kaboul, la réaction du PCI ne s'est pas fait attendre. Les révolutions, pas plus que les contre-révolutions ne s'exportent, affirme la déclaration du PCI qui dénonce vigoureusement les dirigeants soviétiques qui s'enferment dans la logique des blocs, mettant en danger la détente. Giancarlo Pajetta précisera bien le sens de cette condamnation : *« On ne peut pas oublier que, sur les montagnes afghanes, en même temps que de nombreuses vies soviétiques et afghanes, on a perdu des millions de consensus dans le monde entier, on a jeté la tourmente dans toutes les consciences, on a démobilisé des forces qu'il faut au contraire rendre présentes et actives si l'on veut, et c'est le cas, la coexistence pacifique et l'indépendance des peuples, la reprise du processus de détente et donc la garantie du désarmement [...] En tant que communistes, nous n'avons eu aucune crainte, ni hésitation à traduire par notre condamnation de l'intervention soviétique et par l'expression d'un désaccord sans équivoque avec les communistes d'URSS et d'autres pays du monde notre internationalisme et notre long engagement pour sauver la paix dans l'intérêt de notre pays et du monde entier. »*<sup>23</sup> Ce que Pajetta ne précise pas, c'est que cette action pour « sauver la paix », le PCI la confie en premier lieu et essentiellement aux gouvernements bourgeois et à l'OTAN. C'est tout le sens de la motion présentée par le PCI au Parlement de Strasbourg à majorité réactionnaire contenant entre autres points :

- le Parlement condamne l'intervention d'URSS en Afghanistan;
- il exige le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan;
- il demande aux pays européens membres de l'OTAN d'œuvrer dans cette instance pour faire prévaloir la ligne de la négociation;
- le PCI invite le Conseil des ministres de la CEE à assumer une position commune en faveur de la détente et de la paix.

Et un éditorial du 18 janvier de *Rinascita* rappelait bien : « Ce

qui est en discussion, il est opportun de le rappeler encore une fois, ce ne sont pas les alliances politiques et militaires que notre pays et d'autres pays européens ont contractées avec les États-Unis et auxquelles personne ne demande de renoncer, ce dont il est question, c'est de l'Europe communautaire, comme nouveau sujet de relations internationales, et de sa capacité à se doter d'une politique propre. »

Ainsi, si le PCI condamne en toute indépendance l'intervention des troupes soviétiques, non seulement il ne dit pas un mot sur les agissements de l'impérialisme, mais il se retire derrière les institutions européennes impérialistes pour mener sa bataille pour la paix. Ces prises de position sont importantes, car si on était habitué aux déclarations d'indépendance du PCI par rapport à Moscou, c'est la première fois qu'il passe aux actes.

Face à la crise internationale et italienne, le PCI maintient donc ferme le cap sur l'Union nationale et le compromis historique. Mais ne risque-t-il pas de s'embourber dans ce gué au milieu duquel il dit se trouver ?

Anna Libera

#### NOTES

1. *Stern*, 16 août 1979.
2. Adalberto Minucci, « Gli impegni del PCI », *Rinascita*, 4 janvier 1980.
3. Luciano Lama, « Scioperiamo perché si governi ! », *Rinascita*, 11 janvier 1980.
4. On appelle ainsi le tournant syndical de janvier 1978 qui endossait l'austérité et qui se tint à la salle de l'EUR à Rome.
5. Projet de thèse pour le XV<sup>e</sup> Congrès du PCI, par. 82.
6. *Rinascita*, 8 juin 1979.
7. A. Minucci, « Dentro il voto, la società », *Rinascita*, 15 juin 1979.
8. Rapport de Berlinguer, *Unità*, 6 juillet 1975.
9. Renzo Gianotti, « Sulle lotte alla FIAT », *Rinascita*, 22 juin 1979.
10. Enrico Berlinguer, « Il compromesso nella fase attuale », *Rinascita*, 24 août 1979.
11. G. Chiaromonte, « Quale risposta alla FIAT », *Rinascita*, 19 octobre 1979.
12. *Rinascita*, 19 octobre 1979.
13. Le « retour à Gramsci » du PCI sera en effet très tortueux, non seulement parce que malgré tout on ne peut vraiment pas tout lui faire dire, mais aussi car il mettait trop en relief l'alignement total de Togliatti sur Staline. Rappelons pour mémoire la lettre envoyée en 1926 par Gramsci au CC du PCUS déplorant la façon dont était menée la bataille contre l'Opposition de gauche – dont il se différenciait – où il avait l'impudence de dire « Trotsky a été notre maître... ». Cette lettre, Togliatti, alors représentant du PCI à Moscou ne la remettra jamais au CC du PCUS. Elle ne sera rendue publique qu'en 1964 par la direction du parti. Rappelons aussi que la première édition des *Lettres et Cahiers* de prison de Gramsci en 1948 sera largement expurgée des références gênantes aux yeux de Togliatti.
14. *Rinascita*, 23 février 1979.
15. *Rinascita*, 15 juin 1979.
16. *Rinascita*, 24 octobre 1979.

17. *Rinascita*, 9 juin 1978.
18. *Corriere della Sera*, 5 juin 1977.
19. *Rinascita*, 26 octobre 1979.
20. *Rinascita*, 7 décembre 1979.
21. *Rinascita*, 14 décembre 1979.
22. *Unità*, 20 octobre 1979.
23. *Rinascita*, 11 janvier 1980.



## L'enseignement

MICHEL  
BOUVET

## 1. Où va la FEN ?

La question a été posée et vivement débattue en Mai 68 et dans les années qui ont suivi. *21 ans après, où va la FEN ?*, c'est le titre d'une brochure de l'École émancipée (novembre 1969) : 21 ans après le choix de l'autonomie assurant l'existence de la FEN. La FEN « autonome » en 1948 pour l'École émancipée (EE), ce fut le refus de la scission, le refus de choisir entre la CGT de Frachon ou FO de Jouhaux, la volonté très ferme de préserver l'unité du syndicalisme des travailleurs de l'enseignement, dans la perspective de la réunification syndicale. Valière (un dirigeant de l'EE) déclarait alors : « Il ne s'agit surtout pas de s'installer dans l'autonomie, comme Jouhaux et Frachon s'installent dans la division. Il s'agira de profiter d'une position intermédiaire privilégiée, pour rappeler sans relâche que la scission est un crime contre la classe ouvrière. »

En 1968-69..., l'orientation de la FEN et de ses syndicats dans la situation issue de Mai, et face à la crise fait naître de vives inquiétudes. Il y a l'acceptation « active » de la politique contractuelle, etc. Il y a l'installation dans l'autonomie... Il y a la paralysie par les statuts. Selon la formule de J. Desachy : « Le secrétaire de la FEN est dans la position de l'automobiliste de Raymond Devos : il a le droit de tourner en rond... Il a le droit de s'occuper de ce que lui laissent les secrétaires de syndicats nationaux. »

Enfin, il y a la possibilité d'un changement de direction de la FEN, le déclin des UID (Unité-indépendance-démocratie, tendance majoritaire « socialiste »), la montée des U et A (Unité et action, tendance animée en particulier par les militants du PC). Pour l'EE : « La prise de la FEN par les cégétistes (U et A)

conduirait à un alignement sur la tactique de la CGT, à faire adopter par notre organisation des positions proches de celles du PC..., à un renforcement de la bureaucratie... Est-il possible de nous rapprocher des majoritaires ? Nous ne le pensons pas. On ne sauve pas ceux qui s'abandonnent, qui refusent le combat, qui donnent la FEN aux cégétistes par lassitude blasée. »

Pour conclure, l'EE appelle tous les camarades qui veulent travailler à refaire de la FEN une grande organisation syndicale à venir travailler avec elle ou à ses côtés.

Aujourd'hui, la tendance UID a « repris la FEN en main ». Mais où va la tendance UID ? Où la majorité fédérale conduit-elle la FEN ? Nous examinerons certains aspects essentiels de l'orientation de la direction de la FEN, face à l'Union de la gauche et à sa rupture, face à la crise, aux restructurations en cours, à l'austérité, à la situation de division syndicale et politique. Le recentrage de la CFDT a fait grand bruit. Mais la direction de la FEN qui se vante de n'avoir point besoin de recentrage s'adapte aussi à la situation; désyndicalisation, bureaucratisation, menaces de division : où va la FEN ?

## Où va la tendance UID ? Ou conduit-elle la FEN ?

### *La référence au socialisme...*

Dans le préambule de son projet éducatif, la FEN rappelle qu'elle a fait un choix essentiel, celui d'une société socialiste. Mais l'idée centrale et stratégique est que le socialisme se construit jour après jour, qu'il est le résultat de conquêtes successives, et plus précisément des conquêtes dans le domaine de l'éducation : il faut éduquer pour donner le pouvoir politique. Rien ne permet de dire ce qui est premier : l'action politique ou l'action éducative. Une bonne éducation doit permettre un bon usage du suffrage universel.

Il n'y a pas une motion d'orientation où la tendance UID n'appelle de ses vœux une société socialiste et ne condamne la société capitaliste qui « étouffe et exploite l'individu ». La motion pour le congrès de Grenoble (février 1976) développe longuement la perspective socialiste et considère que « sous réserve d'un approfondissement de son contenu, l'autogestion, si l'on ne fait pas du mot un mythe dangereux, pourrait permettre de déterminer une forme possible d'organisation de la vie économique et sociale... »

Même référence au socialisme dans la motion pour le congrès de Nantes. (janvier 1978). Il y est appelé que le socialisme ne se résume pas à l'expropriation du capital privé, qu'il n'est pas le capitalisme d'État, ni la confiscation du pouvoir par les hommes d'un appareil... Surtout, l'idée stratégique est encore qu'une société socialiste se construit *jour après jour*. En particulier, « l'aspiration à la maîtrise par chacun de son travail et de sa vie... cristallisée dans le terme d'« autogestion » se traduit concrètement :

(A) — par la gestion tripartite de l'Éducation nationale (État, personnels, usagers);

- par la décentralisation des décisions au niveau local (et la prise en compte des identités régionales);
- par les possibilités données au mouvement coopératif et mutualiste (important dans l'EN). »

On sait que la participation est un pas vers la gestion tripartite, etc. Pour s'en tenir au troisième point, la référence aux acquis coopératifs et mutualistes est tout à fait significative. Non qu'il n'y ait d'importants acquis sociaux à défendre pour les travailleurs de l'EN, mais deux remarques rapides s'imposent :

1. Dans les luttes conduites par le personnel de ces sociétés gérées et contrôlées par des UID, certaines réactions et prises de position des administrateurs sont en totale contradiction avec les attaches syndicales dont ils se réclament. La MAIF (Mutuelle d'assurance auto et autre des « instits ») a connu au début de l'année 1979 un long mouvement sous la forme d'une grève du mercredi après-midi et d'une mise à l'écart organisée d'une partie des dossiers. A l'assemblée générale qui s'est tenue quelques jours après la fin du conflit, le délégué de l'assemblée départementale des mutualistes de l'Oise est intervenu pour condamner la direction sur deux points : la référence à l'indice INSEE imposée par la direction dans les négociations salariales et, le « coup de téléphone » : des administrateurs nationaux avaient téléphoné au délégué départemental MAIF pour lui signifier que toute distribution de tracts des grévistes aux sociétaires réunis en AG serait considérée comme une *faute professionnelle*.

Quant à la direction de la FEN, au cours du même mouvement, tout en prétendant « ne pas s'immiscer dans les conflits sociaux qui peuvent survenir dans nos diverses mutuelles », elle a pris fait et cause pour les administrateurs, en particulier sur la revendication des 35 heures. « Oui, la FEN est solidaire de la revendication formulée par les centrales ouvrières... mais chacun sait bien que la semaine de 35 heures – dont beaucoup pensent qu'elle devrait résulter d'une décision prise à l'échelle de l'Europe – ne peut être appliquée de but en blanc dans une entreprise isolée, etc. »

2. La dernière-née des sociétés est une banque, la CASDEN-BP, liée aux banques populaires... Les UID ont souligné, au moment de la naissance de cette banque (1975), l'importance d'une telle structure « à ne pas laisser dans des mains qui auraient tôt fait d'en faire une chasse gardée »... La tendance UID est ainsi liée à ces activités de gestion, ce qui ne saurait aller sans marquer sa démarche syndicale, voire son orientation vers un syndicalisme constructif...

Enfin, la référence au socialisme dans la motion du congrès de Toulouse (janvier 1980) se trouve ramassée en conclusion, avec le rappel que « l'exigence d'une autre société est une aspiration profonde des travailleurs », mais surtout avec l'avertissement suivant : « Construire l'avenir, ouvrir des perspectives nouvelles aux travailleurs imposent un langage *clair, crédible*, refusant les certitudes rassurantes, tant au plan économique que politique, à la mesure des problèmes de notre temps. » Bref, c'est l'après Mars 78, la crise...

## *La FEN, le programme commun, l'Union de la gauche, le PS*

Ce qui a permis à la tendance UID d'enrayer le déclin de ses positions après 1972, c'est évidemment la remontée du Parti socialiste, en liaison avec le programme commun et l'Union de la gauche. Les manœuvres bureaucratiques et les mesures organisationnelles, sur lesquelles on reviendra, ont surtout contribué à la consolidation de la remontée.

La direction fédérale ne manque pas de rappeler qu'elle a salué l'existence du programme commun en 1972 comme un acte historique de haute importance. Cette prise de position était motivée par le fait que l'existence de ce programme commun était capable de renforcer « la dynamique unitaire née lors de l'élection présidentielle de 1965 avec la candidature unique de F. Mitterrand. »

Aux élections présidentielles de mai 1974, la FEN, pour laquelle jamais le choix n'a été aussi clair, s'est prononcée sans aucune ambiguïté « pour la victoire du candidat de la gauche, porteur de l'espérance des travailleurs et de la jeunesse ». Elle a appelé ses adhérents, selon la formule consacrée, à mettre leurs actes de citoyens en concordance avec leurs engagements de syndiqués.

La FEN a pris position aux moments cruciaux de la crise de l'Union de la gauche. En mai 1977, le secrétaire général a considéré à la commission administrative que la décision du PC de réactualiser seul le programme commun était une initiative « intempestive et dangereuse ». Au début de septembre 1977, la FEN a attiré l'attention du PS et du MRG sur la nécessité urgente de « préciser clairement leurs intentions en matière sociale, pour que personne ne puisse laisser croire que la gauche au pouvoir ne ferait rien, ou, au contraire, que tout deviendrait soudain possible ». Elle avertit au même moment le PC qu'il tomberait dans un « antisocialisme primaire tout aussi condamnable que l'anticommunisme primaire s'il persistait dans son attitude d'agressivité, de querelle publique ». Le 23 septembre 1977, la FEN dit que personne ne comprendrait que le prétexte de l'augmentation des nationalisations soit utilisé pour rompre la dynamique unitaire. Au congrès de Nantes (janvier 1978), le secrétaire général a pris position pour le désistement au second tour : « Si demain, le PCF, mettant sa menace à exécution, refusait de se désister pour la gauche, il porterait devant l'Histoire, mais surtout devant les travailleurs attentifs la responsabilité d'avoir donné la victoire à la droite ». Enfin, dans le rapport d'activité pour le congrès de Toulouse, A. Henry rappelle « l'écrasante responsabilité du PCF dans la mécanique de démolition des espérances des travailleurs ».

La direction de la FEN a cherché au cours de ces années à profiter au mieux de la remontée du PS. A. Henry a rappelé dans son rapport d'activité au congrès de Grenoble (février 1976) que les adhérents de la FEN sont profondément attachés aux idéaux de la gauche. La FEN « a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des conclusions de la journée des enseignants socialistes » qui s'est tenue le 11 mai 1975. Henry cite F. Mitterrand qui, tirant les conclusions de cette journée, a reconnu que la FEN « représentait un esprit très proche du nôtre ». Les « idéaux de la gauche » se confondent ainsi avec les

idéaux du PS qui sont aussi les idéaux de la FEN. Une place particulière est accordée dans les idéaux au rejet de la conception « léniniste » des rapports partis-syndicats. Comme l'écrit l'EE en décembre 1975 : « Il faut des alliés à UID. C'est le Parti socialiste qui doit fournir le plus gros appui. Les petites phrases de Mitterrand sur les accords salariaux sont exploitées au maximum. L'entrevue avec le PS tombe à point à la veille des élections au BN du SNI (Syndicat national des instituteurs) et du congrès de la FEN. »

Autre objectif : chercher à unifier au sein de la tendance UID les divers courants socialistes : les socialistes qui militent ou qui se reconnaissent dans U et A (si cette tendance est principalement animée et dirigée par des militants du PC, elle a une importante base socialiste); les socialistes (CERES) qui, pendant un certain temps, ont animé une tendance nouvelle au SNES; les socialistes qui sont dans la tendance Rénovation syndicale; les socialistes qui sont au SGEN.

### *L'indépendance active d'un syndicalisme constructif et évolutif*

Le débat sur l'indépendance syndicale est d'une particulière acuité à la FEN; l'indépendance, pour UID, c'est d'abord « l'indépendance » par rapport aux partis politiques. Les U et A sont en permanence accusés par les UID d'être subordonnés au PC, d'en être la courroie de transmission; les U et A sont les cégétistes, les léninistes.

Il arrive que l'anticommunisme primaire prenne le dessus dans la polémique. Ainsi, les UID du Val-d'Oise ou les U et A sont très majoritaires, citent dans leur contribution pour le congrès de 1980 *la maladie infantile du communisme*, parlant des ordres reçus par les communistes dès 1920 et qu'ils appliquent encore : « Il faut savoir user de tous les stratagèmes, user de la ruse, voiler la vérité à seule fin d'entrer dans les syndicats... » On sait de quels syndicats parlait Lénine...

Au moment de la rupture de l'Union de la gauche, dans le débat sur les nationalisations, la position des U et A a effectivement constitué un bel exemple de subordination. Le secrétaire général du SNES n'a-t-il pas écrit dans l'éditorial de la revue syndicale, le 27 septembre 1977, à propos du débat sur les filiales : « Cela met effectivement en évidence le fait que le degré de satisfaction de nos revendications dépend directement, entre autres choses, de l'étendue et de la nature du champ des nationalisations qui doivent être réalisées. » (Après plusieurs années d'apologie du « premier » programme commun...)

L'autre aspect de l'accusation concerne la conception de l'action de la tendance U et A, accusée de pratiquer la « globalisation » de type « cégétiste », dont la fonction est dénoncée comme politique, non syndicale. Pour Henry, « il y a ceux qui ne semblent vivre que de l'aggravation des problèmes et de l'insuccès de leurs démarches. Nous ne ferons jamais partie de ces syndicalistes qui sont toujours heureux de revenir les mains vides pour mieux mener en fait un autre combat de nature politique ». Il existe une autre formulation de la même idée par la direction fédérale : « Mieux vaut un résultat sans grève qu'une grève sans résultats. »

La tendance UID rappelle inlassablement sa conception du syndicalisme, en se réclamant de la charte d'Amiens, de la double démarche « révolutionnaire » (œuvrant à l'avènement d'une société socialiste) et réformiste (défendant les intérêts immédiats : orientation 1976). A. Henry préfère parler aujourd'hui de la démarche du quotidien et de celle de l'avenir d'une « conception *constructive* et *évolutive* de la démarche syndicale. »

Dans les diverses motions et prises de position, l'accent est mis sur la différence de nature entre les syndicats et les partis. Tandis que les partis s'organisent pour la conquête et l'exercice du pouvoir, « le syndicat reste seul face à tous les pouvoirs, force de contestation, d'anticipation, de proposition et élément de contrôle ». Mais attention : dans cette conception, si les partis ont la responsabilité majeure du changement politique par les élections, le syndicalisme n'est ni neutre, ni inactif sur le plan politique : il doit prendre position sur les solutions politiques; il contribue, par ces prises de position, par son rôle d'éducation, à favoriser le « changement politique »; plus important encore, « le syndicalisme qui ne s'attaquerait qu'aux conséquences d'une politique et s'en remettrait au seul parti pour changer celle-ci ne serait qu'un appendice ou qu'un alibi... La FEN estime que le syndicat ne peut attendre les petits lendemains des grands soirs pour proposer les transformations qu'il juge souhaitables ».

Les UID se réclament de « l'indépendance active » du syndicalisme et justifient leurs prises de position, les limites et la nature de ces prises de position sur le terrain politique en fonction de cette conception. Par exemple :

« Saluer le programme commun comme étant capable de créer une dynamique unitaire et d'espoir est un acte qui distingue l'indépendance active de l'apolitisme et de la neutralité.

» Le soutenir et le cautionner en tant que syndicalistes est un acte qui distingue la subordination de l'indépendance. »

Qu'a signifié concrètement cette « indépendance active » jusqu'à mars 78 ? Elle a signifié d'abord le maintien de l'orientation de concertation-pressure, orientation de subordination au pouvoir en place, (avec les résultats que l'on connaît : vote de la loi Haby, Guermeur — etc. sans réelle bataille). Elle a signifié l'affirmation des convergences avec le PS, convergences appliquées à la FEN elle-même et pas seulement à la tendance UID. Elle a signifié le soutien à la dynamique liée au programme commun et à l'Union de la gauche, le soutien à la formule gouvernementale d'Union de la gauche, mais le refus de se lier au programme commun.

Cette position de la FEN est originale : elle ne se confond ni avec celle de FO, ni avec celle de la CGT et de la CFDT. Il faut rappeler que la FEN est marquée par une tradition laïque et démocratique, par une idéologie humaniste et socialisante; selon des modalités conformes à sa conception de l'action, elle est intervenue quand elle a jugé que la démocratie ou la laïcité étaient en danger : elle a mené la grève du 30 mai 1958 contre le coup d'État d'Alger; elle a animé une grande campagne laïque en 1959. La FEN qui a de profondes convergences d'analyse avec FO se retrouve le plus souvent dans l'action

commune avec la CGT et la CFDT. Son caractère de Fédération unitaire contribue à lui donner une place charnière dans le mouvement syndical et dans le mouvement ouvrier.

Il ne faut pas oublier que la FEN regroupe 532 000 des 830 000 travailleurs de l'éducation, soit plus de 70 % des travailleurs concernés, alors que la moyenne nationale de syndicalisation est de 25 %. Enfin, il s'agit d'un syndicalisme de fonctionnaires, dont la situation dépend directement de la politique, et en particulier de la pratique scolaire, de l'État-patron.

## Après mars 78...

Quelles sont les conséquences de la rupture de l'Union de la gauche et des résultats de mars 78 pour la FEN ? « L'ancrage à gauche » n'a plus le même sens ni les mêmes effets. Il y a une crise mondiale, universelle; aucun horizon politique; il est inutile, absurde, aventuriste d'attaquer l'ensemble de la politique du pouvoir; il existe une orientation vraiment syndicale qui, en se fixant des objectifs précis et limités et des formes adaptées de pression, permet d'obtenir des résultats : il faut savoir conduire l'action syndicale dans le respect du cadre économique et *politique* qui est une *donnée* que le syndicalisme n'a pas pour vocation de mettre en cause. Bref, le syndicalisme se dénature s'il pousse les revendications et l'action jusqu'à contribuer au déclenchement ou à l'aggravation d'une crise politique. L'objectif est très clairement *l'inflexion* de la politique du pouvoir.

Une telle orientation, en particulier dans la situation actuelle, représente un très grave danger pour le syndicalisme lui-même. *Plus que jamais*, le syndicalisme se dénature s'il subordonne ses objectifs à ce qui est acceptable par le pouvoir en place.

Après mars 78, A. Henry prend ses précautions. Il affirme hautement qu'il récuse le consensus social, qu'il rejette la collaboration de classe « qui aliène l'indépendance du syndicat, en liant son sort aux objectifs du pouvoir ». Voyons...

Pour la direction UID, au lendemain de mars 78, le paysage politique français est sans doute transformé pour longtemps. Pour le secrétaire du SNI, l'élan est brisé. Henry écrit en décembre 1979 : « Ceux qui laisseraient croire que dans le climat politique actuel, marqué par les difficultés de la gauche, le pouvoir est déliquéscent, au bord de l'effondrement, risqueraient fort de commettre une erreur d'appréciation. » Le contexte est difficile, c'est une des idées les plus martelées par la direction fédérale; c'est la première partie de la motion d'orientation 1980. Les maîtres de l'argent et les privilégiés du profit cherchent à prendre la revanche de 36 et de 46. Il y a une crise économique, face à laquelle la FEN « entend prendre en compte les contraintes économiques pour mieux les dominer ». En face : « Variation de certaines centrales syndicales, désunion accentuée de la gauche... »

Pour la direction de la FEN, du fait de la division des partis, le syndicalisme se trouve valorisé : « Au-delà des échéances politiques, nos syndicats demeurent le recours permanent. » Le syndicalisme évite l'impatience puisqu'une de ses fonctions « est une imprégnation lente dans les couches populaires de ses valeurs profondes ». La FEN n'a nul besoin de recentrage : elle a toujours affirmé cette exigence de bon sens que représente la négociation dans tous les domaines avec le pouvoir en place.

Evidemment, la FEN affirme qu'elle ne prend pas son parti de la division, elle entend rester le trait d'union permanent... Mais « elle n'a ni à juger ni à arbitrer ». Il faut faire le constat qu'il n'y a pas d'issue politique, et le pari qu'il est possible de remporter des succès significatifs.

La situation étant ce qu'elle est, la gauche, ce qu'elle est, le pouvoir, ce qu'il est, la crise, ce qu'elle est, « le mouvement syndical ne peut à lui seul, et hors d'une perspective précise de changement politique, remettre en cause globalement la politique du pouvoir... Toute action globalisée débouche aujourd'hui sur le vide, et ne peut qu'entretenir la déception et l'amertume... » Pour des raisons évidentes de crédibilité, il faut au moins montrer qu'on peut obtenir quelque chose de ce pouvoir : le pouvoir en est tout à fait conscient.

Le 23 avril 1978, le secrétaire général de la FEN, à l'issue de son entrevue avec R. Barre, déclare : « Nous avons obtenu pour la première fois depuis longtemps un certain nombre de réponses positives. » S'il est nécessaire de dénoncer ce pouvoir, il faut lui reconnaître aussi certains mérites... C'est ainsi que Beullac a pu donner à Henry le sentiment de partager très largement « nos revendications essentielles et nos préoccupations ».

La conception de l'action s'adapte quelque peu. Que dit traditionnellement la majorité fédérale sur cette question ? Elle ne rejette à priori aucune forme d'action (ou seulement après examen); ainsi (janvier 1978) : « La grève de longue durée est possible lors de périodes particulières comme celles des événements de Mai 68, nous ne croyons pas que dans la situation présente, elle soit un moyen de lutte... » Avant les élections, il était impossible de mener des actions de grande envergure, dans une période pré-électorale *très politisée*... Après les élections, c'est encore beaucoup moins possible. La grande grève de protestation (de 24 heures) « dont les résultats ne sont pas toujours immédiats » ne peut pas être exclue dans une circonstance exceptionnelle.

L'action syndicale après mars 78, « c'est d'abord l'action *décentralisée*, à la base, qui, par mille moyens, fait prendre conscience aux travailleurs et à l'opinion publique des problèmes, des solutions à y apporter, de leur impuissance s'ils demeurent isolés, de leur force s'ils s'unissent. » Le rapport de forces est déjà construit à l'avance du fait du caractère massif de la syndicalisation dans l'Éducation nationale.

La condamnation des initiatives des structures de base est formelle : « Attention aux grèves reconductibles et illimitées, sans mandat national. Les actions dispersées, les grèves sauvages, n'émanant pas d'un mandat syndical ou fédéral peuvent produire un sentiment d'anarchie. » C'est ainsi qu'à la rentrée 78,

A. Henry a répondu aux actions engagées contre le redéploiement. Surtout pas de « globalisation ». Ne troublons pas les grandes négociations de la Fédération.

### *Les premiers résultats...*

#### *La question des salaires*

Ce qui est devenu plus important que la trop simple défense du pouvoir d'achat, c'est le droit à la négociation annuelle des salaires pour les fonctionnaires qui est considéré comme une grande conquête syndicale.

La FEN n'a pas signé d'accord salarial en 1977, influencée certainement par la situation et pour deux autres raisons : Barre refusait de prendre en compte l'annexe de l'accord salarial de 1976 et, surtout, proposait un mécanisme d'accord en masse salariale déterminée selon des critères incontrôlables. La FEN a surtout accusé Barre d'avoir porté un coup à la politique contractuelle et elle a insisté par la suite sur la « mauvaise année », celle où il n'a pas été possible de signer un accord salarial. En 1978, c'est à nouveau la signature (comme en 1976), et encore en 1979, avec des dispositions nettement plus médiocres, avec un recul très sensible du pouvoir d'achat; pour la FEN, c'est un accord de sauvegarde; ce qui est sauvegardé, c'est évidemment la politique contractuelle.

Mais A. Henry avertit le gouvernement : « A vouloir dépasser la limite au-delà de laquelle la politique contractuelle ou les négociations salariales ne seraient plus possible, il toucherait à un facteur non négligeable de stabilité sociale. » La FEN joue dans ce domaine un rôle *décisif*, puisque sa position est centrale dans le syndicalisme de la Fonction publique. Il faut ajouter que le SNI occupe une position centrale dans la FEN et qu'il mène *son propre jeu* pour la revalorisation *prioritaire* des instituteurs; on comprend l'importance et les effets des négociations sur cette question entre le SNI et le gouvernement. (Voir à ce sujet l'article sur la réforme de la formation des instituteurs.)

#### *L'emploi...*

La question des maîtres-auxiliaires à cette rentrée (79-80) est encore plus parlante du point de vue de « l'abandon revendicatif », avec le crédit fait aux promesses du pouvoir, la concertation. Le 3 septembre 1979, Beullac écrit à A. Henry pour lui promettre qu'il va réemployer tous les maîtres-auxiliaires avant le 30 octobre. La FEN en prend acte et organise une pression constante des responsables syndicaux sur les rectorats pour faire respecter ces engagements. Le 12 octobre, A. Henry doit écrire à Beullac : « Ne pouvant ni imaginer ni accepter que les engagements contenus dans votre lettre du 3 septembre ne soient pas tenus, je vous demande très solennellement de bien vouloir dégager les moyens nécessaires pour offrir un emploi à tous les maîtres-auxiliaires avant la fin octobre. » Début novembre, la FEN proteste : ils sont encore environ 4 000 à attendre une affectation (sans compter ceux qui n'ont en fait que des demi-postes, qui font des remplacements très provisoires, voire quelques heures dispersées...) A la CA du 15 novembre, A. Henry dit : « La négociation sur

l'auxiliariat n'a pas donné les résultats espérés... La FEN a très vivement protesté auprès du ministre qui a été contraint d'*avouer* qu'il ne disposait pas des moyens lui permettant de réemployer au moins les 1 500 maîtres-auxiliaires, qui exerçaient l'an passé à temps complet... Même si le nombre de ceux qui sont actuellement sans emploi peut paraître faible par rapport aux quelque 50 000 maîtres-auxiliaires, notre revendication demeure... » Pourtant, A. Henry avait une fois de plus fait appel à la raison de Beullac : « Personne n'a intérêt à maintenir ces viviers d'incertitude et, parfois, de désespérance que sont les « réserves de maîtres-auxiliaires... »

### *Le terrain d'activité privilégié...*

Dans son rapport d'activité pour le congrès de janvier 1980, A. Henry considère que c'est sur la question de la *qualité du service public* que la FEN a le plus agi depuis deux ans, en particulier par la lutte contre les projets d'alternance « en imposant une nouvelle formation professionnelle des jeunes ». Le protocole d'accord FEN-Beullac est le fruit d'une des grandes négociations menées par la FEN; deux négociations sont à apprécier ensemble, celle qui concerne les stages en entreprise pour les jeunes, et celle qui concerne « l'ouverture du service public aux adultes ».

Rappelons que la FEN a mis au point, avant 1978, un projet d'école, « l'école de l'éducation permanente », projet qui contient les grandes orientations de la FEN dans le domaine de l'éducation, et qui prévoit les stages en entreprise, l'ouverture sur la vie... Nous n'insisterons pas ici sur l'analyse de la « philosophie éducative » de la tendance UID, sa référence constante aux idéaux de la Troisième République, ses appels à l'effort de tous dans l'école et autour de l'école; sa volonté de réalisme sur la question de la sélection qu'il faut « dédramatiser »; (la défense de l'école publique est devenue un argument contre la dénonciation « globalisante » des bavures liées au redéploiement, dénonciation qui nuirait à l'image de marque de l'école publique).

La question est la suivante : le protocole d'accord FEN-Beullac constitue-t-il un tournant pour la FEN, un changement d'orientation en relation avec l'acceptation d'autres réformes, comme la décentralisation... ? On ne peut certes pas parler d'un changement de stratégie au sens le plus général, mais d'une adaptation à la situation nouvelle : on voit se manifester une volonté très affirmée de « modernisation » des positions concernant l'institution scolaire, dans le sens d'une meilleure adaptation aux exigences du patronat et de la bourgeoisie.

L. Astre, introduisant la conférence nationale sur la formation continue de la FEN, (25-26 octobre 1979) parle d'une nouvelle stratégie, « non pas quant à l'orientation, mais quant au mode d'intervention ». Il explique que la FEN, tenue à l'écart par les centrales ouvrières et le patronat de l'accord du 9 juillet 1970 sur la formation des adultes, a décidé de prendre le problème à bras-le-corps, de donner à son activité en ce domaine « une dimension nouvelle et une nouvelle dynamique ». Il y a plus qu'une dynamique nouvelle, *il y a changement de position*.

En 1967, Lasserre, secrétaire du Comité national d'action laïque, rappelle les positions de principe : « Considérant que l'atelier, l'usine ou l'exploitation agricole ne sauraient remplacer l'école, le colloque déclare que toute prolongation de la scolarité doit effectivement se traduire par le maintien de tous les jeunes dans les établissements scolaires appropriés. »

Pour A. Henry, la FEN a engagé la négociation, *refusant l'attitude politisée du tout ou rien, pour infléchir* la politique du pouvoir sur deux plans : le droit à la formation initiale, générale et professionnelle, et la place et le rôle du service public dans la formation continue des adultes; *objectifs* : promouvoir le service public, ouvrir l'école sur la vie et à la vie.

« La FEN a voulu démontrer qu'elle ne refuse pas les adaptations ou les transformations du système éducatif, qu'elle revendique l'ouverture réelle, dans les faits. » A. Henry revendique effectivement la généralisation des séquences éducatives en entreprise pour tous les jeunes de 14 à 18 ans. La formulation de Fournier, secrétaire général du SNETAA (professeurs des LEP : lycée d'enseignement professionnel, ex-CET), est encore plus claire, sur les raisons du tournant : « L'éducation concertée peut encore sauver le service public d'enseignement technique court. Il explique : La politique du patronat et de la droite s'est progressivement mise en place depuis 1970, avec l'accord des centrales ouvrières; puis la loi Royer est passée au Parlement, avec l'abstention du PS et le vote du PC; en 1976, le groupe communiste a déposé à l'Assemblée son projet de loi sur l'apprentissage; la droite s'est enhardie après mars 78... » (positions du CNPF à Deauville, projet de loi Legendre sur l'alternance); bref, à l'aube de 1980, « le choix des personnels des LEP n'est pas entre le statu quo et les "séquences éducatives", il se situe très objectivement entre le succès des "séquences éducatives" et l'application de la loi Legendre aux scolaires, c'est-à-dire la mise en place d'une véritable alternance école / entreprise dans nos établissements, c'est-à-dire la transformation des LEP en CFA (centre de formation des apprentis, patronal). Les "séquences éducatives" sont considérées par la FEN comme le *contraire* de l'alternance. »

L'argument de fond est celui du réalisme bien compris dans le cadre d'un rapport de forces dégradé; le choix est posé dans les termes suivants : ou bien s'opposer aux réformes bourgeoises, ou bien les accompagner pour les infléchir.

L'« inflexion », c'est surtout la promesse que le secteur public ainsi transformé va retrouver *un second souffle* pour la formation professionnelle et permanente. Il ne faut pas oublier qu'un des objectifs *majeurs* concerne les instituteurs : un décret vient de stipuler l'ouverture des écoles primaires à la formation continue organisée par la loi de 1971. Pour la FEN, il s'agit d'un *texte majeur* qui doit permettre à terme de faire du service public un réseau de diffusion de l'éducation permanente jusque dans les villages. Il reste que rien n'est moins sûr qu'un réel développement du secteur public existe vraiment, tandis que la pénétration patronale est garantie !

Cette orientation est celle même du recentrage, ou encore sur ce terrain des restructurations bourgeoises, celle qui est proposée par Moynot (CGT) dans *Dialectiques* (n°28) :

« Le mouvement syndical est confronté à la perspective d'une restructuration massive et rapide du secteur public, des administrations d'État... Le problème est d'autant plus difficile à affronter du point de vue syndical que les garanties statutaires les plus solides des travailleurs de ce secteur, conquises il y a trente ans, correspondant à des formes étatiques centralisées qui seront inévitablement remises en cause... Il faudra formuler des objectifs de réforme pour éviter de s'enfermer dans un combat d'arrière-garde. »

Se pose alors le problème des critères de formulation des objectifs de réforme. P. Zarifian, (un des auteurs du mémorandum CGT sur la sidérurgie) explique qu'un des critères essentiels qui a servi à rédiger ce mémorandum est celui « d'utilité sociale », constituant une approche plus dynamique que le critère de « besoin »; (Même numéro de *Dialectiques*). On voit évidemment se profiler la notion d'intérêt national.

A. Henry reconnaît qu'il y a des risques : mais, demande-t-il, les jeunes peuvent-ils attendre ? Un des arguments essentiels est en effet le nombre des jeunes qui quittent l'école sans formation professionnelle; mais comment l'éducation « concertée » pourrait-elle permettre de les maintenir à l'école et de leur assurer une sérieuse formation professionnelle ?

Ce qui différencie aujourd'hui les positions de la FEN de celles de la CGT, des U et A ou de la CFDT, c'est l'exigence, de la part des centrales ouvrières et de la tendance U et A d'un contrôle des organisations de travailleurs sur les stages et l'accueil des stagiaires, la demande de garanties; les divergences ont été grossies par la polémique...

## Syndicalisation, bureaucratisation, menaces contre l'unité

Il faut d'abord rappeler que la FEN dont on connaît la représentativité subit une inquiétante désyndicalisation (autour de 10 %). Tous les syndicats de la fédération (qui en regroupe 45) ne sont pas atteints, mais les plus importants le sont, parfois très gravement. Le SNESup est le plus touché, ce qui est à mettre en rapport avec son orientation de participation. Cette désaffection qui se poursuit aujourd'hui est liée aux difficultés rencontrées par le mouvement syndical dans son ensemble, en particulier du fait de son orientation, à partir de 1976, face à la crise, face à l'austérité, face aux restructurations, puis face à la division syndicale et politique, à un moment où les enjeux sont majeurs.

Il faut ajouter que la FEN et ses syndicats ont perdu de leur force d'attraction, surtout vis-à-vis des jeunes; on ne pourrait pas expliquer autrement la relative importance de la percée effectuée par le SGEN-CFDT depuis dix ans (70 000 adhérents aujourd'hui), ce qui n'empêche pas le SGEN d'être aussi

atteint par la désyndicalisation; c'est aussi un des éléments qui explique le développement de forces centrifuges...

Le *rabougrissement de la vie syndicale* et les atteintes à la *démocratie* sont un autre facteur de régression pour la FEN. A ce propos la position de la tendance U et A est une condamnation de principe du droit de tendance. Ses dirigeants dénoncent les « affrontements stériles et sclérosants des tendances », les « sectarismes de tendance », la « cristallisation des positions antagonistes », etc. Il arrive que la dénonciation du droit de tendance prenne une vigueur particulière : Dans le SNPES (syndicat de l'éducation surveillée, avec une direction U et A), syndicat dans lequel le droit de tendance n'existe pas, un débat a eu lieu récemment (octobre 1979) à la commission nationale sur « vie syndicale et démocratie ». Le compte rendu du débat est fait de façon anonyme (président de séance, intervenant...), car « si des membres de la direction exprimaient publiquement leurs divergences, ce serait le début de la structuration en tendances ». Tel intervenant attribue le manque de combativité de la FEN à sa structuration en tendances, tel autre fait l'apologie du centralisme démocratique appliqué au syndicat.

S'il est vrai que le droit de tendance tel qu'il fonctionne dans la FEN peut être critiqué sous tel ou tel aspect, il n'en demeure pas moins vrai que sa négation est la négation du syndicalisme unitaire et démocratique.

Evidemment, la tendance U et A sait utiliser à son profit la structuration en tendance de la FEN; elle est amenée à se battre sur ce terrain pour son propre développement, en fonction de ce qu'est la FEN et de sa situation de minorité. Elle proteste vigoureusement contre l'absence de ce droit de tendance dans tel ou tel syndicat; elle prétend animer les syndicats qu'elle dirige de façon démocratique. Mais elle confond consultation des syndiqués par questionnaire avec démocratie syndicale; elle limite à l'extrême les possibilités d'expression des minorités dans la presse des syndicats qu'elle dirige : à titre d'exemple, sur une trentaine de numéros de l'US (Université syndicaliste, SNES), série 77-78, représentant plus de 600 pages, il n'y a eu que 25 pages de tribune libre, en comptant les pages consacrées à la discussion des rapports de congrès !

La tendance UID se targue d'être démocratique, de défendre le droit de tendance... Mais son orientation va dans le sens d'un très grave dépérissement de la vie syndicale : sa logique est celle d'une totale délégation de pouvoir aux dirigeants, qui se font mandater une fois tous les trois ans par correspondance (au SNI), consacrent *toute* leur activité à faire avancer les dossiers, et décident à tel moment de la négociation de telle ou telle forme de pression.

Les réformes statutaires entreprises à la FEN et au SNI, sous couvert de rationalisation, se sont faites dans le sens de la centralisation bureaucratique, contre l'autonomie des structures de base, et contre toute forme de démocratie directe au profit des formes les plus contestables, voire les plus scandaleuses de la démocratie représentative. Les diverses mesures au SNI (« la normalisation ») ont convergé dans le couplage des élections nationales et départementales tous les trois ans, avec organisation obligatoire du vote par correspondance, selon

des modalités qui favorisent toutes sortes de manipulations de la part de la direction. Il faut rappeler que dans la FEN de vives contradictions opposent certains syndicats entre eux, en particulier le SNI et le SNES; c'est la concrétisation de l'opposition entre UID (SNI) et U et A (SNES) avec le problème particulier que le SNI (en fait le SNI-PEGC) syndique les PEGC (profs de collège), et que les PEGC travaillent dans les mêmes établissements que les profs syndiqués au SNES : il y a conflit sur le champ de syndicalisation de chaque syndicat : le SNI-PEGC prône l'école fondamentale, avec continuité de la maternelle à la fin du collège, avec le même statut pour les maîtres, ce qui implique la revalorisation des instituteurs et leur syndicalisation au SNI. Beullac peut utiliser cette position pour éliminer les professeurs du second degré des collèges; le SNES défend l'idée d'un grand second degré et le maintien des profs à partir de la sixième dans le second degré..., avec un grand syndicat du second degré.

Il n'existe pas de structures FEN à la base, qui regrouperaient l'ensemble des personnels par secteurs, et qui seraient les structures dominantes de la vie syndicale : l'essentiel se passe dans les 45 syndicats; pour le congrès, la majorité des sections départementales n'organisent pas de vote; il y a alors simplement report des votes qui ont eu lieu auparavant dans les divers syndicats. Il faut ajouter que la pondération des mandats en faveur des petits syndicats où la tendance UID est souvent la seule tendance est calculée de façon à assurer une avance très confortable à la majorité fédérale : un directeur d'école normale ou un inspecteur peut compter pour des dizaines et des dizaines d'instituteurs; dans le cadre de la préparation du congrès, la direction UID veille au grain, et écrit à ses responsables départementaux : « Toute perte de mandat enregistrée doit être compensée. D'où la nécessité de prendre contact immédiatement avec les syndicats nationaux qui ont encore leurs mandats à définir pour que les résultats soient les plus positifs en ce qui nous concerne. »

Les règles fixées en 1948 au moment du choix de l'autonomie sont loin d'être respectées aujourd'hui :

– le droit de tendance n'est pas reconnu dans tous les syndicats; au syndicat des agents en particulier, il est interdit avec le prétexte que la CGT existe dans le même secteur;

– les entraves à la possibilité pour les minoritaires d'être représentés dans les organismes délibératifs sont multipliées; il suffit de fixer des conditions en nombre, catégories, répartition géographique pour rendre impossible la constitution d'une liste de telle tendance; au SNAU (Syndicat du personnel administratif), une tendance a été éliminée parce qu'elle était issue du regroupement d'UID en rupture et de FOU, et ne correspondait pas à une des cinq tendances reconnues de la FEN;

– la liberté d'expression dans la presse syndicale pour les minorités est très réduite; tout est fait (modalités de vote, etc.) pour réduire les possibilités, acquises en 1948, d'expression et de représentation des minorités...

Certes, la direction fédérale déploie une grande activité, mais c'est une

activité de sommet, au sommet. La FEN est malade de l'absence de vie syndicale à la base, du fait de son orientation et de ses structures; toute atteinte à la démocratie syndicale aggrave la situation; la FEN en devient plus fragile; il y a danger.

### *L'Unité en question ?*

La mise en question de la FEN comme syndicalisme enseignant autonome a été souvent vive après 1968, en particulier à l'EE et à Rénovation syndicale (tendance issue en partie d'U et A). J.-C. Guérin, un des animateurs de RS, titrait une brochure : *La FEN, un syndicat ?* Il posait la question : « Un syndicalisme enseignant a-t-il un sens ou une utilité quelconque ? »

Trois réponses ont été apportées à cette question : certains ont rejoint le SGEN pour se lier à la CFDT; d'autres ont abandonné toute intervention syndicale; d'autres enfin ont maintenu leur appartenance et leur intervention à la FEN, fédération unitaire des travailleurs de l'enseignement.

La question rebondit aujourd'hui à une autre échelle : le débat est engagé dans la tendance U et A et à la CGT sur le syndicalisme enseignant; la question de la syndicalisation des enseignants à la CGT est discutée.

Les confédérations ouvrières sont aujourd'hui plus directement confrontées aux problèmes de formation, avec les accords et la loi sur la formation permanente (1970-71), avec les réformes de la formation professionnelle et l'offensive patronale sur ce terrain; les positions défendues par la FEN sur ces problèmes concernant très directement les confédérations.

Mais la question doit être comprise dans la situation politique et syndicale d'après mars 78; la division PC-PS provoque des tensions accrues dans la FEN et dans l'ensemble du mouvement syndical; une crise d'orientation traverse la tendance U et A où de fortes pressions s'exercent contre le maintien à la FEN et pour la syndicalisation à la CGT.

En quels termes le problème est-il posé ? Il faut rappeler que le Parti communiste a pris position pour le maintien de la syndicalisation des enseignants à la FEN; Marchais a déclaré (septembre 1978) : « Il faut que les dirigeants de la FEN le sachent : sans l'encouragement permanent et insistant de notre parti auprès des enseignants communistes — en particulier les jeunes et les femmes — pour qu'ils adhèrent et militent à la FEN, nombre d'entre eux auraient depuis longtemps abandonné une organisation qui fait preuve de tiédeur pour la défense de l'école et au surplus agresse injustement leur parti. »

La position du bureau confédéral de la CGT a été publiée dans *le Peuple* d'août 1979; elle s'articule autour des points suivants : la CGT rappelle que la formation est une pièce maîtresse dans la politique du gouvernement; elle rappelle la déclaration de Chotard, vice-président du CNPF : « La guerre économique est une réalité; pour la gagner, la formation professionnelle est une arme de choix que nous devons utiliser. » Pour la CGT : « Nous sommes à un moment où le pouvoir réalise concrètement ses objectifs politiques, en particulier grâce à l'accord FEN-BEULLAC. » La CGT insiste sur le caractère aigu des enjeux,

sur le fait que la solidarité enseignants-travailleurs prend un sens extrêmement élevé; il y a unité de la lutte : emploi, salaires, qualifications, conditions de travail *et* enseignement-formation. Mais la FEN pratique une politique de « l'ambiguïté tous azimuts ». La CGT cite l'exemple de la revalorisation des instituteurs, assurée au détriment de la revalorisation d'ensemble des fonctionnaires. La CGT est donc conduite à s'adresser à tous les instituteurs, à toutes les institutrices...

La question est alors : comment combattre le « réformiste viscéral » de la FEN ? Pour le bureau confédéral, ce n'est certainement pas en arrachant des syndiqués à la FEN. Il y a d'abord l'argument de la volonté unitaire, de l'aspiration à l'unité syndicale. De là, il faut écarter « toutes démarches qui prendraient un caractère de division, voire de scission ». Mais l'argument réel et matériel, c'est évidemment que les travailleurs de l'enseignement se reconnaissent majoritairement dans la FEN, *que cela plaise ou non*. Les facteurs qui ont conduit à l'autonomie en 1948 ne sont pas remis en cause; « un profond attachement à l'unité dans l'organisation s'exprime pour l'immense majorité d'entre eux ». Il faut donc tenir compte des données historiques du phénomène FEN, de ses réalités actuelles. Bref, la FEN est encore solide.

Autre aspect de la question pour la CGT : il y a dans la FEN la tendance U et A. La décision n'appartient qu'aux enseignants et à leurs organisations; or à ce sujet, le collectif U et A a été très clair : il repousse l'hypothèse de la syndicalisation à la CGT. Selon la CGT : « Leur influence est forte, ils expriment dans leur milieu, dans des formes qui leur sont propres, leur conception d'un syndicalisme de classe et de masse, ils imposent aux directions UID des conceptions plus conformes à l'intérêt de leurs mandants. »

La conclusion est que la question ne peut être résolue par la syndicalisation à la CGT; l'objectif a été défini par Séguy au 40<sup>e</sup> congrès : « Aider plus efficacement ceux qui, dans la FEN, conduisent le combat pour le développement de l'unité d'action avec les centrales ouvrières. »

La CGT condamne l'initiative du SUPEN (Syndicat unitaire des personnels de l'enseignement, syndicat d'enseignants hors FEN) qui est apparue en Seine-Maritime au début de l'année 79, demandant l'adhésion à la CGT. Le bureau de l'UD de Seine-Maritime a considéré que les initiateurs avaient pour objectif de placer la CGT en difficulté et qu'il s'agissait là d'une « démarche scissionniste d'inspiration opportuniste ». A. Allamy (secrétaire national CGT) a repris cette formule à son compte.

Dans le cadre du débat engagé à la CGT, l'offensive pour la syndicalisation des enseignants (tous à la CGT !) est menée par les structures syndicales CGT de l'enseignement (syndicat des professeurs du technique, et syndicat des personnels non enseignants). Le SNETP-CGT (professeurs du technique court) a vivement réagi à la prise de position du PCF sur la syndicalisation à la FEN, prise de position qui ne mentionnait pas l'existence de syndicats CGT dans l'enseignement. Il a considéré qu'il y avait discrimination et ingérence...

Le congrès de la FERC (Fédération CGT de l'éducation, de la recherche et

de la culture) a adopté le texte suivant en juin 1979, par 306 voix pour, 41 abstentions, et 307 refus de vote :

« La syndicalisation *de tous* les personnels enseignants à la CGT est posée... Plusieurs syndicats de notre fédération estiment que cette syndicalisation :

- faciliterait au sein de la confédération [...] l'élaboration d'un projet éducatif;
- permettrait au personnel enseignant de s'inscrire pleinement et avec plus d'efficacité dans la lutte des travailleurs de notre pays;
- donnerait les moyens à notre organisation de mieux combattre le courant réformiste... »

Les partisans de la syndicalisation à la CGT considèrent que les U et A sont prisonniers dans la FEN irrédressable, donc inefficaces, que tout travailleur doit pouvoir adhérer à la CGT comme le prévoient les statuts, que la CFDT profite de la situation puisqu'elle syndique les enseignants...

### *Où en est la position des U et A ?*

Alain Philippe, secrétaire adjoint du SNES déclarait en janvier 1978: « Un nombre grandissant des adhérents des syndicats qui constituent la FEN et des jeunes arrivant dans la profession aspirent à l'unité avec les autres travailleurs au sein d'une confédération syndicale commune. » Que dit aujourd'hui le « collectif » U et A ? Il a fait une récente déclaration (novembre 1979) sous le titre : « Unité et Action pour le renforcement de la FEN. »

U et A cherche à retourner l'accusation de division et de scissionnisme contre la tendance UID. Il existe en effet dans cette tendance des « ultras » comme Fournier, secrétaire général du SNETAA, qui écrit : « Nous sommes en présence d'une réalité : il y a des communistes dans l'enseignement, ils sont très largement minoritaires, certains d'entre eux font beaucoup de bruit; vaut-il mieux qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats de la FEN ? Les avis sur ce point sont partagés. » A la suite de la grève du 11 et de la marche du 12 décembre 1979 à l'initiative des syndicats et sections FEN à direction U et A, A. Henry a très vivement condamné ces actions comme fractionnelles, tournées contre la FEN. Le secrétaire du SNI s'est demandé « si le PCF avait définitivement choisi de paralyser notre syndicalisme de l'intérieur. Tout nous le fait craindre... »

Mais s'il est vrai que l'orientation de la direction UID nourrit des forces centrifuges, rien ne sert de chercher à renverser l'ordre des responsabilités dans une éventuelle scission aujourd'hui : elle viendrait très clairement de la CGT, des U et A, du PCF.

Les U et A sont conduits à proclamer leur attachement à la FEN; ils condamnent fermement l'initiative du SUPEN : « L'attaque est directe, la tentative de division éclatante [...] L'initiative du SUPEN tourne le dos à l'exigence unitaire, elle divise, elle démobilise, elle renforce le courant UID dans la FEN... » Il faut se battre là où sont les masses : « C'est dans la FEN et ses syndicats, tous largement majoritaires dans leur branche, que milite et agit le *principal* courant syndical enseignant : U et A. » La position est aussi *claire*

que *sectaire*. Voilà qui indique bien les limites de la conception U et A de l'unité !

## L'unité

L'« autonomie » a été mise en cause de toutes les façons : elle contribue à renforcer les pressions corporatistes, à peser dans le sens d'un syndicalisme « universitaire » ; il est assez clair que la tendance UID s'est trop bien accommodée de l'autonomie où elle trouve de nombreux avantages de bureaucratie, au lieu d'en faire le point d'appui pour une bataille *déterminée* en faveur de la réunification syndicale.

Mais il ne faut pas inverser l'ordre des facteurs : si la FEN n'est pas ce qu'elle prétend être, un exemple de syndicalisme unitaire, démocratique, de lutte de classe, c'est d'abord en fonction de son orientation et de celles de ses syndicats. L'autonomie a été et reste la condition de l'unité du syndicalisme enseignant ; il a fallu l'imposer aux « cégétistes » en 1948. L'unité, facteur de force, doit être défendue, en même temps que la possibilité d'expression et de représentation des divers courants.

Il n'y a pas d'automatisme entre autonomie et corporatisme ; il y a eu entre les deux guerres une fédération de fonctionnaires « autonome » plus combative que la fédération reliée à la CGT de la rue Lafayette. Aujourd'hui, la pression exercée sur le SGEN, par la confédération CFDT, va dans le sens du recentrage ; enfin, les exemples d'orientations aussi « corporatistes » que celle de la FEN ne manquent pas dans les confédérations. L'autonomie pèse dans le mauvais sens, mais elle *ne détermine pas l'orientation*.

Une scission de la FEN constituerait dans tous les cas un grave affaiblissement pour le syndicalisme des travailleurs de l'Éducation nationale. Il faut défendre sans condition l'unité syndicale, contre les diverses tentatives de scission et de contournement ; il faut se battre pour la transformation de la Fédération en fédération d'industrie réellement démocratique ; il faut reconnaître que le dépassement de l'autonomie de plus en plus vivement ressenti comme une nécessité est inextricablement lié à la réunification syndicale : c'est une tâche urgente, une tâche qui demande un *immense effort*.

M. Bouvet

## L'enseignement

MICHEL  
MERLIN

## 2. Portée de la réforme de la formation des maîtres dans les écoles normales

La réforme de la formation des instituteurs est l'une des dispositions fondamentales prises par Beullac depuis son arrivée au ministère de l'Éducation.\* Cette réforme préfigure un certain nombre de mesures qui risquent de modifier la formation des enseignants de collège, et celle des enseignants du secondaire. Cette réforme indique très concrètement comment le ministère souhaite « profiler » les enseignants pour les années qui viennent, dans un souci de « *mettre en harmonie la volonté politique... les mentalités et les comportements des maîtres* », selon les termes d'une directive récente à l'Institut national de la documentation pédagogique.

La question de la formation des enseignants n'est pas seulement un problème syndical concernant les « formés », les « formateurs », ou même l'ensemble des enseignants. Il n'échappe à personne que le problème de la formation des maîtres est un problème politique d'importance nationale. De la formation des instituteurs dépend pour beaucoup la fonction politique de l'institution éducative; historiquement, il en a bien été ainsi: les instituteurs ont été en France les meilleurs militants de base de la construction de la Troisième République. Le terme même d'instituteur s'est progressivement substitué à celui de maître d'école, tant cette fonction politique de fondateur des institutions semblait bien correspondre à l'activité de ces enseignants. Cette dimension politique est aujourd'hui clairement affirmée par le ministère: il s'agit de réduire l'écart entre le « pays électoral » et le « pays enseignant ». L'engagement traditionnel à gauche de la majorité des enseignants fausse, pour le ministère, le fonctionnement de la machine éducative, qui devrait être à l'image du « pays réel », du

« pays profond », et reflète mieux l'ensemble de la diversité politique tout en acceptant le fonctionnement de la concurrence entre des structures rivales, entre individus rivaux. Un des aspects essentiels de la réforme de la formation des maîtres est l'introduction dans la philosophie de la formation, et dans les procédures mises en place, d'un élément essentiel de la pensée libérale giscardienne : « Que le meilleur gagne, que le plus souple s'adapte !... »

Les réactions des partis de gauche, et des directions syndicales enseignantes qui leur sont liées, illustrent parfaitement une certaine conception du « consensus social » implicite. Ce sont, finalement, les réactions catégorielles qui l'ont emporté, et la réforme de la formation a été caractérisée comme une « victoire syndicale » par le syndicat des instituteurs. Le PCF lui-même, dans *l'Humanité*, a salué la réforme comme une victoire, même si un grand nombre de ses militants enseignants émettent de sérieuses réserves. De la réforme, les directions syndicales ont fait une analyse privilégiant l'allongement de la formation, portée à trois années, et la liaison accrue avec l'Université. Le pouvoir, comme on le verra, s'est chargé de rendre ces dispositions vides de sens, en accentuant au contraire tous les aspects qui donnent à la réforme son caractère conformiste et réactionnaire.

Ces enjeux considérables font des établissements de formation d'enseignants des lieux essentiels pour l'intervention syndicale et politique : si les plans du pouvoir sont clairs, leur application ne peut se faire qu'en fonction des rapports de forces locaux et nationaux : tout n'est pas encore joué avec l'apparition de textes réglementaires : en attendant des luttes frontales contre la réforme, les utilisateurs des écoles normales, les instituteurs en formation, les professeurs formateurs luttent contre l'application des textes, et, ce faisant, contribuent à reconstruire un rapport de forces, singulièrement dégradé depuis les années précédentes.

## Le contexte de la réforme

On ne peut sérieusement approcher le problème de la formation des instituteurs et de sa réforme que si on examine la situation des années précédentes. L'institution des écoles normales a très longtemps fonctionné sur des textes datant des années 1880... la Troisième République s'est bien gardée de toucher quoi que ce soit à une institution qui avait si largement contribué à son affermissement. La suppression des écoles normales par Pétain, qui y voyait, comme toute la droite réactionnaire depuis leur création, des foyers d'agitation, à interdit à la Quatrième République d'apporter des modifications substantielles à leur fonctionnement, « la gauche » s'identifiait avec l'institution; les écoles normales réouvertes devaient à nouveau remplir leur fonction de pépinières d'enseignants rationalistes et démocrates.

La politique complètement malthusienne de recrutement des enseignants dans les années cinquante a introduit un premier facteur de crise : le recrutement

massif de personnel auxiliaire sans formation initiale a fait que l'école normale a perdu de fait assez largement, le rôle de pôle intellectuel et culturel qu'elle pouvait avoir, en particulier dans les départements ruraux.

L'exode rural avait d'ailleurs déjà modifié la fonction d'un grand nombre d'écoles normales, qui ne recrutaient plus que des promotions squelettiques dans des zones de plus en plus délaissées.

L'allongement de la formation à deux ans après le baccalauréat, et la suppression des classes préparatoires au bac ont eu des conséquences très importantes sur le recrutement des instituteurs.

Dans l'immédiat après-68, ce recrutement était encore sociologiquement comparable à celui des années héroïques : les jeunes d'origine ouvrière ou paysanne constituaient la grande majorité des promotions. C'est à peine si se glissaient ici où là des enfants de fonctionnaires. Le recrutement restait essentiellement un recrutement que l'on a dit de « promotion sociale ». L'école normale dispensait une formation que ces jeunes n'auraient pu trouver nulle part ailleurs, certainement pas à la très bourgeoise université.

L'école normale était très souvent le seul lieu qui pouvait permettre de « vivre et travailler au pays ». Une certaine tradition historique s'est plu à montrer comment, en « se frottant de culture », l'instituteur devenait traître à sa classe d'origine et revenait au village pour combattre les « valeurs populaires ». Ce processus de pompage par l'école normale de « l'élite populaire » a certainement fonctionné. Il est certain que la bourgeoisie, en particulier la bourgeoisie de fonction, s'est largement reproduite à partir de cet « écrémage » des villages par les écoles normales. Mais il est certain aussi qu'un grand nombre d'instituteurs d'origine populaire sont restés fidèles à leurs origines de classe, avec le souci permanent de continuer à se définir comme des travailleurs et à œuvrer pour la formation des enfants des travailleurs. Ce sont ces instituteurs qui ont créé le syndicalisme enseignant, qui ont réussi à construire dans le milieu une opposition réelle à la tuerie impérialiste de 14-18...

Ce recrutement classique, à grande majorité d'enfants de travailleurs, s'est fondamentalement modifié dans les années 70 à 78, pour une série de raisons, dont les plus fondamentales sont le chômage des jeunes, la crise des valeurs concernant l'École, et ce qu'on appelle la « dégradation de la fonction enseignante ».

On trouve maintenant dans les écoles normales une majorité de jeunes qui abordent la profession d'instituteur après avoir tenté d'autres études ou un autre métier. On y trouve beaucoup d'anciens étudiants frappés par la sélection universitaire. On y trouve beaucoup de jeunes qui ont cru pouvoir échapper pendant quelques années à la loi du travail en trouvant à gauche et à droite un « job » ou un autre, avant de s'apercevoir que la garantie de l'emploi et le salaire fixe constituent des valeurs qui ne sont pas forcément synonymes d'embourgeoisement. On y trouve une majorité de jeunes dont les parents exercent des professions « socialement mieux considérées » que celle d'instituteur. C'est ce que certains observateurs ont baptisé le « recrutement de déchéance » pour

l'opposer à l'ancien recrutement de « promotion ». Rien d'étonnant à ce que, dans ces conditions, l'école normale soit devenue un lieu vide, un lieu de désespérance et d'ennui.

Cette désespérance a pris dans la dernière décennie des formes très variées. Dans certaines écoles normales qui restaient fort classiques, le port de la blouse demeurait obligatoire. L'internat restait la règle. Le bistrot du coin était, au moins pour les garçons, le seul lieu un peu vivant. L'alcoolisme et même la drogue devenaient des phénomènes qui n'étaient pas seulement anecdotiques.

La création des grandes écoles normales de la banlieue parisienne dans les années 1973 à 1978 (Livry-Gargan, Bonneuil, Cergy-Pontoise, Etiolles...) rompait avec le modèle classique en supprimant l'internat, en inaugurant un style qui se rapprochait un peu de celui de l'université, mais sans pouvoir pour autant modifier les causes sociales, politiques et idéologiques du désespoir normalien. « Puisqu'il faut travailler, pourquoi pas ça plutôt qu'autre chose ? » devenait le leit-motiv de tous les jeunes en formation.

La marquetterie de la formation elle-même contribuait à la confusion. Des professeurs très « classiques » continuaient à dispenser un enseignement très normatif : ainsi des professeurs de français ont pu faire une carrière complète en enseignant à... tracer au tableau des lignes de lettres. Au cours d'après, dans la classe d'à côté, de jeunes « psycho-pédagogues », anciens étudiants de philo en 68, tentaient de faire percevoir ce que peut être la pédagogie institutionnelle, s'interrogeaient sur les rapports entre la psychanalyse et l'éducation, ou s'initiaient à la dynamique de groupe.

Le mélange détonant de ces influences contradictoires, de ces conceptions radicalement opposées de la formation, aboutissait parfois à des conflits positifs et enrichissants, mais plus souvent à un renforcement de l'inappétence intellectuelle et de la passivité politique et syndicale.

La conclusion souvent tirée était que l'école normale ne servait à rien, que c'était simplement un moment à passer avant de rentrer dans la carrière vide d'un fonctionnariat bien réglé par la hiérarchie des inspecteurs, autrement plus efficaces pratiquement que les enseignants rêveurs pour beaucoup des écoles normales.

De 70 à 78, les seuls moments vécus comme positifs à l'école normale ont été les moments de lutte. 68 n'avait pas directement marqué le mouvement normalien. L'influence du mouvement étudiant a été relativement faible sur un milieu qui s'identifiait encore largement à l'institution : le mouvement politique qui tenait alors le haut du pavé dans les écoles normales était l'OCI qui proposait, certes des formes radicales de lutte, mais sur une plate-forme qui se posait en défense acritique de l'institution. Le milieu normalien était encore largement syndiqué (la syndicalisation est aujourd'hui inférieure à 10 %) et réagissait encore assez largement par rapport aux problèmes « des jeunes » d'une manière générale.

La modification du recrutement et le nouvel état d'esprit régnant dans les écoles normales à partir des années soixante-dix ont fourni la matière à de

longues luttes essentiellement axées sur le refus de la sélection, et sur la qualité des postes à la sortie qui ont souvent débouché sur un mouvement assez puissant pour se donner des coordinations nationales, démocratiquement constituées à partir d'assemblées générales. (Ces années virent la progression importante de la tendance École émancipée, et la construction de la LCR dans les écoles normales.)

Ces luttes importantes ne sont parvenues, en général, qu'à obtenir des succès locaux, qui furent souvent d'ailleurs considérables, dans la lutte contre la sélection. Dès que la lutte atteignait un niveau national, comme ce fut le cas en particulier en 1978, le syndicat des instituteurs se réveillait, et allait au ministère négocier la chose sur une plate-forme radicalement différente des normaliens en lutte. La « récupération » ainsi opérée de la grande lutte de 1978 a conduit à une méfiance considérable et durable des normaliens envers les mouvements nationaux, moins facilement contrôlables par la base, facilement manipulables par les directions syndicales. *Small is beautiful*, même en matière de mouvement : c'est l'idée que transmirent beaucoup d'acteurs déçus de la mobilisation de 1978.

Ces mouvements avaient en général une grande faiblesse : celle de ne se poser qu'en mouvements spécifiquement normaliens sans chercher à passer des alliances, sans chercher trop non plus à s'insérer, ne serait-ce que de manière conflictuelle, dans la réalité syndicale en dépit de ce que cherchèrent la plupart des militants de « l'École émancipée ». Les mouvements étaient souvent à la recherche de la pureté de la plate-forme, plutôt qu'à la recherche de la manière d'en faire aboutir quelques points principaux...

La direction du SNI a longtemps fait preuve d'une cécité absolue en ce qui concernait les écoles normales. Tantôt elle vivait sur une image de l'école normale qui datait d'avant-guerre, tantôt elle incriminait les professeurs, en particulier ceux influencés par le PCF et par l'extrême gauche, en les accusant de détruire l'institution. La direction du SNI n'a mesuré qu'assez tardivement ce qu'était en réalité le « pourrissement » intérieur de l'institution, et le développement de mouvements importants remettant sa ligne en cause.

Les dirigeants UID ont longtemps assimilé la crise des écoles normales à une démanaison passagère : les jeunes, à la sortie de l'école normale, se syndiquaient comme avant et rentraient sans trop de peine dans le moule. Leur gourme gauchiste jetée, ils devenaient raisonnablement réformistes.

A partir de 1974-75, le phénomène prit des proportions plus « inquiétantes » : pour les directions : le développement des tendances d'opposition à partir des écoles normales devenait plus durable. Le SGEN lui-même se développait dans ces bastions, dans ces berceaux de la FEN ! Les dirigeants du SNI et de la FEN ouvrirent les yeux sur des évolutions : ils en conçurent une amertume et une haine de ce qu'en privé ils appelaient le « merdier des écoles normales ». Cette haine et cette amertume expliquent largement leur attitude aujourd'hui positive par rapport à la réforme Beullac.

Les militants du PCF et de la tendance Unité et Action avaient certes une perception beaucoup plus fine de la réalité normalienne, pour la bonne raison

qu'ils étaient présents dans les écoles normales, surtout comme enseignants. Ils tentaient de capter la radicalisation normalienne sans s'aventurer trop sur la question de la sélection. Leur présence dans la majorité du syndicat FEN des professeurs d'écoles normales les ligotait dans une politique corporatiste qui les opposait assez souvent aux mouvements des normaliens qui se développent sur les questions d'évaluation et de contrôle. Ils tentaient en permanence d'établir le pont entre les revendications normaliennes et les propositions de leur courant politique en matière de formation des maîtres : la monovalence ou la bivalence de l'instituteur (l'instituteur n'enseignant qu'une ou deux matières au sein d'une équipe pédagogique), la formation en cinq ans à l'université.

Ces plans de formation ne trouvaient pas un écho considérable auprès des normaliens, qui répondaient généralement « Donnez-nous la garantie de l'emploi d'abord, nous discuterons modalités de formation ensuite. »

Pendant toutes ces années, la réponse donnée par ce courant politique à la crise des écoles normales, a été : « Une formation de haut niveau dans le cadre universitaire ». Mais qu'est-ce qu'une formation de haut niveau en pédagogie ? Est-ce une formation universitaire poussée en français, en mathématiques, en histoire, etc. ? Est-ce une formation semblable à celle des enseignants du secondaire ? Est-ce au contraire une formation générale plus approfondie en pédagogie et en psychologie ? Est-ce une formation à la relation, aux pratiques de groupe ?

L'incantation sur le niveau universitaire voilait ces problèmes, U et A ne parvenait pas non plus à convaincre du caractère positif de la multiplicité des enseignants au contact de jeunes enfants. Le PCF et U et A développaient une conception scientiste du savoir qui ne permettait généralement pas de répondre aux préoccupations beaucoup plus radicales des « formés » : « Pourquoi enseigner ? A quoi bon ? » Les réponses proposées par ce courant, à l'exception de celles qu'esquissait le GFEN (groupe français d'éducation nouvelle), groupe pédagogique animé aujourd'hui par des oppositionnels du PCF, passaient aussi à côté de la crise.

## Les grandes lignes de la réforme

L'administration ne s'est que peu souciee des projets syndicaux dans la détermination des objectifs de la réforme. Ou plutôt, elle ne s'est servie des propositions avancées par les uns ou les autres que pour la faire accepter. L'ambition du ministère était d'harmoniser la formation avec la réforme du système éducatif (réforme Haby) de 1975, en mettant en place des procédures susceptibles de former des enseignants travaillant dans l'esprit de cette réforme.

Le ministère en a profité pour chercher à harmoniser la formation en France avec la plupart des cycles de formation européens qui se font en trois ans.

Pour mettre en place la réforme, il lui fallait installer un cadre national contraignant mettant fin à plusieurs années de « laxisme ». A cette fin le

ministère a choisi d'introduire les inspecteurs dans la formation initiale, et de leur confier de fait la surveillance et le contrôle du processus.

Pour rendre tout cela cohérent, il fallait une idéologie de la formation : le ministère l'a trouvée dans ce que l'on appelle la « pédagogie par objectifs ».

La pédagogie par objectifs part d'une constatation banale : tout apprentissage est à la fois un apprentissage de compétences et de connaissances, de « savoir-faire » et de « savoirs ». Plutôt que de travailler à partir d'un programme, comme la pédagogie traditionnelle, la pédagogie par objectifs part d'une liste de « savoirs » et de « savoir-faire » à faire acquérir aux enfants. Les nouvelles instructions relatives à la maternelle, au cours préparatoire et au cours élémentaire sont construites sur ce modèle.

L'idée en elle-même n'est pas fautive, « savoir dessiner une carte » est au moins aussi important que « savoir reproduire la carte de France ». Ce qui devient aberrant, et prend un sens politique réactionnaire, c'est la mécanisation du processus : à l'intérieur des objectifs généraux, on détermine des objectifs secondaires, et des objectifs de plus en plus affinés. Chaque séquence pédagogique devient l'objet d'une « grille d'objectifs ». On aboutit ainsi à une véritable taylorisation de l'acte pédagogique. La volonté de la pédagogie par objectifs ainsi imposée est d'aboutir à une forme de robotisation de l'apprentissage comme la taylorisation a été une planification rationnelle de l'acte de production.

Cette taylorisation est assortie d'un contrôle permanent : en permanence l'enfant est soumis à un regard : est-il capable, ou non capable de ? Remplit-il l'objectif ?

Le fin du fin de cette démarche réside dans les consignes d'un certain nombre d'inspecteurs de « pointe » : il faut individualiser les objectifs. Chaque enfant serait ainsi soumis à une évaluation personnelle et permanente.

Ces pratiques pédagogiques sont en contradiction absolue avec des pratiques qui font intervenir les relations dans le groupe, avec l'utilisation du groupe comme incitateur, comme critique et régulateur du fonctionnement de la classe.

L'incidence sociale de l'individualisation forcée de la pédagogie par objectifs est claire : elle aboutit à un tri des enfants en fonction des capacités acquises dans le milieu social d'origine. L'apparence libérale de l'individualisation n'est que le masque d'une ségrégation sociale. C'est la philosophie des aptitudes individuelles : pour Beullac, il faut que Pierre aille vite si Pierre est capable d'aller vite, Paul lentement si telle est sa « nature » : ce n'est pas le problème de l'école si Pierre devient ingénieur et Paul manœuvre.

La formation à l'école normale est calquée sur ce système : l'élève-Maître est en permanence soumis à cette évaluation : est-il capable ou non capable ? Remplit-il les objectifs précis qui découlent de l'objectif général de savoir enseigner les maths au cours moyen ? Cette conception de la formation voudrait pouvoir déterminer des critères objectifs d'incompétence. Mais en fait, derrière tout ce vocabulaire techniciste, c'est toujours l'autorité qui évalue, autorité qui a d'autant plus de pouvoir que ce pouvoir paraît conforté par une science.

Toute pratique de formation d'enseignant est une pratique reproduite dans l'exercice du métier : c'est pourquoi il est si important pour le ministère que la formation à l'école normale soit elle-même taylorisée. Cette formation nouvelle est découpée en une succession « d'unités de formation » de soixante heures chacune, comprenant deux évaluations : une évaluation de connaissances et une évaluation de compétences. Chacune de ces Unités de formation (UF) est définie par une fiche ministérielle qui décrit une série d'objectifs.

C'en est largement fini de la liberté pédagogique des formateurs; s'ils prennent des libertés avec les objectifs de la fiche ministérielle, ils courent le risque de voir invalider par le jury terminal de fin de première année les travaux qu'ils auront, eux, jugés positifs. Ils font ainsi courir de gros risques aux normaliens.

C'en est fini du droit au congé-maladie, aussi bien pour les formés que pour les formateurs : il faut que l'UF fasse soixante heures ! C'en est fini des grèves : il faut rattrapper les heures pour que l'UF soit complète !

La taylorisation comporte un accroissement des rythmes : les normaliens se sont vu infliger trente heures de cours plus dix heures de travaux personnels. Dans ces conditions, ce sont les formes de travail les plus classiques et le bachotage qui l'emportent, à l'inverse de ce que devrait être une préparation au métier d'enseignant par une pratique active d'appropriation du savoir, et de formation aux relations dans un groupe d'enfants.

La taylorisation de la formation par le système des UF ainsi mis en place détruit toute pratique centrée sur le groupe à l'école normale. La réforme de la formation commence par détruire les équipes de professeurs qui s'étaient souvent constituées de manière interdisciplinaire.

Elle détruit aussi largement pour les normaliens la possibilité de travailler en groupe, puisque toutes les évaluations sont individuelles. Il n'y a plus de place pour des pratiques qui pourraient préfigurer celles du travail en équipe dans les groupes scolaires : tout est fait pour ancrer le normalien dans l'idée traditionnelle « qu'on se débrouille tout seul ». Il va bientôt y avoir presque cent ans que tous ceux qui ont réfléchi un peu sérieusement sur la pédagogie condamnent cet isolement de l'enseignant dans sa classe, et préconisent le maximum d'échanges avec d'autres enseignants, comme avec des groupes extérieurs qui servent de référent à la pratique individuelle dans la classe; la réforme n'en tient bien entendu aucun compte, en développant strictement l'idéologie de la capacité individuelle.

Il y a plus de cinquante ans que tous ceux qui ont réfléchi un peu sérieusement sur une pédagogie d'adolescents ou d'adultes savent qu'il ne peut y avoir action pédagogique réelle que s'il y a négociation des objectifs, des procédures de formation, entre formateurs et formés. La réforme, au contraire, impose. La manière dont la formation se passe à l'école normale pourrait être un sujet de réflexion permettant une extension dans les classes maternelles et primaires : les professeurs d'école normale qui souhaitent voir pratiquer dans les classes des méthodes réellement actives en sont réduits à faire des cours

dogmatiques sur la participation réelle des enfants, devant un public beaucoup plus préoccupé par les procédures d'évaluation et de validation que par les contenus eux-mêmes !

Cette description, même rapide, permet, je l'espère, de saisir pourquoi la réforme n'est pas seulement politiquement réactionnaire : elle est également totalement rétrograde d'un point de vue pédagogique.

Les dispositions institutionnelles prises par la réforme pour contrôler la formation enferment formateurs et formés dans un cycle de défiances et d'affrontements. La défiance, d'ailleurs, est instituée à tous les niveaux, à la fois contre les enseignants et contre les instituteurs en formation.

L'élément essentiel de ce dispositif est le jury de fin de première année. Présidé en personne par l'inspecteur d'académie, ce jury est composé, dans une très large mesure, de personnels extérieurs à l'établissement. Le jury a compétence pour apprécier de la capacité à enseigner, au vu des différents travaux présentés par les élèves-maîtres. Il peut décider négativement, même si l'ensemble des professeurs formateurs a décidé positivement. Tout puissant, il peut invalider des unités de formation reconnues validables par les professeurs.

Le recrutement des professeurs a également été modifié : pour enseigner dans une école normale, il faut maintenant passer par un entretien avec l'inspecteur d'académie.

Les contrôles sont multipliés tout au long du parcours des unités de formation. Les élèves-maîtres sont astreints, tout au long de leur formation, à une série d'entretiens individuels avec leurs « tuteurs », inspecteurs et professeurs d'école normale. Ces « entretiens » sont bien souvent dirigés dans le sens de véritables interrogatoires par le « tuteur » inspecteur.

Les écoles normales seront soumises bientôt à un contrôle académique institué par un « conseil de perfectionnement », présidé par le recteur, et composé de personnalités diverses, extérieures au processus de formation.

Beullac a profité de la réforme pour faire passer dans la pratique l'idée, qui lui tient à cœur, d'une formation des enseignants par le « monde industriel » : à la fin de la seconde année, un stage en entreprise est organisé, durant un mois, sur le temps de vacances. Dans le même esprit, l'unité de formation baptisée « environnement » prévoit une information non critique sur le fonctionnement de l'entreprise dans la société actuelle.

Les contacts avec l'université sont aujourd'hui encore trop embryonnaires pour que l'on puisse dire comment ils fonctionneront. Le ministre des Universités, Alice Saunier Seïté, se refuse à payer ces interventions dans les EN, qui seront prises en charge donc par le ministère de l'Éducation. Il est facile de prévoir cependant que la pénurie de moyens, le refus de créer des postes supplémentaires, vont réduire à peu de chose l'intervention de l'Université dans les écoles normales, au moins les premières années : les textes font obligation à l'Université d'assurer au moins un tiers des unités de formation dont elle a la charge avec un personnel titulaire : il y a gros à parier que cela sera concrètement impossible, et que l'Université va « sous-traiter » une bonne partie de ces formations.

En approuvant la réforme, les directions de la FEN et du SNI ont lâché la proie pour l'ombre. Elles ont analysé la réforme d'un point de vue strictement institutionnel, en se basant uniquement sur l'extension à trois ans et la liaison avec l'Université. Elles ont refusé d'analyser la réforme du point de vue de ceux qui y étaient directement soumis, les jeunes instituteurs en formation. La direction du SNI va en payer les conséquences par une désyndicalisation encore croissante des jeunes : comment adhérer à une organisation syndicale dont la direction est partie prenante de ce plan de formation qui permet une sélection importante ?

Le direction du SNI avait misé sur la « revalorisation » des instituteurs, qu'elle pensait possible à partir de ces négociations sur la nouvelle formation. La position du ministère a été intransigeante : ne seront éventuellement « revalorisés » que les instituteurs ayant suivis la nouvelle formation et titulaires du DEUG. Le danger est très grand de voir la profession ainsi coupée en deux : une mince tranche — les dernières promotions — revalorisée, et tous les autres payés comme des instituteurs de seconde zone.

Dans ce cas, ce seraient les instituteurs en poste, titulaires depuis de nombreuses années, qui risqueraient de quitter assez massivement ce syndicat qui ne réussit qu'à multiplier le nombre des catégories, et à aboutir en fin de course à la diminution de leur pouvoir d'achat par rapport à celui des jeunes !

Pour l'instant, le pouvoir a mis tout le monde provisoirement d'accord, en déclarant qu'il ne revaloriserait personne. Ce que la direction du SNI a accepté — l'aspect autoritaire, réactionnaire et revanchard de la réforme — devient alors l'aspect essentiel, à partir du moment où ce qui devait l'emporter sur ces aspects, dans l'esprit des responsables syndicaux — la revalorisation financière — est repoussé aux calendes grecques.

Les dirigeants Unité et Action, minoritaires dans le SNI, mais largement majoritaires dans le syndicat des professeurs d'écoles normales, sont bien embrouillés dans leurs déclarations contradictoires : ils affirment à la fois que la réforme a des aspects positifs — l'extension à trois ans et la liaison à l'Université — et des aspects autoritaires négatifs. Ils sont absolument incapables de dire si les aspects positifs ou si les aspects négatifs l'emportent : s'il faut lutter pour une meilleure application de la réforme, ou s'il faut la combattre !

## **La réflexion, la syndicalisation et les luttes**

Il serait illusoire et dangereux de ne pas comprendre que la réforme a changé beaucoup de choses dans les écoles normales. C'est à partir de leur vécu que tous les travailleurs élaborent leurs revendications et leurs moyens de luttes, qui prendront aussi d'autres formes.

La caractérisation de la réforme comme essentiellement réactionnaire, sur le plan pédagogique comme sur le plan politique, est la première condition pour déterminer des axes de lutte cohérents. Cela implique une lutte contre les

explications emberlificotées des deux principales tendances de la FEN, comme contre la direction du SGEN-CFDT, qui n'est pas non plus bien claire sur cette question : n'a-t-elle pas été jusqu'à laisser imprimer dans *Syndicalisme universitaire* que la réforme reprenait en compte un certain nombre de revendications du mouvement normalien des années précédentes en particulier l'individualisation de la formation ?

Il est nécessaire aussi d'avoir une réflexion conséquente sur ce que pouvait être l'ancienne formation, et le fonctionnement des écoles normales avant la réforme. Sur ce chemin, nous rencontrerons le F.U.O. et l'O.C.I., qui développent une critique à peu près impeccable de la réforme (sauf qu'ils en sous-estiment la dimension pédagogique), mais cultivent des illusions sur l'institution telle qu'elle pouvait être auparavant. Il est probable que toute lutte qui se fixerait comme objectif un retour à l'état de chose antérieur serait condamnée à l'échec.

Enfin, il devient absolument nécessaire de lier les luttes des écoles normales à l'ensemble des luttes des enseignants, pour éviter que, comme les années précédentes, des efforts considérables se consument dans un ghetto. La lutte contre les stages en entreprise doit se faire par l'intermédiaire de coordinations avec les élèves de centres pédagogiques régionaux (où les futurs professeurs d'enseignement secondaire font un stage d'un an avant d'avoir un poste), à qui des stages semblables sont imposés. La lutte pour le respect des vacances doit être menée avec l'ensemble des enseignants, également menacés d'une extension assez considérable du temps de travail.

Pour tout cela, il est nécessaire d'agir en sorte qu'une bonne partie du milieu prenne conscience de la nécessité de la syndicalisation. La syndicalisation, la pression continue pour faire valoir les revendications des jeunes en formation dans les organisations syndicales, est un élément déterminant pour que les luttes à venir dans les écoles normales ne soient pas que des feux de paille. C'est un élément déterminant pour éviter la récupération de ces luttes par les appareils. Sur ce point, les militants de l'École émancipée se battent souvent à contre-courant, s'opposant à de nombreux normaliens qui opposent la lutte à la syndicalisation comme deux termes antagoniques. C'est toute une éducation syndicale du milieu qui est aujourd'hui à faire. Seuls peuvent aujourd'hui le faire ceux qui s'opposent à la réforme avec conséquence.

Les axes de lutte précis découlent assez facilement de l'analyse. Ce n'est pas le lieu de les exposer tous ici : il suffit d'en donner les grandes lignes :

- Pas une suppression d'école normale, pas une suppression de poste de prof, de normalien ou d'agent;
- il faut refuser les stages en entreprise;
- il faut refuser la présence des inspecteurs dans la formation initiale;
- il faut refuser le bachotage permanent et le système permanent de l'évaluation-sanction;
- il faut essayer de mettre en échec la disposition répressive essentielle : celle du jury de fin de première année composée d'éléments extérieurs;
- liberté pédagogique.

Tous ces objectifs (beaucoup plus détaillés dans les plates-formes syndicales qu'ici) exigent une politique d'alliance, et d'abord que soient surmontés les antagonismes corporatifs entre formateurs et formés. Il y a là aussi tout un travail à accomplir. Il y a une liaison systématique à rechercher avec les agents de service et les personnels administratifs, sans compter les liaisons nécessaires déjà évoquées avec les autres catégories d'enseignants touchées par les réformes actuelles.

Il est nécessaire pour vaincre que le mouvement garde ses traditions de démocratie : les assemblées générales (AG) des personnels, les délégués d'AG et les coordinations souveraines. Il est nécessaire aussi de concevoir que ce mouvement ne pourra déboucher que si les responsabilités sont clairement définies entre les AG et les organisations syndicales : les organisations syndicales doivent reconnaître le bien-fondé d'assemblées générales, si elles sont massives et démocratiques : les assemblées générales doivent admettre que les organisations syndicales aient le droit de faire des propositions, de défendre des orientations, de soumettre au vote des orientations cohérentes. C'est le fonctionnement minimal de la démocratie dans les luttes !

Allons-nous vers la mise en échec de la réforme, ou de certaines de ces dispositions ? Allons-nous, au contraire, assister à la défaite d'un secteur très combatif les années précédentes ? Ce qui se passe dans les écoles normales concerne tout le fonctionnement de l'école maternelle et élémentaire. Une défaite signifierait la mise en place réelle d'une formation conformiste. 1980, c'est l'année charnière : les luttes dans les écoles normales seront décisives, pour longtemps.

Michel Merlin

#### NOTE

\* Textes de référence : le dispositif réglementaire de base de la nouvelle formation est constitué par :

- l'arrêté du 25 juin 1979 (JO du 3 juillet);
- l'arrêté du 13 juillet 1979 (JO du 27 juillet);
- la circulaire du 26 juin 1979 (*Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, du 5 juillet 1979).

## L'enseignement

### 3. Lettre de la LCR à l'OCI sur l'intervention enseignante

*La discussion est engagée entre nos deux organisations. Il n'est pas utile, dans le secteur de l'enseignement, de reprendre l'ensemble des questions en débat. Par cette contribution, nous soulignons quelques problèmes relatifs à l'application de la tactique de front unique dans notre secteur, à la construction de la tendance de la lutte de classe dans nos syndicats, à l'intervention syndicale en général.*

## I

Dans une contribution adressée à votre comité central à l'occasion de la tenue de votre XXIII<sup>e</sup> Congrès (extraordinaire), notre bureau politique posait le problème en ces termes :

*« On peut en effet se demander si vous souhaitez réellement le front unique, lorsque dans l'intervention de masse vous vous saisissez du refus des bureaucrates de réaliser le front unique pour justifier votre propre passivité; ou lorsque vous ramenez, – et c'est assez systématique de votre part –, la lutte pour le front unique à une pétition exigeant l'unité des organisations, mais n'engageant pas d'action réelle pour le front unique et dans le sens du front unique.*

*« Il y a un couple dans votre politique entre l'appel de l'extérieur au front unique et l'opportunisme dans les organisations de masse, et le sectarisme qui*

*s'exprime particulièrement dans votre politique de « comités unitaires » constitués par vous-même en tant qu'organisation, sans que vous meniez bataille pour que les organisations de masse de la classe ouvrière constituent elles-mêmes de tels comités.*

*« Au travers de ces multiples métamorphoses avec les « Comités d'alliance ouvrière » (CAO), les « Comités unitaires de base » (CUB) ou les « Assemblées démocratiques », vous avez depuis dix ans maintenu constamment la même tactique. Cette tactique ne peut, selon nous, que renforcer cette déviation sur les rapports entre l'action syndicale et l'action de l'organisation politique [...]*

*« Ces structures, tout le monde en conviendra, ne sont pas les organes d'un front unique constitué, même si elles luttent pour un tel front. Et elles regroupent rarement beaucoup plus que les militants révolutionnaires qui les ont constituées. Vous déniez qu'il s'agisse de groupes de pression syndicaux et qu'il s'agisse d'une organisation centriste ceinturant l'organisation révolutionnaire. Cette tactique nous semble lourde de dangers et de confusion.*

*« Elle conduit les militants syndicaux révolutionnaires à réduire au minimum syndicaliste leur intervention syndicale pour laisser au CAO, au CUB, ou à l'Assemblée démocratique le soin de mener la lutte sur les tâches du front unique.*

*« Pourtant, les rapports de force constitués depuis 1968 nous permettent d'être offensifs face à la bureaucratie dans le syndicat lui-même et d'obtenir un soutien de masse réel : c'est dans le syndicat qu'il faut lutter directement pour les tâches du front unique ouvrier. C'est possible, et cela permet d'éviter le trade-unionisme et la coupure « au syndicat la lutte économique et au parti la lutte politique ».*

*« Cette tactique de constitution de comités ne peut que servir : soit de substitut à une véritable intervention de masse – et en particulier à la construction de la tendance syndicale, alternative de lutte de classe aux directions réformistes – soit de substitut à la construction du parti révolutionnaire.*

*Vous éprouvez du reste parfaitement cette difficulté et les menaces de déviation qu'elle fait peser sur vous. Car dès que les comités que vous impulsez perdent leur caractère conjoncturel, vous vous empresses, non sans éviter de brutales manipulations, de les dissoudre [...] pour les reconstituer sous un autre nom quelques semaines plus tard. »*

## II

Cette question a pris, dans l'Éducation nationale, une importance particulière : à travers les Comités d'alliance ouvrière des travailleurs de l'enseignement (CAOTE), votre tactique de construction de comités s'est trouvée, sans conteste, au centre de la scission de l'École Emancipée en 1969.

Aux lendemains de mai-juin 1968, vous impulsez les Comités d'alliance

ouvrière (CAO) : ni regroupement de sympathisants, ni organisation centriste large, ni fraction syndicale. Ce sont en quelque sorte des « groupes pour le front unique », dont l'existence se justifie par le fait que les tâches du FU ne peuvent pas être posées de l'intérieur du syndicat dans toute leur ampleur, mais polarisent une large frange de syndiqués prêts à les défendre (sans être disposés à rejoindre l'OCI). En pratique les CAO fonctionnent comme des structures sympathisantes de votre organisation.

Vous le savez, il y a eu débat politique de fond avant la scission, et quelles que soient ses péripéties, c'est sur la question des CAOTE, que cette scission s'est effectuée.

Le caractère inclassable des CAO des travailleurs de l'enseignement était relevé, à leur manière, par Valière et Féraud :

*« Les fondateurs des CAOTE commettent une confusion fondamentale en leur assignant en réalité une double tâche :*

*tâche syndicale, puisqu'il s'agit de lutter contre la trahison des directions syndicales et de lutter pour des objectifs syndicaux;*

*tâche politique, puisqu'il s'agit de créer une organisation politique de travailleurs.*

*« Alors règnent l'équivoque et la confusion, et le CAOTE devient une espèce d'organisation hybride « surajoutée » aux organisations naturelles de la classe ouvrière et incapable par nature de réaliser soit la tâche syndicale, soit la tâche politique.*

*« L'organisation des CAOTE est à nos yeux une faute politique grave, qui est loin de réaliser l'objectif que cette organisation s'assigne, à savoir profiter des événements de Mai pour tenter de surmonter les faiblesses que ce mouvement a dévoilées. »*

Nous partageons cette critique, même si, faut-il le rappeler, nous avons des divergences d'orientation avec les camarades que vous caractérisez comme des « syndicalistes révolutionnaires ».

A cette divergence de fond, s'ajoutaient des doutes et des interrogations dans l'EE sur la nature de vos projets dans la FEN. Car il est clair que la fonction des CAOTE (indéfinissable) et l'importance que leur donnait l'OCI (*Informations ouvrières* n'était-il pas défini comme l'organe des CAO ?) ne pouvaient que susciter l'inquiétude au sein de l'EE sur la politique de votre organisation. De sorte que le débat sur les CAO et sur la tactique de front unique va interférer avec un débat sur la démocratie dans la tendance et les « pratiques de l'OCI ». En l'occurrence, ces « pratiques » trouvaient leur origine dans une ligne politique erronée qui vous a empêchés de mener une lutte politique *claire* dans la tendance. Les soupçons sur ce que « cachaient » les CAOTE ne résultaient pas seulement d'aprioris spontanistes et anti-OCI (que vous avez largement contribué à nourrir : le trop fameux « Acte de Lille », par lequel vous avez imposé à l'EE en 1966 la démission de ses deux élus au BN du SNI fut une décision arrachée

par votre fraction de façon antidémocratique et une grave erreur qui a affaibli durablement les positions « lutte de classe » dans le SNI).

*Ces soupçons résultaient au moins autant de la confusion politique, entretenue par la « quadruple » nature des CAOTE.*

*Que la question des CAOTE ait concentré pour certains, dans l'EE, leur rejet des « pratiques » de l'OCI, cela tient largement au caractère bâtarde, finalement indéfendable, de ces Comités que vous impulsiez.*

*De ce seul point de vue, vous ne pouvez rendre compte de la scission par l'émergence soudaine de telle ou telle pression, sans revenir sur la façon dont vous l'avez combattue.*

Car il y a bien eu débat et lutte politique sur le fond, comme en témoignent encore ces critiques (nullement « anti-OCI » ou « anti-front unique ») que vous adressaient Valière et Féraud :

*« Si le CAOTE s'organise « hors du syndicat », il ne peut apparaître autrement que comme l'amorce d'une nouvelle organisation concurrente du syndicat existant, et s'il s'organise « dans le syndicat » il ne peut apparaître que comme la création d'une tendance syndicaliste concurrente de l'EE. Aucune de ces deux perspectives ne nous paraît soutenable dans les conditions objectives de la lutte des classes. Et plus loin : « Mais le CAOTE n'a pas, semble-t-il, pour seule ambition de mener la lutte sur le seul plan syndical. On nous le présente comme l'amorce d'une « organisation politique », résultant de la « nécessité de la construction de l'organisation politique de l'avant-garde ouvrière, coordonnant et centralisant l'activité des militants ouvriers dans la lutte des classes. »*

Rien dans ces prises de position des syndicalistes révolutionnaire de l'époque ne permet donc d'affirmer qu'ils auraient tourné, dans un sens ou dans un autre, sur la question du front unique, qu'ils en seraient un peu plus ou un peu moins partisans.

Pourtant vous prétendiez alors le contraire : *Vous faites de la position adoptée vis-à-vis des CAOTE un test de l'acceptation ou du rejet de la tactique de FU.* En dénonçant les CAOTE, les syndicalistes révolutionnaires renonçaient, selon vous, au front unique; tel est le sens précis de l'affirmation de votre camarade Barbe qui écrivait : « La crise de l'EE, c'est l'incapacité de la tendance à traduire dans la pratique l'orientation lutte de classe par la méthode du F.UO. » Car cette orientation était identifiée par vous à la construction des CAOTE.

Votre appréciation sur la situation créée par mai-juin 1968 dans l'Ecole Émancipée peut être ainsi résumée : plus s'impose la nécessité de la méthode du FU, plus l'EE lui tourne le dos, de sorte qu'elle devient de plus en plus un obstacle, de moins en moins un point d'appui.

En réalité, il n'y a pas eu de « retournement politique » des syndicalistes révolutionnaires. Il s'est produit par contre une croissance importante de l'audience de la tendance, un afflux en ses rangs de courants produits de la radica-

lisation, et le développement de la Ligue dont les enseignants étaient en très petit nombre.

Dans ces conditions, l'orientation de la tendance, son existence même en tant que tendance syndicale devenaient l'enjeu d'une bataille politique permanente, certes parfois paralysante, mais inévitable. L'hégémonie de l'OCI, appuyée sur les syndicalistes révolutionnaires n'était plus un fait acquis. L'OCI a alors interprété cette situation comme le signe de l'achèvement de la fonction historique de l'EE.

*Vous avez, camarades, tendu à confondre la place occupée par l'EE dans le syndicalisme enseignant, avec la place occupée par votre fraction au sein de l'EE.*

Cette identification, cette projection de la situation de votre fraction sur la fonction de la tendance ont une racine politique : votre analyse indifférenciée de la période ouverte par la grève générale de 1968.

Vous avez, à partir de 1969, d'autant plus insisté sur « l'imminence de la révolution », que vous aviez plus fortement nié auparavant les signes d'un retournement de période.

Or cette formule de l'imminence de la révolution renvoie à l'idée d'une explosion révolutionnaire généralisée dans *un court délai*; vous l'utilisez depuis dix ans, sans discontinuer, ce qui atténue son caractère de pronostic immédiat, et elle présente l'incontestable inconvénient de mal rendre compte des étapes concrètes qui se dessinent dans cette période et *des rythmes de recomposition du mouvement ouvrier*.

Ces rythmes, vous les avez lourdement surestimés. Ainsi Lambert pouvait écrire :

*« La grève générale de mai-juin 68, et le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont ouvert une nouvelle étape de la lutte des classes internationale. Il est évident qu'une telle situation ne saurait se dérouler sans que s'opèrent les plus profondes mutations au sein du mouvement ouvrier international. Crises, scissions, regroupements ne pourront que se multiplier au cours de ce processus de reconstitution de la conscience de classe. Tous les partis, toutes les tendances en subiront les conséquences, nul n'en peut douter des effets. C'est dans ce cadre qu'il est et qu'il sera possible de confronter les déclarations et les positions des uns et des autres, de caractériser les tendances et les courants. C'est cette dimension qu'il faut avoir à l'esprit pour apprécier la crise de l'EE qui connaît depuis quelques mois un renversement d'alliances surprenant entre les différentes composantes de la tendance. » [Nous soulignons].*

Il est clair que, pour Lambert, les grands traits de la période s'expriment dans l'EE, en 1969, avec une *acuité immédiate*. L'auteur confère à la lutte politique

qui se mène alors dans l'EE une portée historique pour la tendance, dont l'issue ne peut attendre.

Pour cette raison, il est absolument exact que vous n'avez pas formellement pris la responsabilité de la scission : vous l'aviez vous-mêmes inscrite dans l'ordre des événements inéluctables, vous aviez donné aux clivages croissants entre votre fraction et le reste de la tendance le sens d'une clarification politique incontournable.

C'est bien pourquoi l'appréciation de la scission de 1969 ne peut être abordée à partir des intentions supposées ou des « pratiques » des uns et des autres, mais à partir des orientations politiques développées.

En ce sens, nous disons que vous avez pris la responsabilité de construire une tendance alternative et que, ce faisant, vous avez commis une double erreur :

– la principale est d'avoir estimé que la fonction historique de l'EE était dépassée et que ses meilleures traditions ne pouvaient être conservées que dans un nouveau cadre organisationnel.

– la seconde est, conséquemment, d'avoir contourné la lutte politique contre les courants anti-syndicaux dans l'EE et d'avoir, par votre départ, pris le risque de décentrer l'activité de l'EE en lui retirant nombre de ses militants syndicaux actifs.

Pourtant, vous devez reconnaître avec nous, dix ans après, que l'EE est restée la tendance anti-bureaucratique et d'opposition aux directions *reconnue par le milieu*.

L'EE, en dépit de l'âpreté des luttes internes qu'elle a connues (dont nous étions partie prenante), non seulement elle ne s'est pas « effondrée » (à l'image de Rénovation syndicale) comme vous aviez pu le pronostiquer imprudemment, mais elle s'est consolidée comme tendance syndicale, comme en témoignent les initiatives et les préoccupations de ses militants (cf. les travaux de la « Semaine ») et les récents résultats électoraux.

Ce constat, Thierry Foulkes le dresse à sa façon lorsqu'il écrit, après les élections au BN du SNI (*Courrier de l'EE-FUO*) :

« Dans l'état actuel des rapports de force qui existent au sein du SNI-PEGC (professeurs d'enseignement général de collège), et dans la FEN, légués par l'histoire du syndicat et du mouvement ouvrier, les syndiqués portent naturellement leurs voix sur les trois grands courants traditionnels UID, U et A, et EE. Significatif à cet égard le fait que l'EE obtient des voix dans beaucoup de départements sans (ou presque sans) aucune force militante. C'est le courant "d'opposition" aux directions UID ou U et A. »

Les conséquences de ce bilan sont claires : on ne peut pas construire la tendance « lutte de classe » de la FEN en dehors du principal courant d'opposition aux directions.

Vous le voyez, c'est pour plusieurs raisons que nous avons choisi d'initier la discussion, et cette contribution écrite, par la question des CAOTE. Non par

souci d'historiens, mais parce que cette question a eu une conséquence pratique décisive : la scission de l'EE, et parce qu'elle concentre une série de divergences politiques : sur les glissements catastrophistes de votre analyse de la situation politique, sur le Front unique qui est une tactique politique et non une stratégie, sur la construction de la tendance de lutte de classe, sans recherche de substituts sur la démocratie dans le mouvement de masse.

D'autres problèmes cependant, relatifs à la tactique de FU et à l'intervention syndicale, restent à aborder.

### III

Un aspect de notre ligne stratégique commune est le développement des structures d'auto-organisation. Cet objectif ne se réalise pas par la propagande pour les soviets, mais par une lutte permanente pour faire l'expérience de l'auto-organisation :

- lutte dans le syndicat pour en faire une structure toujours mieux prise en charge et contrôlée par les travailleurs.
- lutte pour des AG souveraines et les Comités de grève.
- lutte pour que les travailleurs se dotent, si nécessaire, de structures *ad hoc*.

L'articulation de ces trois types de structures pose des problèmes tactiques permanents.

Les trotskystes doivent savoir à la fois éviter de « surajouter » une organisation de plus (perçue comme fauteuse de division) et saisir le moment où le besoin d'une structure alternative aux organisations existantes se fait sentir ; il faut donc se préserver du double écueil du suivisme opportuniste et du substitutisme.

La difficulté tactique réside en ceci : *il faut faire la part de ce qui relève des responsabilités des directions syndicales et de ce qui tient à la nature même de l'organisation syndicale.*

Si, dans telle lutte, nous devons populariser la nécessité du comité de grève, de l'auto-organisation, contre le blocage et la trahison des directions, nous n'opposons pas pour autant le comité de grève au syndicat lui-même. D'abord parce qu'au cours même de la lutte, les responsabilités du syndicat demeurent, ensuite parce qu'au terme de la lutte le comité de grève s'efface à nouveau devant le syndicat.

Nous souhaitons approfondir ces questions avec vous à partir de quelques exemples significatifs. La discussion devrait faire apparaître s'il s'agit de désaccords tactiques circonscrits à des échéances précises ou s'il existe des divergences plus substantielles.

A la rentrée de 1978, la lutte des enseignants d'éducation physique et sportive fut la plus longue et la plus massive. Il était juste de procéder à l'élection de comités de grève dès lors qu'il apparaissait massivement que, même minoritaires, les bureaucrates conservaient les leviers de commande, et qu'il fallait

construire une direction alternative. Dans le même temps, il fallait que ces comités de grève adressent aux organisations syndicales en tant qu'organisations permanentes (préparer l'après-lutte et réinvestir les acquis de la lutte dans le syndicat) et nationales (inégalité de la conscience du mouvement des enseignants d'EPS).

Or, en prenant l'initiative de lancer un Comité national de grève, la fraction de l'OCI a franchi le pas qui sépare l'auto-organisation du substitutisme. Il serait bien irresponsable de prétendre « qu'il vaut mieux faire cette erreur que l'erreur inverse », qu'il vaut mieux tomber dans le substitutisme que dans le suivisme. Le Comité national de grève était une erreur compte tenu du très inégal développement de l'auto-organisation et de la trajectoire du mouvement qui ne pouvaient laisser espérer que ce CNG stimule par anticipation la création de comités départementaux.

*Ajoutons que nous concevons la bataille pour l'auto-organisation comme une lutte permanente qui commence au sein même de l'organisation syndicale.* A défaut, on risquerait fort d'apparaître comme ceux qui n'attendent qu'un prétexte pour agir en dehors des structures syndicales. Tel est l'enjeu de la bataille quotidienne pour la démocratie syndicale, les coordinations inter-établissement, etc.

Cette bataille n'est pas une référence vague à la nécessité de rendre « le syndicat aux syndiqués », elle lie étroitement démocratie et efficacité dans l'action, démocratie et orientation lutte de classe.

Aujourd'hui, la lutte pour que, dans les syndicats, les personnels de l'Education nationale se dotent des structures répondant aux besoins de la situation objective passe par *une agitation inlassable pour la fédération d'industrie.*

Plus nécessaire apparaîtra une riposte centralisée au gouvernement, plus paralysantes apparaîtront les divisions syndicales. La lutte contre les cloisonnements catégoriels dans la FEN et pour une Centrale unique de travailleurs (concentrée dans la « fédération d'industrie ») est donc de plus en plus d'actualité et s'inscrit pleinement dans notre bataille permanente pour l'auto-organisation.

Ainsi, dans le secteur de l'EPS, l'existence de deux syndicats nationaux de catégorie rend les enseignants de ce secteur particulièrement sensibles aux obstacles organisationnels placés par les directions contre leur unité d'intérêts. L'appel à former un seul syndicat, lancé par les enseignants d'EPS du Vaucluse au cours de la lutte de la rentrée 78 nous semble confirmer (et cela a valeur d'auto-critique) qu'une opportunité de faire entendre l'exigence de l'unité organique n'a pas été mise à profit.

Aujourd'hui, c'est le même type de réponse qui est appelée par la question des PEGC. Nous y reviendrons en abordant la caractérisation de la politique des stalinien et des socio-démocrates dans la FEN.

Levons, pour finir, tout malentendu sur ce point : nous ne prétendons pas combattre la politique de division des directions réformistes sur le seul terrain des mesures organisationnelles et du fonctionnement du syndicat, nous disons

seulement que l'agitation pour la fédération d'industrie est un aspect du combat contre la division et *un aspect très actuel de l'éducation à l'auto-organisation*.

En certaines circonstances, on peut être amené à construire des comités *ad hoc* (pas nécessairement à partir d'une expérience de masse du rôle de frein des organisations traditionnelles). Ces comités ont souvent la double fonction de cartels et de regroupements d'individus mobilisés par un objectif délimité : droit à l'avortement, dossiers scolaires, comités profs-parents contre les fermetures, etc. Ces comités ne sont donc pas organisés autour des tâches du FU en général, mais sont *des structures qui réalisent le FU (même partiellement) sur un objectif immédiat et précis*. On s'y bat pour associer les instances syndicales en permanence. Telle est notre conception, et c'est à partir d'elle que nous jugeons qu'au printemps 79, dans les CET, vous avez donné un contre-exemple.

A partir de CET en lutte contre les fermetures de sections et de postes, votre fraction a fait circuler un appel à l'organisation d'une riposte centrale, et a convoqué un rassemblement des enseignants de CET : la perspective était de se saisir du vote de la loi Legendre pour susciter l'organisation d'une manifestation centrale à l'Assemblée. De deux choses l'une :

– soit la mobilisation était significative, suffisamment pour organiser les enseignants contre la loi Legendre et le démantèlement des CET dans des comités *ad hoc* (à l'image des comités de non-titulaires).

– soit elle était insuffisante et la bataille pouvait difficilement dépasser le cadre syndical.

Certes, il existe toujours (surtout pour nos organisations trop inégalement implantées) une marge d'incertitude sur le degré exact de mobilisation. Des erreurs d'appréciation sont possibles. L'impulsion de comités peut répondre aux besoins de la situation objective sans que, pour autant, ils acquièrent une dimension de masse. Il n'y a pas d'automatisme en ce domaine. Mais il est toujours possible de rectifier en cours de route et, par exemple, de réinvestir, dans le cadre du travail syndical, ce qui a échoué au travers des comités. Ce n'est pas ainsi que vous avez procédé.

En effet, le rassemblement que vous animiez, sur la base d'une représentativité très inégale des délégués, s'est inscrit dans une logique d'auto-construction de votre fraction. N'y ont pas été débattues les perspectives de luttes, les échéances dans les organisations syndicales, la circulation de l'information, le déroulement des plans de la bourgeoisie, les conditions de leur mise en échec par les travailleurs... ou plutôt, si cela a été « débattu », ce ne fut que dans la perspective de la quatrième Conférence nationale ouvrière et jeune. Le point d'arrivée était fort éloigné du point de départ, et la perspective offerte, un réel substitut au travail de masse. De ce point de vue, le report du vote de la loi Legendre à la session d'automne (annoncé au même moment) ne fut pas la cause de la tournure prise par votre rassemblement, mais plutôt une « heureuse » opportunité.

Enfin, nous disons notre étonnement lorsque vous prenez l'initiative d'impulser des comités *ad hoc* alors qu'ils existent déjà : cela donne à penser que la garantie de votre hégémonie est un préalable, mis par vous, à votre participation.

Vous avez agi de cette façon pour la campagne avortement et contraception, et pour la lutte des maîtres auxiliaires cette année.

Que penseriez vous d'un parti qui demanderait à la classe ouvrière qu'elle lui signe une délégation permanente ?

Votre tactique des « comités pour le FU » a un fâcheux corollaire dans le travail syndical : *une conception minimaliste de la bataille politique dans le syndicat.*

Nous ne vous reprochons pas de centrer votre intervention sur des points précis qui peuvent concentrer la situation, de cadrer les motions de congrès dans la situation politique où ils se déroulent.

Par exemple, en ce qui concerne le XXXVIII<sup>e</sup> Congrès de la CFDT, nous considérons que la bataille à mener était celle dont nos militants ont été partie prenante : face au recentrage et au cours de collaboration ouverte de la direction, défense, par une série de textes d'instances, des positions répondant aux besoins des travailleurs dans la situation, et cristallisation de ces positions sur quelques points-clefs : refus de la révision en baisse des revendications : salaires, licenciements, 35 heures tout de suite sans diminution de salaire, perspective du « tous ensemble », démocratie syndicale (affaire d'Usinor-Dunkerque), problème du débouché politique.

*Ce que nous contestons, c'est une politique de partage des tâches qui aboutit à réduire la bataille dans le syndicat.*

A titre d'exemple, la façon dont vous avez concentré vos attaques sur le cas de Berge (dirigeant syndical à qui vous reprochiez d'avoir été « pistonné » par le ministère pour son transfert) lors du dernier congrès du SNEP (syndicat national de l'éducation physique), nous semble, au-delà de la matérialité contestable des faits, relever d'une méthode peu éducative pour les syndiqués à qui vous vous adressez, surtout lors du premier congrès tenu après la grande lutte de l'EPS, et dont les leçons politiques étaient nombreuses à devoir être tirées. C'est la même critique que l'on peut porter à la lettre ouverte de Jean-Jacques Marie, élu à la CA de la FEN, intitulée : *Mais que cherche donc M. Bredin ?*, où Bredin – dirigeant du SNAU (Syndicat national de l'Administration universitaire) – est accusé de « confondre syndicat et tripot », où le régime intérieur du syndicat est rapproché de la « fameuse tactique du salami du guépéoutiste hongrois Rakosi », où la prose de Bredin est comparée à « du Husak », etc. Nous n'allons pas nous convaincre mutuellement du degré de corruption des directions bureaucratiques. Nous avons par contre la tâche commune de convaincre la masse des syndiqués de retirer leur confiance aux directions corrompues. Dans cette voie, la dénonciation est de peu d'effet si elle n'est pas assortie de démonstrations par la pratique. C'est justement pour cela que nous sommes les partisans du front unique.

De ce point de vue, votre intervention au Congrès du SNEP ou la lettre ouverte de J.-J. Marie ne soulèvent pas que des questions de forme, mais appellent sur le fond les mêmes critiques que celles que nous avons faites, par le passé, aux ultra-gauches qui, dans leurs publications, reprennent vis-à-vis des « révisos »,

le même tonalité que vous vis-à-vis des bureaucrates staliniens : minorisant, minimaliste, et méséducatif, c'est ainsi que nous caractérisons ce type d'intervention.

Un dernier exemple, plus fondamental, achèvera d'exposer notre position sur ce point. A de nombreuses reprises, et avec une certaine continuité, vous avez appelé à voter le rapport moral présenté par UID dans la FEN ou dans tel de ses syndicats de catégorie.

En 1978 encore, J.-J. Marie déposait une tribune dans *l'Enseignement public* qui se concluait par cet appel :

« Membre de la CA de la FEN, à ce titre soutenant les positions et décisions que j'ai votées sur les maîtres auxiliaires, sur la défense des libertés en France et dans le monde, sur l'attitude de la FEN à propos des élections municipales, sur l'abrogation préalable des lois anti-laïques, contre la division, seul atout de Giscard et Barre, j'appelle donc à voter « oui » au rapport d'activité présenté par A. Henry au nom du bureau fédéral. »

En énumérant les positions qu'il a défendues, J.-J. Marie suggère qu'elles trouvent leur prolongement naturel dans le vote pour le rapport d'activité d'UID. Quelles que soient les arguties avancées, les syndiqués ont retenu qu'une tendance qui se réclame de la lutte des classes appelait à voter pour l'orientation de la direction. Cela ne pouvait prendre que le sens d'un soutien politique aux UID. C'est finalement ainsi que vous l'avez vous-même compris, lorsqu'au dernier congrès, après un vote équilibré de votre comité central, vous avez retiré votre soutien à UID au congrès 1978 de la FEN.

Ce tournant de votre attitude vis-à-vis des UID s'est confirmé par la suite, et nous nous en réjouissons. Mais nous souhaitons en éclairer les raisons réelles. En effet, vous n'avez pas renoncé aux bases politiques qui vous ont amené à soutenir UID pendant des années. Vous continuez de conférer au réformisme social-démocrate un contenu progressiste, et par corollaire de dénier aux staliniens toute détermination réformiste propre. C'est pourquoi vous êtes embarrassés pour expliquer la politique de la FEN dont les projets de réformes ou le soutien aux réformes bourgeoises s'opposent immédiatement aux intérêts des travailleurs. Aussi justifiez-vous les trahisons des UID par les pressions au courant Unité et action (U et A).

Dans *le Courrier de l'EE-FUO* (n°49) vous présentez ainsi les positions des UID sur les commissions paritaires : « Les responsables UID qui affirment leur attachement à l'indépendance du syndicat, en particulier par rapport à l'Etat, ne sont-ils pas en train de céder devant la pression conjointe du gouvernement et des responsables UA proposant une nouvelle mouture de l'intégration du syndicat à l'Etat. » Ainsi, quand UID trahit, c'est la faute des U et A ? C'est bien ce que suggère l'éditorial de ce courrier, qui oppose à quelques anciennes positions défendues par UID et par vous en commun, une motion présentée par des responsables UID et U et A au congrès du SNI-PEGC, d'où vous déduisez : « Il y a tournant du SNI-PEGC ». Tournant et abandon, d'où votre conclusion :

« Le SNI doit se resaisir », qui prend dans le contexte de cet éditorial le sens d'un appel à UID pour qu'il rompe avec U et A.

C'est la même orientation qui ressort encore d'une de vos tribunes parue (mai 1979) dans l'organe du syndicat national de l'intendance de l'éducation nationale (SNIEN) : « La défense des intérêts de nos collègues n'est plus compatible avec la tendance de plus en plus affirmée de la direction de nos camarades UID vers une politique syndicale de dislocation, de grèves tournantes, de grèves sans lendemain. En bref, une tendance UID de plus en plus U et A. »

Ainsi, par la caractérisation valorisante que vous faites de UID (vous circonscrivez vos divergences avec UID au domaine de « l'utilisation de la puissance de notre syndicat ») vous vous interdisez de comprendre les racines de sa politique actuelle.

Or, il y a « tournant » de la FEN, comme il y a « tournant » de la CFDT recentrée et de la CGT; il y a « tournant » des directions bureaucratiques, qui sont certes de nature différente (social-démocrate ou stalinienne), mais qui sont toutes aspirées en première ligne par l'offensive bourgeoise, ni plus, ni moins.

En ce sens, la FEN et le SNI ne se sont nullement reniés. C'est pourquoi, autant il est juste de prendre appui sur les contradictions entre les positions de la direction à des moments différents, autant il est opportuniste de prétendre qu'il y a un tournant *fondamental* et qu'il est imputable à la direction U et A !

De notre côté, nous pensons que si, à un tel moment de la lutte des classes, l'une ou l'autre des bureaucraties remplit un rôle plus activement contre-révolutionnaire, *jamais* les marxistes révolutionnaires ne doivent laisser planer la moindre illusion sur la direction qui se trouve en réserve.

Seule une telle position de renvoi « dos à dos » pouvait fonder, d'un point de vue marxiste, le passage à l'autonomie en 1948. Seule, aujourd'hui, cette position permet de s'orienter dans la FEN, où les conséquences d'une politique opportuniste vis-à-vis de l'une des bureaucraties sont d'autant plus ressenties par la masse des syndiqués que les bureaucrates cohabitent dans la même structure syndicale.

#### IV

Pour conclure cette première contribution, nous voulons aborder quelques problèmes posés par le développement de la tendance « lutte de classe » dans la FEN. Nous l'avons écrit, le développement de la tendance lutte de classe dans la FEN s'identifie, pour nous, avec le développement de l'Ecole Emancipée.

Voyons comment nous envisageons le développement de l'EE, et l'orientation que nous y défendons en toute clarté.

L'organisation de la FEN reconnaît l'existence de tendance. La permanence des tendances ne peut être assurée que par leur relative homogénéité politique. Elles n'existent en permanence que dans la mesure où leurs frontières ne sont pas remises en cause à chaque échéance de l'activité syndicale.

Il en résulte qu'une tendance lutte de classe statutairement reconnue est organisée autour d'une plate-forme stratégiquement délimitée qui va dans le sens de « fermer » une telle tendance.

Le revers du droit de tendance (que nous défendons inconditionnellement), c'est qu'il vaut aussi pour les appareils et qu'il peut être détourné par eux. En l'occurrence, les bureaucrates ont transformé l'exercice du droit de tendance en « parlementarisme bureaucratique ». Un tel fonctionnement de la FEN a pour but et pour effet de figer les tendances, de faire en sorte qu'elles se reproduisent à l'identique sur la base d'orientations stratégiques « définitives », sans que la sanction de la pratique syndicale, collectivement conduite, intervienne jamais.

*Voilà ce que nous appelons le caractère « fermé » des tendances, qui s'oppose en tout point au fonctionnement fédéraliste naturel d'une organisation syndicale.*

Mais nous savons, comme vous, distinguer entre l'acquis du droit de tendance et le fonctionnement du syndicat.

Nous sommes, comme vous, vigilants face aux manœuvres des stalinien qui tentent de détourner les aspirations antibureaucratiques sur le terrain du rejet des tendances « stérilisantes », et qui savent, à leur façon, se servir du fédéralisme (avant d'être U et A n'étaient-ils pas la « tendance de la section des Bouches du Rhône » ?).

Il reste que ces rappels de nos positions devaient être faits, car nous nous refusons, sous prétexte de ne pas risquer de prêter le flan aux manœuvres stalinien, à escamoter notre programme (ce qui serait encore une manière de s'adapter, en négatif, « par contre-pied », à l'appareil stalinien).

*Nous pensons donc que, si le droit de tendance est un acquis absolu pour l'expression et la défense de l'orientation lutte de classe dans le syndicat, le fonctionnement du syndicat tend à figer les frontières des tendances, en évacuant de leurs bases de regroupement le critère de la pratique et des bilans d'activité.*

Cette situation produit un décalage permanent entre la force militante et l'audience de masse de la tendance d'une part, la trajectoire de nombre de militants syndicaux qui s'en rapprochent d'autre part.

L'identification des tendances à des orientations déterminées ailleurs et indépendamment des leçons de l'intervention syndicale constitue un obstacle à la conquête de militants susceptibles d'être regroupés, non sur l'adhésion à une plate-forme, mais sur une pratique lutte de classe. Pour nous, la tendance doit fonctionner davantage autour des sections syndicales qu'elle dirige, et se concevoir comme tendance « lutte de classe », et non pas comme un regroupement d'extrême-gauche.

D'autres facteurs interviennent pour « fermer » la tendance, dont les traditions ne la préparent pas toujours à accueillir les nouveaux courants de rupture qui se dégagent dans le syndicat. Il faut combattre les complexes de minoritaires, dénoncer l'idée que l'élargissement de la tendance se traduirait par un appauvrissement de son orientation (si ce sont les militants « réformistes » qui font un pas vers nous, sachons seulement ne pas mettre un préalable à leur évolution).

De plus, ces courants sont très divers et hétérogènes, il peut être difficile de les organiser dans un cadre commun.

*Il existe donc un décalage naturel (avant d'être le produit d'éventuelles erreurs) entre l'EE et ces courants lutte de classe.*

Nous pensons précisément que l'EE doit se préparer à organiser ces courants qui grandiront immanquablement en nombre et en conscience.

Il faut mettre à profit le dépassement « naturel » de vieux débats d'orientation au sein de l'EE, pour nous tourner, militants lutte de classe, vers la masse des syndiqués.

Notre choix est donc de développer l'EE comme tendance de masse. Cela ne signifie évidemment pas que l'EE soit une sorte de « cadre d'alliance » entre courants politiques. L'audience de masse d'une tendance n'est pas proportionnelle à la diversité ou au nombre des courants politiques qu'elle organise !

Nous combattons toute logique d'affrontements « ligne contre ligne », favorisés par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté et reconnu.

Et nous privilégions les débats sur l'application concrète d'une stratégie syndicale commune. Les compromis que nous sommes amenés à faire découlent du caractère de masse de la tendance.

*De ce point de vue, la pratique de masse des trotskystes est à mettre au premier plan* : ils peuvent, par l'obtention d'une majorité électorale arithmétique, obtenir la décision qu'ils souhaitent en laissant sur le côté les hésitants, les peu convaincus ou les adversaires du moment. Autant dire que la sanction de tout débat étant acquise d'avance, la démocratie interne deviendrait largement formelle, et que l'avant-garde remplirait fort mal ses tâches d'éducation par lesquelles, justement, elle reconquiert sa position à la tête du combat des masses.

*Les trotskystes doivent au contraire faire confiance aux militants syndicaux, miser sur le débat politique et la sanction des faits pour entraîner la tendance, en toute conscience politique, sur les positions pour lesquelles ils militent.*

Telle est la voie, patiente, de l'efficacité, qui exclut les raccourcis et l'impatience sectaire.

Tel est le sens, pour nous, de la recherche du consensus. Il ne s'agit pas là de la politique du plus petit dénominateur commun, mais de l'acceptation des conditions élémentaires d'intervention dans une tendance de masse (la question du recours éventuel au vote est une question pratique subordonnée à cette conception politique fondamentale).

Il y a à cela une « contrepartie » : lenteur dans les décisions, tergiversations politiques quand il nous semble qu'il y a urgence, etc.

Mais pourquoi demanderait-on à une organisation fédérative de fonctionner comme une fraction centralisée ?

C'est la « contrepartie » du fait que tous les syndiqués ne reconnaissent pas spontanément à la fraction un rôle dirigeant, et ne lui délèguent pas leur confiance.

C'est la « contrepartie » du travail de masse !

*Ces difficultés (qui agitent périodiquement l'EE) ne peuvent donc pas éluder*

la question qui vous est posée : en niant ces difficultés, ou en les faisant découler d'une politique opportuniste, adaptationniste de notre part, vous confirmeriez que vos références à l'EE sont plus que formelles, et que vous ne lui donnez pas d'avenir en dehors de la « branche » que vous représentez.

En les reconnaissant, en opérant un retour critique sur vos interventions au forcing dans la tendance (et leurs graves conséquences), vous donneriez un gage de la place que vous reconnaissez de l'EE, comme « point de passage obligé » (au moins) pour la construction de la tendance révolutionnaire de la FEN.

*Car vous ne pourriez à la fois affirmer, dans l'abstrait que les racines historiques de l'EE plongent trop profond pour qu'il soit possible de la contourner, et développer, en pratique, « un comportement » et « un travail de masse » incompatibles avec le fonctionnement régulier d'une tendance de masse.*

Par ces quelques remarques, nous espérons ouvrir un débat fructueux qui devrait, selon nous, se prolonger par la définition des axes d'intervention des marxistes révolutionnaires dans l'enseignement et par la caractérisation de la nature et de la politique des directions bureaucratiques dans notre secteur.

Salutations communistes.

Secrétariat enseignant national de la LCR (SFQI)

## 4 raisons de s'abonner à **Critique communiste**

1. Vous le paierez beaucoup moins cher : 10 F le numéro au lieu de 15 et 20 F.
2. Vous soutiendrez la revue et les éditions la Brèche.
3. Si vous êtes en province, vous le recevrez plus tôt qu'en l'achetant en librairie.
4. Vous bénéficierez des offres exceptionnelles de réduction sur les livres la Brèche, réservées aux abonnés de *Critique communiste*.

----- **Abonnez-vous !** -----



Je m'abonne à *Critique communiste* pour 1 an (10 numéros)

- Je verse<sup>(1)</sup>     100 F : abonnement France TOM-DOM  
                   120 F : abonnement pays étrangers  
                   150 F : abonnement pays étrangers par avion  
                   150 F et plus : abonnement de soutien

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

A retourner affranchi à : éditions la Brèche, 10, impasse Guéméné,  
75004 Paris. Tél. : 271 02 82 accompagné d'un chèque (ou man-  
dat) à l'ordre des éditions la Brèche.

(1) Cocher la case correspondante

## éditorial

Guerre froide, pour une nouvelle donne de la coexistence pacifique, par *Charles Michaloux*

Le PCF à l'heure de Kaboul, par *Denis Berger*

Le PCF : le temps des crises, par *Antoine Artous* et *Francis Sitel*

Le PCF et les intellectuels : après le Conseil national, la normalisation ?, par *Jean-Michel Masson* et *Jean Sohn*

« L'unité dans les luttes », comment ? pour quoi faire ?  
(Débat entre *G. Labica*, membre du PCF, *S. Farandjis*, membre du PS, *J. Habel* et *H. Weber*, membres de la LCR)

Le PCI « au milieu du gué », par *Anna Libera*

## dossier

### L'enseignement

1. Où va la FEN ?, par *Michel Bouvet*
2. Portée de la réforme de la formation des maîtres des écoles normales, par *Michel Merlin*
3. Lettre de la LCR à l'OCI sur l'intervention enseignante

